



**DONNÉES PERSONNELLES
FAUT-IL AVOIR PEUR
DE TIKTOK ?**

**FRANCE
LES RETRAITES, UNE BATAILLE
SUR LE SENS DE LA VIE**



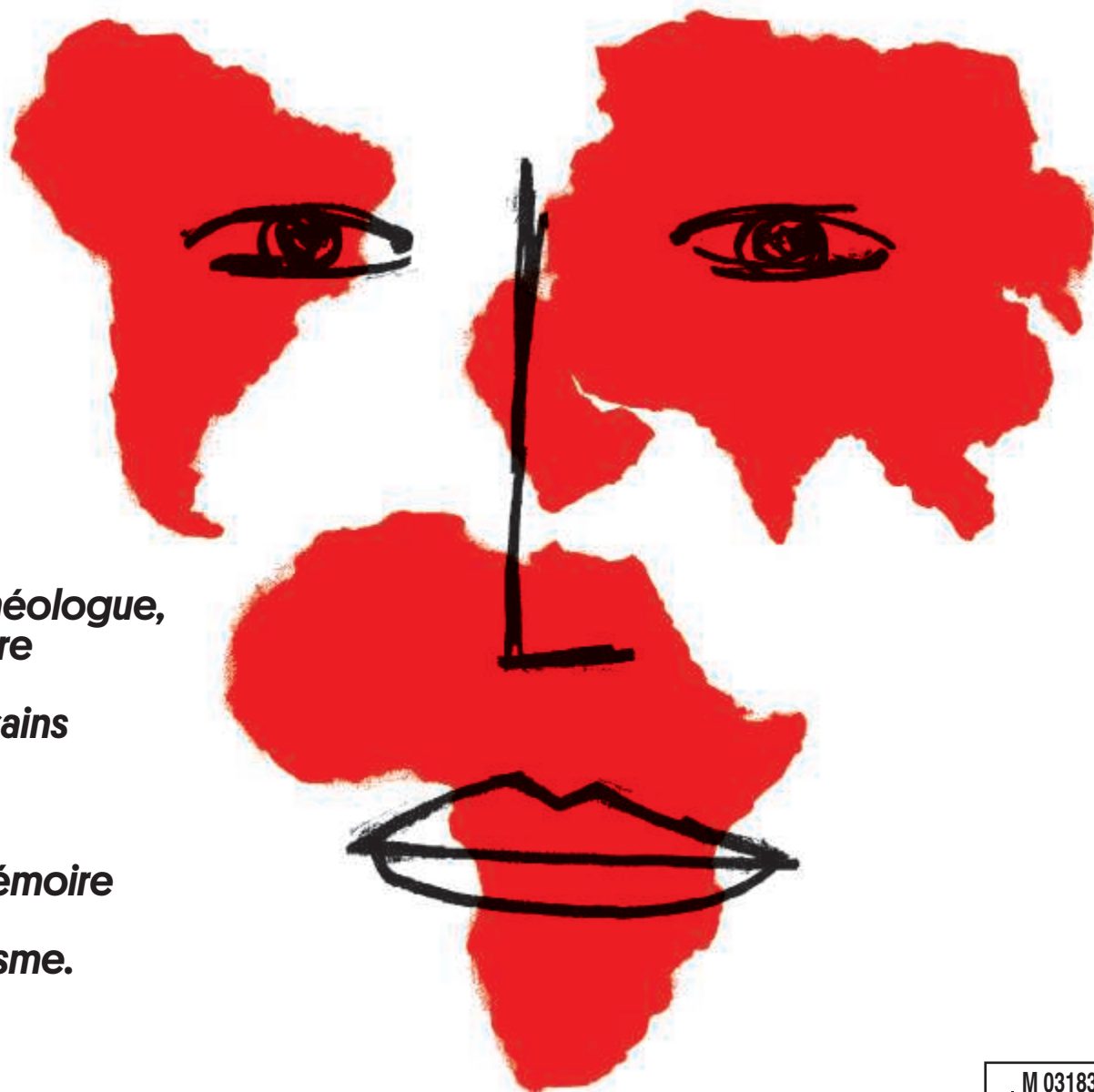
**Courrier
international**

N° 1688 du 9 au 15 mars 2023
courrierinternational.com
France : 4,90 €

Algérie 530 DA, Allemagne 6,20 €,
Andorre 6 €, Canada 9,25 \$ CAN,
Australie 5,20 €, Espagne 5,30 €,
DOM 5,20 €, France 4,90 €, Grèce 5,80 €,
Grande-Bretagne £ 5,00, Israël 5,80 €,
Italie 5,50 €, Japon 1000 ¥,
Maroc 15 DH, Pays-Bas 6 €,
Portugal cont. 5,50 €,
Sénégal 2400 F CFA, Suisse 7,20 CHF,
TOM 1100 XPF, Tunisie 9 DT,
Afrique CFA autres 3600 F CFA.

LES NOUVELLES VOIX DE LA DÉCOLONISATION

*Ils et elles sont
philosophe, archéologue,
artiste... Rencontre
avec ces jeunes
intellectuels africains
ou descendants
d'immigrés
qui renouvellent
le débat sur la mémoire
du colonialisme
et de l'esclavagisme.*



M 03183 - 1688 - F: 4,90 €





FIFDH
Genève

10-19.03.2023
fifdh.org

21^e Festival du film et
forum international
sur les droits humains





LES CHOIX DE "COURRIER"

CLAIRE CARRARD

Les nouvelles voix de la décolonisation

Is et elles sont philosophe, archéologue, artiste... Souvent jeunes, ces intellectuels africains ou descendants d'immigrés renouvellent le débat sur la mémoire du colonialisme et de l'esclavagisme. Certains ont étudié (ou vivent) à l'étranger, d'autres sont restés dans leur pays, mais tous œuvrent à la réappropriation de leur histoire. Avec talent et brio, ils esquissent de nouvelles solutions pour répondre aux problèmes du présent et de l'avenir. Nous tenions dans ce numéro à faire entendre leurs voix. Ce dossier est un projet mûri de longue date. Depuis quelques années, *Courrier international* est partenaire du Festival du film et forum sur les

droits humains (FIFDH), organisé à Genève (du 10 au 19 mars). Et ce dossier spécial, à retrouver dans nos pages 360°, entre en résonance avec une partie de la programmation du festival. Dans la presse étrangère, nos journalistes ont repéré et mis de côté depuis des semaines des portraits de ces nouvelles figures qui construisent d'autres récits que ceux établis par les puissances coloniales. Il y a d'abord Olufémi O. Táíwò, l'une des figures montantes de la philosophie américaine, dont les parents ont quitté le Nigeria au début des années 1980 pour s'installer dans la baie de San Francisco, où il est né. Le site américain **Grist** dresse un portrait élogieux de ce jeune professeur (suivi par près de 63 000 abonnés sur Twitter). Son propos : replacer les effets du changement climatique au cœur de la question des réparations, et repenser l'héritage de la colonisation et la notion de justice. "Si l'on veut faire régner la justice, on doit d'abord

reconnaître que l'on vit dans un monde interconnecté, dans lequel les risques et les avantages sont répartis de manière profondément inégale", écrit John Thomason, l'auteur de l'article qui détaille la pensée d'Olufémi O. Táíwò. Le philosophe, explique Thomason, "estime qu'un programme de réparations véritablement juste [...] doit aussi être ce qu'il appelle 'un moyen de façonner le monde'. On ne doit pas se contenter de redistribuer les richesses et les ressources : on doit créer durablement des environnements dans lesquels tous peuvent s'épanouir." C'est ce portrait dense mais absolument passionnant qui ouvre notre dossier. Au Kenya, un journaliste du **Christian Science Monitor** a rencontré une autre de ces nouvelles figures : Chao Tayiana Maina, qui s'est donné pour mission de valoriser le patrimoine local grâce au numérique. "Les puissances coloniales ont largement imposé dans l'imaginaire collectif leur version mystifiée et glorifiée du passé

colonial en Afrique de l'Est", écrit Carlos Mureithi. Sur l'histoire des chemins de fer, comme sur une révolte durement réprimée dans les années 1950, Chao Tayiana Maina impose un autre récit, "exhume les éléments oubliés, ou volontairement dissimulés, de l'histoire", loin des sources institutionnelles et en faisant appel aux savoirs des populations locales. "Reprendre le contrôle du passé procure un sentiment de puissance très fort, confie la jeune historienne. C'est très néfaste pour l'image de soi de voir sa propre identité définie par quelqu'un d'autre." Des propos qui font écho à tous les portraits présentés dans ce dossier, jusqu'aux images du photographe nigérian qui l'illustrent. À sa façon, Ayobami Ogungbe explore le passé et le présent qui en découlent, avec un travail particulier sur les identités. Il est aussi question ici d'une nouvelle génération d'archéologues formés sur place au Soudan. Un changement majeur, de l'avis du **Guardian**. "Le coût de la vie, la crise

climatique, les migrations, la réflexion sur notre identité : l'archéologie devrait évoquer toutes ces questions. Nous devons construire quelque chose de nouveau, d'équitable, qui soit plus riche et plus pertinent", avance une archéologue d'origine somalienne. Ce sont ces paroles, ces nouveaux récits que nous avons voulu mettre en avant cette semaine. Un vrai pas de côté par rapport à l'actualité que nous assumons totalement, alors que la mobilisation contre les retraites se durcit en France avec la grève du mardi 7 mars. Trop tard pour nous pour intégrer les réactions de la presse étrangère. Mais nous y reviendrons bien sûr sur notre site et très largement dans l'hebdomadaire de la semaine prochaine. Bonne lecture.

En couverture : Décolonisation : dessin de **Walenta** paru dans le **Los Angeles Times**, États-Unis. **TikTok :** dessin de **Schot**, Pays-Bas. **Retraites :** dessin d'**Alex**, Suisse.



Sommaire



DESSIN DE SCHOT, PAYS-BAS

DOSSIER p.28

Faut-il avoir peur de TikTok ?

Conçue et développée en Chine, la plateforme préférée des ados est désormais perçue comme une menace par plusieurs pays occidentaux. Les États-Unis, le Canada et l'Union européenne ont déjà interdit à leurs fonctionnaires d'utiliser l'application. Les analyses de la presse étrangère.

FRANCE p.10

Retraites. Une bataille pour le sens de la vie

La réforme des retraites ne concerne pas seulement ce que l'on fait durant nos années d'âge mûr. Elle traite de questions existentielles, analyse un journaliste franco-allemand.

ALLEMAGNE p.14

Des cyberespions se glissent dans la peau des néonazis

Les agents de renseignement allemands se risquent de moins en moins à aller sur le terrain. Ils infiltreront désormais les milieux néonazis ou complotistes en ligne. En y laissant parfois un peu d'eux-mêmes. Une enquête de la **Süddeutsche Zeitung**.

ISRAËL p.18

La contestation gagne aussi l'armée

Alors qu'une crise politique déchire le pays, l'armée israélienne craint de devoir faire face au refus de combattre de nombreux soldats, analyse le quotidien de centre droit **Yediot Aharonot**.

LES SOURCES



Chaque semaine, les journalistes de *Courrier international* sélectionnent et traduisent des articles tirés de plus de 1 500 médias du monde entier. Voici la liste exhaustive des journaux, sites et blogs utilisés dans ce numéro :

- Asahi Shimbun** Tokyo, quotidien.
- The Christian Science Monitor** Boston, hebdomadaire.
- Cubonet** (cubonet.org), Coral Gables (États-Unis), en ligne.
- Daraj** (daraj.com), Beyrouth, en ligne.
- Efimerida Ton Syntakton** Athènes, quotidien.
- Expert** Moscou, hebdomadaire.
- Grist** (grist.org), Seattle, en ligne.
- The Guardian** Londres, quotidien.
- The Hindu** Madras, quotidien.
- Inkyfada** (inkyfada.com), Tunis, en ligne.
- The Intercept** (theintercept.com), New York, en ligne.
- Lianhe Zaobao** Singapour, quotidien.
- Nature** Londres, hebdomadaire.
- The New York Times** New York, quotidien.
- The Observer** Londres, hebdomadaire.
- El País América** (elpais.com/america), Mexico, en ligne.
- Raseef22** (raseef22.net), Beyrouth, en ligne.
- Süddeutsche Zeitung** Munich, quotidien.
- The Times** Londres, quotidien.
- Yediot Aharonot** Rishon Lezion (Israël), quotidien.



SOMMAIRE

7 jours dans le monde

6. **Protection des océans.** Le traité que l'on n'attendait plus

9. **Controverse.** Réguler le football anglais, une bonne idée ?

D'un continent à l'autre

10. **France.** Retraites, une bataille pour le sens de la vie

12. **Ukraine.** Le vrai objectif de la guerre ? Contrôler la mer Noire

14. **Allemagne.** Des cyberespions se glissent dans la peau de néonazis

16. **Tunisie.** Les damnés du "grand remplacement"

18. **Israël.** La contestation gagne aussi l'armée

20. **Irak.** Sur la piste des trésors cachés de Daech

22. **Corée du Nord.** Coincés en Chine

23. **Inde.** À la recherche des anciens parfums

24. **Brésil.** Marina Silva, "ministre de l'Amazonie"

25. **Cuba.** Le mythe d'un pays paisible s'effondre

26. **États-Unis.** Le maire de 18 ans qui veut sauver sa ville

Dossier

28. Faut-il avoir peur de TikTok ?

Transversales

32. **Sciences.** "Espérons que la contamination de l'enfant par le H5N1 est un cas isolé"

33. **Environnement.** Au Liban, la crise accélère la déforestation

34. **Économie.** Les villageois nigériens demandent des comptes à Shell

35. **Économie.** La guerre des puces assombrit l'avenir

360°

36. **Idées.** Les nouvelles voix de la décolonisation



SUR NOTRE SITE

Retraites. L'épreuve de force

Alors que le Sénat continue l'examen du projet de réforme des retraites, la grande mobilisation du 7 mars embarrasse plus que jamais le gouvernement. Le mouvement se durcit, avec des grèves reconductibles et des raffineries bloquées. Et la presse étrangère se passionne pour ce débat très français.

Guerre en Ukraine. Bakhmout : jusqu'au bout de l'enfer

Kiev est repassé à l'offensive pour regagner du terrain dans cette ville du Donbass. Une bataille sanglante, menée côté russe par les mercenaires du Groupe Wagner. Reportages, commentaires et analyses sur notre site.

La pilule philosophique. Nous sommes tous atteints de gérontophobie

Chaque semaine, nous vous proposons un billet qui soulève des interrogations sur notre condition moderne. Ce samedi, une chronique pleine d'autodérision parue dans **Specchio**, qui revient sur le troisième âge, les misères qui l'accompagnent et les craintes qu'il inspire. Seule consolation, selon l'auteur, on peut enfin se plaindre en permanence sans que personne n'y trouve rien à redire.

L'horoscope de Rob Brezsky Retrouvez chaque semaine les prévisions poétiques et philosophiques de l'astrologue le plus original de la planète.



Retrouvez-nous aussi sur Facebook, Twitter, Instagram et Pinterest.



Réveil Courrier

Chaque matin à 6 heures, 7 jours sur 7
le meilleur de la presse étrangère

reveil.courrierinternational.com





Depuis n'importe quel appareil,
rendez-vous sur
reveil.courrierinternational.com



Offre d'abonnement

Bulletin à retourner à : Courrier international
Service Abonnements - A2100 - 62066 Arras Cedex 9

Je m'abonne pour :

- 1 AN** (52 numéros) au prix de **129 €** au lieu de ~~237,20 €*~~
- 1 AN** (52 numéros) + **6 hors-séries** au prix de **159 €** au lieu de ~~290,60 €*~~

RCO23BO01

Monsieur Madame

NOM..... PRÉNOM.....

ADRESSE.....

CP..... VILLE.....

Je règle par chèque bancaire à l'ordre de Courrier international

Pour tout autre moyen de paiement, rendez-vous sur notre site :
<https://abo.courrierinternational.com/ours2023>
ou téléphonez au 03 21 13 04 31 (du lundi au samedi, de 9 heures à 18 heures)

*Offre réservée aux particuliers jusqu'au 31/3/2024 pour un premier abonnement en France métropolitaine. Pour les entreprises et l'étranger, nous consulter. Visuels non contractuels. En retournant ce formulaire, vous acceptez que Courrier international, géré par le groupe de traitement, utilise vos données personnelles pour les besoins de votre commande, de la relation client et d'actions marketing sur ses produits et services.

Je ne souhaite pas recevoir les offres commerciales de Courrier international par voie postale. Je ne souhaite pas recevoir les offres commerciales des partenaires de Courrier international par voie postale.

Pour connaître les modalités de traitement de vos données ainsi que les droits dont vous disposez (accès, rectification, effacement, opposition, portabilité, limitation des traitements, sort des données après décès), consultez notre politique de confidentialité à l'adresse : <https://www.courrierinternational.com/page/donnees-personnelles> ou écrivez à notre délégué à la protection des données 67-69, avenue Pierre-Mendès-France 75013 Paris ou dpo@groupelemonde.fr. Vous avez le droit de formuler une réclamation auprès de la Cnil. Pour toute question, contactez notre service clients par e-mail abo@courrierinternational.com ou par téléphone au 03 21 13 04 31 du lundi au samedi de 9 heures à 18 heures. Nos CSV sont consultables et téléchargeables en suivant ce lien : <https://www.courrierinternational.com/page/cgv>



Avantages abonnés :

- La version numérique du magazine dès le mercredi soir
- L'édition abonnés du site Internet
- Nos archives, soit plus de 100 000 articles
- L'accès illimité sur tous vos supports numériques
- Les applications iOS et Android
- Réveil Courrier 📞

Votre abonnement à l'étranger :

Belgique : (32) 2 744 44 33
abonnements@saipm.com
États-Unis/Canada : (1) 800 363 1310
expressmag@expressmag.com
Bonne : (41) 022 860 84 01
abonne@edigroup.ch



Édité par Courrier international SA, société anonyme avec
directoire et conseil de surveillance au capital de 106 400 €
Actionnaire : La Société éditrice du Monde
Président du directoire, directeur de la publication :
François-Xavier Devaux

Directrice de la rédaction, membre du directoire : Claire Carrard
Conseil de surveillance : Louis Dreyfus, président
Dépôt légal Mars 2023. Commission paritaire n° 0727 c 82101.
ISSN n° 1154-516X Imprimé en France/Printed in France

Rédaction 67-69 avenue Pierre-Mendès-France 75013 Paris. Accueil 33 (0) 1 46 46 16 00 Fax général 33 (0) 1 46 46 16 01 Fax rédaction 33 (0) 1 46 46 16 02 Site web www.courrierinternational.com Courriel lecteurs@courrierinternational.com
Directrice de la rédaction Claire Carrard (16 58) Rédactrice en chef Virginie Lepetit (16 12) Rédacteurs en chef adjoints Raymond Clarinard (16 77), Claire Pomarès (web), Matthieu Recarte Direction artistique Sophie-Anne Delhomme (16 31), Conception graphique Javier Errea Comunicación

ÉDITION Anouk Delpoit (16 98), Ioris Queyroi, Fatima Rizki (17 30) 7 JOURS DANS LE MONDE François Gerles (chef de rubrique, 17 48) EUROPE Gerry Feehily (chef de service, 16 95), Laurence Habay (chef de service adjointe, Russie, est de l'Europe, 16 36), Marie Daoudal (Allemagne, Autriche, Suisse allemande, 16 04), Carole Lyon (Belgique, 17 36), Sasha Mitchell (Royaume-Uni, Irlande, 19 74), Beniamino Morante (Italie, 19 72), Hélène Bienvenu (Pologne), Antoine Mouteau (Pays-Bas), Valentin Scholz (Espagne), Vincent Barros (Portugal), Antoine Jacob (Danemark, Norvège, Suède), Alexandre Lévy (Bulgarie), Alexandros Kottis (Grèce, Chypre), Joël Le Pavous (Hongrie), Guillaume Narguet (République tchèque, Slovaquie), Kika Curovic (Serbie, Monténégro, Croatie, Bosnie-Herzégovine), Marielle Vitreanu (Lituanie), Alda Engoian (Caucase, Asie centrale), Larissa Kotelevets (Ukraine) FRANCE Carolin Lohrenz (chef de rubrique, 16 93) AMÉRIQUES Béatrice Cagnat (chef de service, Amérique du Nord, 16 14), Jean-Hébert Armengaud (chef de service, Amérique latine, 16 57), Morgann Jezequel (Brésil), Martin Gauthier (Canada), Mathilde Guillaume (Argentine) ASIE Agnès Gaudu (chef de service, Chine, Singapour, Taïwan, 16 35), Christine Chameau (Asie du Sud-Est, 16 24), Zhang Zhulin (Chine, 17 47), Carole Dieterich (Asie du Sud), Élisabeth D. Inandjak (Indonésie), Jeong Eun-jin (Corées) MOYEN-ORIENT Bachir El-Khoury (chef de service), Julien Abirama (Liban, Syrie, Palestine, Irak), Pascal Fenaux (Israël), Ahmad Parhizi (Iran), Raphaël Boukandoura (Turquie), Philippe Mischkowsky (pays du Golfe) AFRIQUE Hassina Mechaï (chef de rubrique), Vincent Barros (Afrique lusophone), Malik Ben Salem (Maghreb), Mathilde Bousson (Afrique australe et Afrique de l'Est), Agnès Fèvre (Afrique de l'Ouest) TRANSVERSALES Pascale Boyen (chef des informations, Économie, 16 47), Carole Lambertz (chef de rubrique, Sciences et Signaux, 16 15), Annick Rivoire (Économie) MAGAZINE 360° Marie Bélosil (chef des informations, 17 32), Hugo Florent (16 74), Ouméma Nechi HISTOIRE Mélanie Liffschitz (16 96)

SITE INTERNET Claire Pomarès (rédactrice en chef adjointe), Nicolas Coisplet (chef d'édition), Adrien Oster (chef d'édition), Paul Blondé (éditeur web), Antoine Cuny-Le Callet, Gabriel Hassan (éditeur web, 16 32), Carole Lyon (éditeur web, 17 36), Hoda Saliby (éditrice web, 16 35), Mélanie Chenouard (vidéo, podcasts, 16 65) COURRIER EXPAT Ingrid Therwath (16 51), Jean-Luc Majouret (16 42)

TRADUCTION Raymond Clarinard (responsable, Courrier Histoire), Mélanie Liffschitz (chef de service adjointe, anglais, espagnol), Julie Marcot (chef de service adjointe, anglais, espagnol, portugais), Catherine Baron (anglais, espagnol), Isabelle Boudon (anglais, allemand, portugais), Manon Delfour-Peyrethon (anglais, allemand), Caroline Lee (anglais, allemand, coréen), Françoise Lemoine-Minaudier (chinois, anglais), Olivier Ragasol (anglais, espagnol, catalan), Leslie Talaga (anglais, espagnol) RÉVISION Jean-Baptiste Luciani (chef de service, 17 35), Isabelle Bryskier, Philippe Czerepak, Françoise Hérol, Julie Martin, Anne Romefort

PÔLE VISUEL Sophie-Anne Delhomme (responsable) WEB DESIGN ET ANIMATION Alexandre Errichiello (chef de service, 16 17), Benjamin Fernandez, Jonathan Renaud-Badet, Pierrick Van-Thé ICONOGRAPHIE Luc Briand (chef de service, 16 41), Lidwine Kervella (16 10), Stéphanie Saindon (16 33), Céline Merrien (colorisation) MAQUETTE Alice Andersen (chef de service, 16 37), Denis Scudeller, Gilles de Obaldia CARTOGRAPHIE Thierry Gauthé (16 70) INFOGRAPHIE Catherine Doutey (16 66)

AGENCE COURRIER Patricia Fernández Pérez (directrice du développement et de la communication, 17 37), Jessica Robineau (16 08), Alizée Marchal (17 38)

DIRECTRICE DE LA FABRICATION Nathalie Communeau, Nathalie Mounié (chef de fabrication, 45 35) IMPRESSION, BROCHAGE, ROUTAGE : Maury, 45330 Malesherbes

ONT PARTICIPÉ À CE NUMÉRO Giuseppe Ardiri, Etienne Bianchi, Lionel Blot, Jean-Baptiste Bor, Emmanuelle Bour, François Burkard, Cécile Chemel, Anne-Françoise Cochet, Geneviève Deschamps, Elisabetta Di Matteo, Lucie Droulers, Mona Guichard, Mehdi Harmi, Lucie Hoarau, Gabrielle Maréchaux, Valentine Morizot, Florent Normand, Maëlys Sourr

PUBLICITÉ MPublicité, 67-69, avenue Pierre-Mendès-France CS 11 469, 75707 Paris Cedex 13, tél. : 01 57 28 20 00 Directrice générale Elisabeth Cialdella (elisabeth.cialdella@mpublicite.fr, 39 68), Directeur délégué, directeur de Marque Courrier international Steve Dablin (01 57 28 38 84) Directeur délégué Activités programmatiques, AD Tech & Monétisation Sébastien Noel (sebastien.noel@mpublicite.fr, 37 00) Directeur délégué, pôle Agences François de Ren (francois.deren@mpublicite.fr, 30 21) Directeur délégué, pôle Opérations spéciales Steve Dablin (steve.dablin@mpublicite.fr, 38 84)

DIRECTRICE ADMINISTRATIVE ET FINANCIÈRE Carine de Castellan (16 06) Gestion Lucie Madalena (16 26) Droits Blandine Mosnat (16 52) Comptabilité 01 48 88 45 51 Directeur de la diffusion et de la production Xavier Loth Directrice des ventes Sabine Gude Responsable commerciale internationale Saveria Colosimo Morin (01 57 28 32 20) Chef de produits Valentin Moreau (01 57 28 33 99) Communication et promotion Christiane Montillet MARKETING ET PRODUITS Sophie Gerbaud (directrice, 16 18), Véronique Lallemand (16 91), Véronique Saudemont (17 39), Martine Prévot (16 49), Myann-May Vang, Anthony Pittavino Responsable du numérique Kevin Jolivet, Louise Dugeai (développement web)

Modifications de services ventes au numéro, réassorts 0805 05 01 47 Service clients Abonnements Courrier international, Service abonnements, A2100 - 62066 Arras Cedex 9 Tél. 03 21 13 04 31 Fax 01 57 67 44 96 (du lundi au samedi de 9h à 18h) Courriel abo@courrierinternational.com. Prix de l'abonnement annuel en France métropolitaine : 129 €. Autres destinations : <https://boutique.courrierinternational.com>. Nos conditions générales de vente et d'utilisation sont disponibles sur <https://www.courrierinternational.com>

Courrier international,
USPS number 013-465,
is published weekly
48 times per year (triple
issue in Aug and in Dec),
by Courrier International SA
c/o Distribution Grid, at
900 Castle Rd Secaucus,
NJ 07094, USA. Periodicals
Postage paid at Secaucus,
NJ, and at additional mailing
offices. POSTMASTER:
Send address changes to
Courrier International c/o
ExpressMag, 8275, avenue
Marco-Polo, Montréal, QC
H1E 7K1, Canada.



Certifié PEFC

Ce produit est issu de forêts gérées durablement et de sources contrôlées.
pefc-france.org

Origine du papier :
US, Allemagne,
100% de fibres
recyclées. Ce maga-
zine est imprimé
chez MAURY
certifié PEFC.
Eutrophations :
Pwt = 0,0083 kg /
tonne de papier.
Papier issu de forêts
gérées durablement
et de sources
contrôlées. Ouvrage
imprimé à 100%
avec des encres
conformes à la
norme Blue Angel.

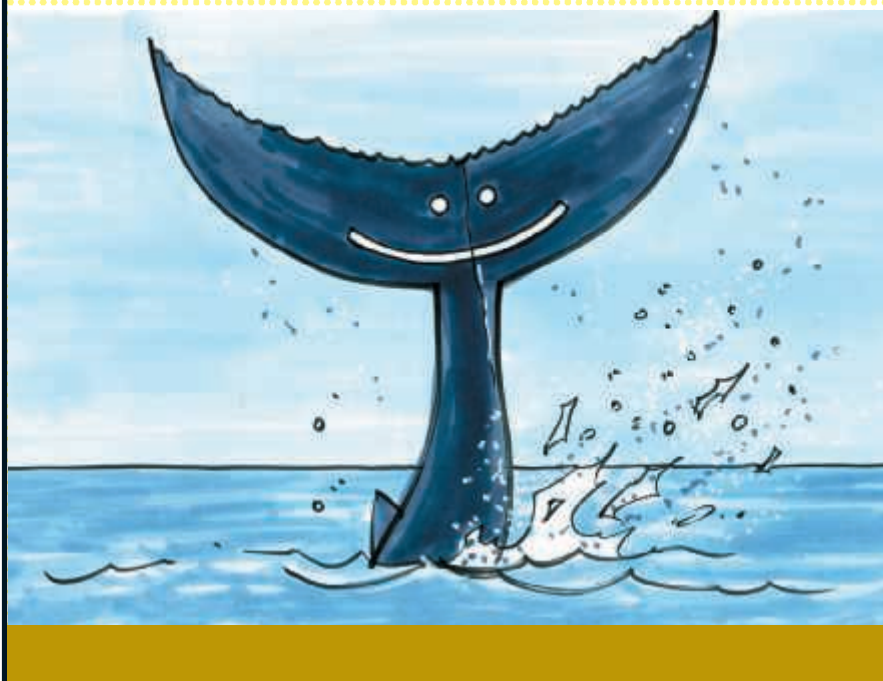


Ce numéro comporte un encart France Abonnement Entreprise
posé sur la totalité des abonnés France Métropolitaine



Protection des océans. Le traité que l'on n'attendait plus

Le projet de traité adopté le 5 mars constitue une étape importante vers la protection de la biodiversité marine, écrit cette journaliste scientifique allemande. Et il "protège ce que l'humanité ne connaît pas encore".



—*Süddeutsche Zeitung Munich*

Au terme de près de vingt années de négociations, ce week-end, un traité sur la protection de la haute mer est né. La gestation a été longue, et nous ne pouvions nous permettre d'attendre un jour de plus. D'une part, cette zone qui couvre 43 % de la surface du globe attise les appétits, et les projets d'exploitation se font de plus en plus pressants. De l'autre, il n'existe pour l'heure quasiment pas un seul texte qui protège la haute mer contre une exploitation et une destruction effrénées. Exploitation et destruction dont les animaux et végétaux marins sont les premières victimes.

Dimanche [5 mars] au petit matin, les Nations unies se sont accordées sur un traité international de protection de la haute mer qui protège les espèces animales et végétales des régions situées à plus de 200 milles nautiques (370 kilomètres) de la terre ferme. Bref, les océans ne seront plus des espaces de non-droit. Un pas immense pour lutter contre l'extinction

mondiale des espèces. Un accord historique, clament à raison les organisations de protection de l'environnement.

Parmi ses grandes avancées, le nouveau traité promet notamment de transformer 30 % de la surface de la haute mer en zones protégées. Dès que ces zones existeront, plus seulement sur le papier mais dans la réalité, et qu'elles seront à l'abri de l'exploitation humaine, la situation des espèces animales et végétales s'en trouvera grandement améliorée. La faune et la flore disposeront enfin de refuges où vivre et se reproduire en paix.

C'est en particulier le cas de ces créatures dont l'homme ignore encore jusqu'à l'existence. Créatures qui sont légion. Car la majeure partie de la haute mer est constituée d'eaux profondes – on en sait plus sur la face cachée de la Lune que sur ces régions, qui sont les moins explorées de la Terre. Ce traité a donc aussi ceci d'exceptionnel : il protège ce que l'humanité ne connaît pas encore.

L'homme ne peut pas détruire ce monde merveilleux. Ces êtres insaisissables,

fluorescents, qui scintillent dans l'obscurité ; ces millions de poissons qui, sur de vastes surfaces, construisent des nids les uns à côté des autres et surveillent leurs œufs ; ces carcasses de baleine qui coulent jusqu'au fond de l'océan, pour bientôt attirer les plus étranges créatures marines et accueillir une vie grouillante.

Raison de plus pour que ce monde ne disparaisse pas avant même d'avoir été découvert, ces habitants de la haute mer, notamment leurs gènes, constituent une ressource inestimable pour l'homme, et ce dans une multitude de domaines. Nous avons déjà mis au point plusieurs anti-

On en sait plus sur la face cachée de la Lune que sur les grands fonds, qui sont les régions les moins explorées de la Terre.

biotiques et traitements contre le cancer à partir d'organismes venus des profondeurs de la mer. Et il nous reste évidemment quantité de trésors à y découvrir. Les secteurs de la pharmacie et de la cosmétique, notamment, brûlent de les explorer. Il s'en est d'ailleurs fallu de peu pour que la question des profits – comment se partager le gâteau ? – ne fasse échouer les négociations à New York.

Cet accord profitera tant aux habitants des mers qu'à nous, êtres humains. Car en protégeant efficacement la haute mer et ses populations, nous récolterons bien plus de fruits qu'en exploitant inexorablement ses matières premières et ses habitants. Les océans continueront à absorber 93 % du réchauffement planétaire causé par l'homme et 25 % de ses émissions de carbone, contribuant à freiner le dérèglement climatique. Ils continueront à produire la moitié de l'oxygène que nous respirons. Ils continueront à nourrir des milliards d'êtres humains.

—*Tina Baier*

Publié le 5 mars

SOURCE



SÜDDEUTSCHE ZEITUNG

Munich, Allemagne

Quotidien, 302 545 ex. (Dernier trimestre 2022)

sueddeutsche.de

Créé en 1945, le "Journal du sud de l'Allemagne"

compte parmi les quotidiens de référence du pays.

De tendance libérale, il est un grand défenseur des valeurs démocratiques et de l'État de droit.

✎ *Dessin de Sondron paru dans L'Avenir, Namur.*

Condamnations en cascade

BIÉLORUSSIE — Le Prix Nobel de la paix 2022, Ales Bialiatski, a été condamné le 3 mars à dix ans de prison pour fraude fiscale et financement de manifestations. "Un verdict infâme", a réagi le site d'opposition **Nacha Niva**. Trois autres défenseurs des droits humains ont également écopé de lourdes peines de prison. Arrêté et emprisonné à de multiples reprises, Ales Bialiatski, cofondateur de l'association Vesna, se trouvait en détention préventive depuis juillet 2021. Ces condamnations s'inscrivent dans le cadre d'une nouvelle série de procès visant militants, journalistes et opposants, réprimés depuis le mouvement de contestation de l'été 2020. Le 6 mars, Svetlana Tikhanovskaïa, chef de l'opposition biélorusse en exil, a ainsi été condamnée à quinze ans de prison par contumace après avoir été reconnue coupable, entre autres, de haute trahison. En 2020, elle s'était présentée à l'élection présidentielle contre le dictateur Alexandre Loukachenko. Elle est généralement considérée comme la véritable gagnante du scrutin.

Des femelles pas si petites!

VIE ANIMALE — Une étude parue sur le site de prépublication **BioRxiv** vient bousculer une idée largement répandue : elle montre en effet que, chez les mammifères, les mâles ne sont pas forcément plus gros que les femelles. "Une analyse de la masse corporelle de plus de 400 espèces de mammifères a révélé que chez seulement 44 % d'entre elles les mâles étaient plus gros", rapporte le **New Scientist** le 6 mars. En outre, en regardant la taille des corps plutôt que les poids des animaux, les chercheurs ont constaté que pour 48 % des mammifères étudiés il n'y avait pas de différence entre les mâles et les femelles. Ce ne sont pas les premiers travaux à bousculer cette idée reçue, même si l'idée selon laquelle les mammifères mâles avaient besoin d'un corps plus gros pour rivaliser les uns avec les autres pour se reproduire avec les femelles a longtemps perduré.

GRÈCE

La jeunesse demande des comptes

Depuis la collision meurtrière entre deux trains sur la ligne Athènes-Thessalonique, les manifestations se multiplient. En première ligne, des jeunes qui refusent les explications du gouvernement, applaudissent ce journal de centre gauche.

— Efimerida Ton Syntakton
Athènes

Des milliers de nos enfants descendent dans la rue. Des grandes villes aux îles lilliputiennes, avec leurs cartables ou avec leur propre corps, ils forment des mots qui font figure de coups de poing dans nos estomacs, qui glacent notre monde d'adultes : "Appelle-moi quand tu arrives" et, pire encore, "Appelle-moi si tu arrives". Des enfants en primaire ont même formé un "Au revoir" dans leur cour d'école. À Athènes, un immense fleuve triste et emplé de colère s'est déversé dans les rues et a marqué la ville d'un mot cramoisi : "Assassins".

Et tandis que les présentateurs vedettes de la télévision répètent la propagande du gouvernement, expliquant la collision par "une erreur humaine" pour étouffer ce drame auquel on pouvait s'attendre, allant

même jusqu'à parler de sacrifices sanglants nécessaires pour que le pays se dote d'infrastructures (sic), et que les proches des victimes font voler en éclats, en direct, le récit du gouvernement, les jeunes qui descendent dans la rue en masse s'opposent frontalement à cette propagande.

Sans perspectives. Les enfants appellent le crime "crime", le meurtre "meurtre", et demandent justice. Ils parlent la langue de la vérité, car pour eux nous n'avons laissé aucune place aux illusions ou aux contes de fées. Ils grandissent dans un pays à l'économie enchaînée, sans perspectives, sans issue. Ils ont vu leur patrie être vendue pièce par pièce, ses infrastructures pourrir, son système de santé s'effondrer, son éducation être profondément minée.

Ils grandissent dans des familles aux prises avec le poids de la crise financière. Souvent, ils sont obligés de travailler pour terminer leurs études, quand ils ne sont pas contraints de les abandonner tout bonnement. Le gouvernement les a réprimés pendant la pandémie. Il leur envoie les CRS dès qu'ils osent réclamer quelque chose.

Ce sont ces enfants qui voyagent en train. Le message qu'ils adressent à tout le monde, au gouvernement en premier lieu, mais aussi à l'ensemble du système politique et de la société adulte, est puissant. "Nous sommes les fleurs sauvages qui poussent sur les voies", crie l'université de Thessalonique, plongée dans un deuil infini.

Nous avons suffisamment permis à ce pays de déraciner des fleurs de mille manières. Il est de notre responsabilité de renverser les politiques qui ne leur permettent pas de pousser.—

Publié le 4 mars



ÉDITO

À la une

"Appelle-moi quand tu arrives"



Ce message anodin s'étale en une du quotidien de gauche **L'Avgi** le 2 mars, au-dessus de la photo de la carcasse encore fumante des voitures du train. Dans la nuit du 28 février au 1^{er} mars, celui-ci se dirigeait vers Thessalonique depuis Athènes et a percuté un train de marchandises venant en sens inverse. La collision a coûté la vie à 57 personnes, dont de nombreux étudiants. Des dizaines d'autres ont été blessées. "Appelle-moi quand tu arrives": cette simple phrase est depuis largement reprise dans

les manifestations et les rassemblements qui se multiplient dans le pays pour rendre hommage aux victimes et demander des comptes aux autorités. À quelques semaines des élections législatives, le gouvernement conservateur fait face à un mouvement de contestation dont l'ampleur pourrait peser sur le scrutin. Ni la démission du ministre des Transports, Kostas Karamanlis, ni l'inculpation d'un chef de gare, dont une erreur serait à l'origine du drame, ne semblent pouvoir éteindre cette colère.

APRÈS CITIZENFOUR

"FÉROCE
ET PUISSANT"

FINANCIAL TIMES

"SUBLIME"

HOLLYWOOD REPORTER

"PROFOND
ET INCENDIAIRE"

VARIETY



TOUTE LA BEAUTÉ ET LE SANG VERSÉ

UN FILM DE
LAURA POITRAS



AU CINÉMA LE 15 MARS



Le Toblerone privé du Cervin

Suisse — “*Mon Dieu, Toblerone perd le Cervin*”, se lamente depuis Zurich la **Neue Zürcher Zeitung** le 3 mars. Le fabricant américain Mondelez ayant décidé de délocaliser la production de sa barre chocolatée en Slovaquie, la législation helvète l’oblige à retirer de son emballage le dessin de la montagne emblématique du paysage suisse. Le pic de 4478 mètres d’altitude sera “remplacé par un sommet plus générique”, pour respecter les “règles strictes” de la “suissitude” qui s’appliquent depuis 2017, explique la **BBC**.

L’aide à l’Ukraine triomphe

Estonie — “*Le Parti de la réforme a remporté une victoire écrasante*” aux législatives du 5 mars, avec 31,2 % des voix, constate le média public **ERR**. La formation de la charismatique Première ministre Kaja Kallas est créditée de 37 sièges, trois de plus que dans le Parlement sortant. Plus généralement, souligne le quotidien **Postimees**, le scrutin confère “*un mandat clair aux idées libérales*”. Les électeurs des partis libéraux se sont en effet mobilisés en masse alors que les sondages prédisaient une percée d’Ekre, une formation d’extrême

droite opposée à l’aide militaire apportée à l’Ukraine en guerre. L’Estonie y consacre 1 % de son PIB, ce qui en fait le pays le plus généreux du monde en proportion de sa population.

L’opposition unie pour la bataille



TURQUIE — “*C’est moi, Kemal, j’arrive*”, titre le quotidien kémaliste **Sözcü** le 7 mars. Une référence à un vieux film

turc populaire dans lequel le héros annonce ainsi son arrivée et l’heure du règlement de comptes avec les corrompus et les oppresseurs qu’il pourchasse. La veille, Kemal Kılıçdaroğlu, 74 ans, chef du parti kémaliste CHP, a été désigné par une coalition de six partis d’opposition pour se présenter face au président Erdogan à l’élection présidentielle, prévue le 14 mai. “*La justice et le droit arrivent*”, affirme le journal, reprenant un slogan du CHP. Les négociations pour la désignation du candidat ont duré de longs mois. Reste à savoir maintenant si le parti prokurde HDP et la gauche radicale rejoindront cette coalition.

→ Sur la marelle : Empoisonnement. Dessin de Ramsés, Cuba.

IRAN

Vague d’empoisonnements dans les lycées

Plus de 5 000 adolescentes ont été empoisonnées au gaz ces derniers mois. Des opposants y voient la main du régime, qui tenterait de semer la peur parmi celles qui le contestent.



Les dirigeants se vengent des lycéennes et des étudiantes qui ont participé au mouvement ‘Femme, Vie, Liberté’ contre le voile obligatoire et contre la tyrannie.” Dans ce message publié le 7 mars par le média iranien en exil **Radio Farda**, Zahra Rahnavard, assignée à domicile depuis plus de douze ans pour être l’un des leaders de l’opposition, dénonce la “vengeance” du pouvoir contre les Iraniennes en raison de leur implication dans le mouvement de contestation né en septembre, après la mort de Mahsa Amini.



REVUE DE PRESSE

Plusieurs centaines de cas de détresse respiratoire ont été répertoriés depuis le début d’une série d’empoisonnements par des gaz toxiques, à la mi-décembre, dans des centaines d’établissements. “*Si le pouvoir n’est pas complice de ces meurtriers et de leurs crimes, il devrait les punir [...] et détruire leurs organisations*”, a ajouté Zahra Rahnavard.

Le 6 mars, un membre du Comité national d’investigation sur l’affaire, le parlementaire Mohammad Hassan Assafari, dont les propos ont été relayés par le quotidien **Taadol**, a indiqué que plus de 5 000 élèves avaient été affectées dans 230 écoles de 25 provinces. “*Les empoisonnements sont dus à la projection d’un gaz particulier*, a-t-il indiqué, *la substance utilisée n’a pas encore été déterminée.*”

L’affaire des lycéennes empoisonnées a provoqué une vague d’indignation en Iran. Les autorités sont désormais sous

pression pour identifier les auteurs de ces actes. Dans un reportage mené dans les établissements visés, le journal **Hammihan** écrit que “*de nombreuses familles ont décidé de ne plus envoyer leurs enfants à l’école*”. Le quotidien critique le ministère de l’Éducation, qui n’a pris “*aucune mesure*” pour assurer la sécurité des élèves. Il “*a seulement recommandé la restriction des entrées et des sorties dans les centres éducatifs*” et “*insiste sur la présence des élèves dans les salles de classe*”, selon le journal. Dans une première réaction, le

guide suprême, Ali Khamenei, a qualifié ces événements de “*crime grave et impardonnable*”. “*Les auteurs doivent être condamnés à des peines sévères, et il n’y aura pas d’amnistie*”, a-t-il promis. Pour le président Ebrahim Raïssi, cité par le journal ultra-conservateur **Kayhan**, il s’agit d’un “*nouveau complot fomenté par l’ennemi*”, à savoir les États-Unis, visant à “*semer la panique*”.

Réagissant à ces propos, le journaliste réformateur Abbas Abdi a regretté dans **Etemad** que les autorités “*attribuent aux ennemis [de l’Iran] tous les incidents qui surviennent dans le pays, y compris cette affaire d’empoisonnement*”.

Le 7 mars, rapporte le journal **Taadol**, le ministère de l’Intérieur a annoncé l’arrestation de “*plusieurs personnes dans cinq provinces du pays*” pour leur implication présumée dans les empoisonnements, sans apporter plus de précisions.

— **Courrier international**

Verbatim

“**Regardez-nous autrement, en nous respectant, en nous considérant comme de vrais partenaires et non toujours avec un regard paternaliste, avec l’idée de savoir toujours ce qu’il faut pour nous. La Françafrique n’existe plus.**”

Félix Tshisekedi, PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO (RDC)

Au Palais des nations de Kinshasa, où il recevait Emmanuel Macron le 4 mars, “*le président congolais a appelé la France et l’Europe à adopter un regard différent sur l’Afrique en général et sur la République démocratique du Congo en particulier*”, rapporte le site congolais **Politico**. Lors de cette conférence de presse conjointe, il a aussi exhorté son homologue français à soutenir des sanctions contre le Rwanda, en raison “*du soutien militaire présumé de Kigali aux rebelles du M23*”, rapporte **Al-Jazeera**.



CONTROVERSE

Réguler le football anglais, une bonne idée ?

Suivant les propositions d'un Livre blanc rendu public le 23 février, les autorités britanniques pourraient bientôt imposer un partage des revenus plus équitable entre les clubs de Premier League et ceux des divisions inférieures. L'initiative divise.

OUI

Un championnat trop inégalitaire

—The Guardian Londres

Quand une consultation des supporters, menée par l'ancienne ministre des Sports Tracey Crouch [conservatrice, 2015-2019], a cherché des moyens de redistribuer les recettes du football aux clubs des petites divisions [hors Premier League], le directeur de Leeds United, Angus Kinnear, s'est étonné, y voyant un projet digne du "collectivisme agricole maoïste". Ne lui en déplaise, les plus hautes sphères du sport national risquent de devenir la chasse gardée des fonds spéculatifs américains et des pays adeptes du *sportswashing* [sur le modèle de *greenwashing*, pratique consistant pour un État à améliorer son image en investissant dans un grand club étranger]. Autrement dit, un esprit plus collectiviste est précisément ce dont le football a besoin.

Publié [le 23 février], le Livre blanc sur le football va dans ce sens et marque un tournant. Ce document prévoit notamment la création du premier organisme de réglementation du football masculin en Angleterre, chargé de veiller à l'intégrité et à la viabilité de ce sport à tous les niveaux. Voici trente ans que les grands clubs de football anglais sont entrés dans une autre dimension, ouvrant la porte à des propriétaires peu scrupuleux. Il était temps que ça change.

Le nouvel organisme de contrôle devrait agir pour le bien commun, une mission désormais indispensable dans un monde où l'on a laissé l'argent prendre le pas sur d'autres considérations. Plus important encore, au vu de l'écart financier déléteré qu'on a laissé se creuser entre les grands clubs et les autres, cet organisme aurait des pouvoirs de contrôle pour instaurer une plus juste répartition des recettes entre la première et la deuxième division. La pyramide du football anglais est particulièrement inégalitaire, alors même que ses clubs sont une source de fierté collective et un ciment identitaire pour tout le pays. Une redistribution plus équitable, si elle peut être mise en œuvre, contribuera à préserver la variété de ce sport et sa force.

Parmi les pouvoirs réglementaires proposés, il y aurait une idée bienvenue : empêcher les propriétaires de [grands] clubs de créer des compétitions fermées comme la Super League européenne avortée – dont l'organisation avait suscité une révolte des supporters en 2021. Pour les plus petites divisions, à la suite de la disparition de clubs comme Bury et Macclesfield Town, un système de licence annuel permettrait d'assurer des modèles économiques sains et serait l'occasion de soumettre propriétaires et directeurs de clubs à des tests renforcés. Par ailleurs, il serait juste qu'après des années à militer pour ce genre de réformes, les supporters se voient enfin promettre un plus grand droit de regard sur le fonctionnement des clubs qu'ils font vivre. Cela étant, comme pour d'autres questions abordées par le Livre blanc, le diable sera dans les détails.

Cet ensemble de propositions est l'occasion de réaffirmer les valeurs collectives du football, tombées dans l'oubli depuis la création de la Premier League [le 27 mai 1992]. Née d'une scission de clubs de l'ancienne First Division, la Premier League est devenue la ligue de football la plus frimeuse, la plus riche et la plus regardée du football mondial. En tant que spectacle sportif, elle peut être éblouissante. Mais la recherche incessante de richesse, de pouvoir et de prestige s'y est souvent faite au détriment de la morale.

Une redistribution plus équitable, si elle peut être mise en œuvre, contribuera à préserver la variété de ce sport et sa force.

Le Livre blanc présente une lacune notable. Le ministre des Sports, Stuart Andrew, a déclaré que le renforcement du test des propriétaires et directeurs ne changerait rien au problème éthique le plus médiatisé auquel est confronté le football anglais : son exploitation grandissante comme source d'influence par des États autoritaires super-riches qui cherchent à améliorer leur image internationale. [Le 26 février], la finale de la Carabao Cup [Coupe de la Ligue anglaise de football] était disputée par Newcastle United, club appartenant au Fonds public d'investissement (PIF) d'Arabie saoudite, et Manchester United, qui fait actuellement l'objet d'une OPA de la part du fils d'un ancien Premier ministre qatari.

Un rachat de Manchester United par le Qatar viendrait une fois de plus accrédi- ter l'idée que l'âme du football anglais est à vendre. Si un organisme indépendant de contrôle du football ne peut pas régler ces problèmes liés à la propriété des clubs, alors les gouvernements doivent trouver un autre moyen de le faire.—

Publié le 24 février

NON

Un secteur qui fonctionne

—The Times (extraits) Londres

Le football est l'une des plus belles histoires britanniques. La Premier League, créée en 1992, est un phénomène d'envergure mondiale. Manchester United, par exemple, peut se targuer de 277 clubs de supporters dans 92 pays, des Ghana Red Devils aux Dallas Reds aux États-Unis, en passant par les Changsha Reds en Chine. Le monde est avide de cette exportation britannique au point que les droits de diffusion de la Premier League généreront des bénéfices supérieurs à 10 milliards de livres [11,4 milliards d'euros] ces trois prochaines saisons, dont la moitié est liée à des contrats internationaux. Cet argent alimente le football au niveau national. Pendant le mercato de janvier, le club Chelsea a dépensé plus que les principales équipes de France, d'Espagne, d'Italie et d'Allemagne cumulées. Le foot n'est pas un sport en panne et il n'a pas à être réparé par une administration publique.

Pourtant, cette solution étatiste qui invente des problèmes est activement défendue par un gouvernement soi-disant libéral pour des raisons très floues. Un rapport paru à la fin de février laisse entendre que le football professionnel masculin en Angleterre doit être ligoté par des règlements et des sanctions pour se prémunir de propriétaires peu scrupuleux qui mènent les clubs à la ruine. Ce sont de nouvelles conditions de participation aux championnats, la vérification des antécédents de potentiels propriétaires d'équipe et des sanctions contre les propriétaires et responsables qui dérogent à leurs obligations. Pour

appliquer ce régime draconien, toute une nouvelle bureaucratie sera créée. Les coûts n'ont pas été précisés, mais même les régulateurs de petits secteurs ont des budgets de plus de 30 millions de livres. Le gouvernement propose dans son rapport que la moitié de la facture devant réglementer les cinq divisions anglaises soit réglée par les six plus grands clubs de Premier League.

La députée Tracey Crouch, ancienne ministre des Sports, dont l'audit préconise une réglementation, évoque en des termes mystiques les clubs de foot et leur importance auprès des populations locales. Mais elle n'explique pas pourquoi un bureaucrate est plus à même de sélectionner un propriétaire convenable que les actionnaires actuellement chargés de cette décision. Le football anglais compte d'innombrables responsables qui ont fait de grandes promesses et ne les ont pas tenues, et d'acheteurs peu prometteurs qui ont surpris en bien.

Le gouvernement se tracasse aussi pour les dettes contractées par les clubs dans la course aux meilleurs joueurs. Là encore, c'est une question qui concerne les clubs eux-mêmes, à moins que quelqu'un prouve qu'il y a fraude, et c'est alors le droit qu'il faut appliquer. Les clubs sont des entreprises privées, et les entreprises privées font parfois faillite. C'est précisément parce que les clubs anglais sont libres de proposer aux joueurs étrangers une rémunération plus élevée que les autres championnats européens que le foot anglais est le plus passionnant du monde.

Parce qu'il veut ménager les régions du centre et du nord de l'Angleterre, où sont en difficulté certains clubs moins glamours, le gouvernement a promis de donner plus de poids à la voix des supporters. C'est promettre un veto contre le déplacement de stades ou le changement des insignes d'un club. Mais ces droits existent déjà dans les règles de la Fédération anglaise de football. Le tollé qu'ont exprimé les fans et qui a rapidement mis fin au projet de Super League européenne témoigne de la puissance de leur voix.

Le foot professionnel anglais incarne des réussites possibles quand l'Angleterre ouvre ses portes aux meilleurs talents internationaux. [Le Premier ministre] Rishi Sunak devrait se concentrer sur des problèmes plus urgents au lieu d'émasculer un secteur qui fonctionne.—

Publié le 23 février

d'un
continent
à l'autre.

france



Europe	12
Afrique	16
Moyen-Orient...	18
Asie	22
Amériques.....	24

Retraites. Une bataille pour le sens de la vie

La réforme des retraites ne touche pas seulement à la vie pendant l'âge mûr. Elle traite de questions existentielles, analyse ce journaliste franco-allemand.



✎ Dessin d'Alex paru dans
La Liberté, Fribourg.

—Süddeutsche Zeitung
Munich

Toujours quelque chose à faire. À peine a-t-il nourri les bêtes qu'il doit installer la clôture. Même le jour de la fête du village, Alexandre l'agriculteur doit aller au champ arroser ses citrouilles, radioguidé – et télésurveillé – par sa tendre épouse. Puis, un (beau) jour, un accident de voiture, et Alexandre se retrouve veuf. En perdant sa compagne, il perd aussi son surmoi. Il change alors de vie et ne sort plus de son lit – qu'il équipe de façon à ne plus avoir à se lever, son dégoûti de chien lui apportant provisions et tout le toutim. Alexandre fait de la musique et paresse sans modération, ce qui manque de provoquer au village une rébellion des honnêtes gens, ses copains, eux, devant encore trimer. Car, au fait, une telle paresse est-elle bien morale ?

Dans la comédie d'Yves Robert *Alexandre le Bienheureux*, sortie en 1968, le grandiose Philippe Noiret incarne ce Sisyphe des

champs modernes qui saisit l'occasion d'un coup du destin pour se libérer. À ce jour, cette œuvre est la meilleure introduction qui soit au rapport des plus complexes qu'entretiennent les Français avec le travail versus la paresse, le temps libre versus l'effort, l'art de vivre versus l'ambition et l'excellence. Ces sujets touchent à l'identité du pays et se trouvent depuis une éternité au centre des discussions, publiques comme privées.

Il n'est donc pas surprenant que la question de savoir si l'âge de départ à la retraite sera légèrement repoussé, laquelle, de l'extérieur, peut paraître secondaire, tienne depuis des semaines le pays entier en haleine. Elle est à la croisée de problématiques sur la vie, les grandes lignes directrices de l'existence et, en somme, les traditions culturelles de la France.

En surface, il peut sembler s'agir de démographie, de justice sociale, de réforme du système social, mais juste au-dessous s'agitent des questions tout autres, de celles qui empêchent les gens de dormir, car elles concernent

En aucun cas le droit universel à la paresse ne doit et ne peut être défendu en se tournant les pouces.

le sens de la vie. Est-ce que ce sera mieux si les gens travaillent plus, plus longtemps, en étant plus productifs ? Ou bien privet-on une longue existence de ses meilleures années si l'on reporte l'âge de la retraite ? D'ailleurs, des services comme la retraite doivent-ils être financés par le travail ? Une retraite par capitalisation [qui repose sur l'épargne individuelle] ne serait-elle pas plus juste ?

Ces questions sont d'autant plus explosives que les Françaises et les Français ont tendance à considérer leur situation comme un cas unique et exemplaire, sur lequel se penchera de près le reste du monde civilisé. D'où cet impératif : si l'écrasante logique de maximisation de la productivité, d'allongement du temps de travail et de course à l'efficacité économique peut être contrée dans un pays, c'est bien en France.

Mais ce ne serait pas une pensée véritablement française si elle

ne contenait un moment dialectique, une contradiction : au nom du droit à la paresse et au temps libre, il faut déclencher une rébellion contre le capitalisme et le néolibéralisme qui soit perceptible sur la planète entière, et aucun effort n'est trop grand pour atteindre ce noble objectif. Car en aucun cas le droit universel à la paresse, c'est-à-dire le droit à avoir des loisirs, à se reposer et à bayer aux corneilles, ne doit et ne peut être défendu en se tournant les pouces.

En cette fin d'hiver, il y a quelques jours, quand les premiers rayons de soleil ont réchauffé et illuminé le somptueux centre-ville de Bordeaux, les pionniers de ce nouvel ordre de la paresse ne sont pas allés à la plage ou dans les parcs mettre en pratique leur théorie. Non, ils ont défilé et scandé des slogans, plastronné et protesté contre le président, sa réforme et le néolibéralisme mondial. Efforts et concentration sont en France les piliers d'une existence réussie. Toute la question étant de savoir pour quoi.

C'est ici qu'entre en jeu cette spécificité toute gauloise qui consiste à comprendre les relations sociales comme une dialectique négative. Avec le temps, les choses s'améliorent, mais, fondamentalement, le policier est l'ennemi du citoyen, le professeur l'ennemi de la classe et le chef l'ennemi de l'employé et du travailleur. Aussi existe-t-il une différence philosophique vertigineuse entre le fait de s'échiner du matin au soir à produire son fromage et son vin dans les Cévennes, pour, peut-être, ne gagner que le strict minimum vital, mais en connaissant en retour une gloire infinie auprès de sa famille et de ses amis, et celui de devoir faire des heures supplémentaires parce que son entreprise l'exige, ce qui provoque grèves et émeutes.

Lorsqu'on parcourt la France à vélo, on croise une armada d'hommes sveltes qui,

Dernière minute

Un mardi noir

●●● La France se préparait mardi 7 mars à une nouvelle journée de mobilisation contre le projet de réforme des retraites, avec des transports très perturbés, des blocages routiers et un mouvement très suivi dans les raffineries du pays. Chez TotalEnergies, 64 % des opérateurs travaillant sur les sites étaient en grève. Dans l'Éducation nationale, plus de 60 % des enseignants du premier degré étaient annoncés en grève. La SNCF et la RATP avaient prévu une circulation "très fortement perturbée". À la SNCF, les quatre syndicats représentatifs se sont mis d'accord pour durcir le mouvement en le rendant reconductible. Dans tout le pays, "il y a 320 points de rassemblement et des manifestations là où il n'y en avait jamais eu", s'est félicité Laurent Berger, secrétaire général de la CFDT.

parfaitement équipés, rapides comme l'éclair, foncent sur les pistes cyclables et les routes de campagne, parcourant parfois plus de 100 kilomètres par jour et déployant bien plus d'efforts qu'à leur travail, qu'ils n'exercent d'ailleurs plus depuis des années déjà. Ils transpirent et pédalent en hommes libres.

Il est également vrai que la France ne pourrait fonctionner sans cette armée de jeunes retraités en pleine forme. Elle a impérativement besoin d'eux, ne serait-ce que pour s'occuper des enfants pendant les interminables vacances d'été [huit semaines en France, contre six en Allemagne]. Et comme le nombre d'enfants par famille est parfois plus important qu'en Allemagne, qu'il n'est pas rare qu'une femme ait trois ou quatre énergiques bambins, mais que le taux de divorce est tout aussi élevé, avoisinant 50 % dans les grandes villes, il peut arriver que deux parents qui ont chacun quatre ou cinq enfants reforment un couple qui se retrouve avec

Sans les seniors, il n'y aurait point de lien social, point de douceur de vivre en France.

toute cette joyeuse troupe sur les bras. Or, en France, ce sont justement les grands-parents qui s'en occupent, la tradition le veut, et pour cela, évidemment, ils doivent avoir une santé de fer, physique et psychique.

Idem pour la vie associative, la culture villageoise, la politique locale et régionale, le lien social dans les villes. Nos aînés sont indispensables. Il y a même des commissaires de police à la retraite qui mettent à profit leur temps libre et leur droit à ne rien faire pour plancher sur des affaires de disparitions non résolues. Bref, sans les seniors, il n'y aurait point de lien social, point de bon voisinage, point de douceur de vivre en France. Et c'est un argument de poids contre l'allongement de la vie professionnelle.

Ce rôle central des retraitées et des retraités est la conséquence de l'emploi du temps ultrachargé des Français plus jeunes. Le nombre d'enfants entre en jeu, certes, mais aussi l'importance accordée à la performance, et ce dès les premiers bulletins scolaires. Car dans l'Hexagone, on ne fait carrière qu'après de longues et exigeantes études, avec, dans l'idéal, un passage par la case "grandes écoles". Et, là encore, le

rang que l'on obtient en sortant de ces écoles revêt une importance déterminante. Entre 15 et 35 ans, la vie en France est avant tout éreintante.

La jeunesse d'Emmanuel Macron, qui réjouit bon nombre de ses concitoyens et en agace autant, se manifeste précisément par ceci : le président travaille jour et nuit, et quantité de portraits qui lui sont consacrés le soulignent. Les légendaires et sympathiques présidents Jacques Chirac et François Mitterrand étaient au contraire connus pour leur talent à s'accorder des pauses créatives, gastronomiques et romantiques.

Les carrières dans la fonction publique aussi sont organisées

Le souvenir de la Révolution, des droits universels du citoyen n'est pas que du folklore.

selon le bon vieux principe latin du *per aspera ad astra* – il faut passer par des voies ardues pour s'avancer vers les étoiles. Qu'ils soient enseignants ou membres de l'administration, les Français débutent dans les régions du nord ou de l'est de la France, réputées peu attrayantes, puis se rapprochent peu à peu de Paris où, depuis les temps de l'absolutisme, toute âme française doit faire ses preuves pour ensuite, en récompense de sa peine, décrocher un poste dans le sud du pays, où elle pourra déjà se préparer à sa retraite prochaine. Mais voilà que cet ordre établi risque d'être victime d'une réforme menée au nom des temps nouveaux.

Il existe de bons arguments pour repousser l'âge de départ en retraite, ce qui ne fait que rendre le combat encore plus rude. Bien entendu, les opposants à la réforme savent que les autres pays d'Europe ont d'autres modèles, que le président américain est encore capable de faire son job du haut de ses 80 printemps, mais cela ne

fait qu'accroître la symbolique de leur lutte. Tant qu'on ne sait pas clairement à qui cette peine supplémentaire profitera, tant que la valeur suprême de la liberté passera au second plan pour atteindre un quelconque objectif budgétaire, bref tant qu'il ne s'agira que d'argent, cette lutte contre la réforme des retraites apparaîtra comme une bien plus vaste révolution contre les contraintes matérielles et les mécanismes du marché qui ne semblent pouvoir être remis en question ailleurs et qui, précisément pour cette raison, apparaissent aujourd'hui en France comme le légitime objectif d'une révolution.

Quand l'Occident fonctionnait encore selon le principe du droit divin, que la société était depuis toujours – et pour toujours – divisée en trois ordres, à Paris, l'histoire de l'humanité a basculé. Le souvenir de la Révolution, des droits universels du citoyen et de l'ascension de Napoléon n'est pas que du folklore. Il évoque un potentiel politique. Nous avons déjà tout changé, alors nous pouvons de nouveau tout changer. Tel est le mantra des grévistes et des jeunes protestataires. Et plus les obstacles qu'on leur oppose seront grands, plus leurs actions seront déterminées, car il ne saurait y avoir aucune pause, aucun relâchement, dans la lutte épique pour la paresse.

—Nils Minkmar
Publié le 19 février

SOURCE 

SÜDDEUTSCHE ZEITUNG
Munich, Allemagne
Quotidien, 302 545 ex. (2022)
sueddeutsche.de
Créé en 1945, le "Journal du sud de l'Allemagne" compte parmi les quotidiens suprarégionaux de référence du pays. De tendance libérale, il est un grand défenseur des valeurs démocratiques.

ILS REFONT LA FRANCE
Anaïs BOUTON
Tous les vendredis de 19h15 à 20h00 | Disponible en podcast

En partenariat avec 



© Thomas Parilla / Agence 1827 / RTL



europe

Ukraine. Le vrai objectif de la guerre ? Contrôler la mer Noire

Vu de Russie. L'est de l'Ukraine, mais surtout le sud : alors que la bataille pour le Donbass fait rage, c'est tout le littoral ukrainien que cherche à conquérir Poutine. À la clé : des intérêts économiques et stratégiques vitaux, justifie cet hebdomadaire russe, dont l'analyse traduit bien le point de vue de Moscou.



—Expert (extraits) Moscou

La performance économique et militaire des États a toujours été conditionnée par le contrôle des voies de transport maritimes. A contrario, perdre ce contrôle les a conduits à la faillite. Examinons donc l'opération militaire spéciale russe en Ukraine sous l'angle de nos intérêts stratégiques en mer Noire.

Même les analystes occidentaux notent que la mer Noire est le principal théâtre du conflit, et que son contrôle sera crucial pour les deux parties. Pour les plus radicaux des faucons occidentaux, la prise de la péninsule de Crimée par les Ukrainiens constituerait le marqueur clé de la victoire de l'Occident sur la Russie.

La mer Noire a joué pendant des siècles un rôle primordial

pour la Russie. Porte commerciale vers le sud et l'Orient, c'est la tête de pont de notre influence sur la région méditerranéenne, qui nous ouvre à son tour les portes vers les océans. C'est enfin le principal avant-poste de défense des territoires prospères et hospitaliers du sud de la Russie.

Le bassin Azov-mer Noire représente 30 % du chiffre d'affaires actuel des ports maritimes

russe, avec 191 millions de tonnes de fret sur la période de janvier à septembre 2022. D'après les chiffres du Service fédéral russe des douanes, malgré les sanctions occidentales, l'activité du fret pour l'année écoulée aura à peine baissé par rapport à 2021. Deux gazoducs stratégiques traversent par ailleurs la mer Noire, le Turkish Stream et le Blue Stream, qui relie la Russie à la Turquie et, à travers elle, à de nombreux autres pays.

La mer Noire est le chemin le plus court depuis la Russie vers la Méditerranée, et de là vers le Moyen-Orient, l'Afrique, l'Europe du Sud et du Sud-Est, l'Asie et l'Amérique latine. Bref, c'est la voie vers toutes les régions clés du monde, et leur importance n'a fait que croître dans le contexte des sanctions occidentales.

De plus, les détroits des mers Noire et d'Azov constituent un accès aux eaux fluviales de la Russie et à la mer Caspienne, dont les compagnies maritimes opèrent à travers toute la Méditerranée. Le canal Volga-Don, qui relie la Volga et le Don, joue un rôle primordial dans le transit fluvial russe et fait partie du corridor de transport international Nord-Sud [qui relie Saint-Pétersbourg à Bombay]. À terme, cette route maritime permettra aux États de la Caspienne d'accéder à la mer Noire, à la Méditerranée et aux océans, faisant d'eux des acteurs importants du commerce mondial.

Sang versé. L'histoire du long périple de la Russie vers le sud, vers la mer Noire et vers les régions adjacentes – le Caucase et les Balkans – en dit long. De même que les difficultés auxquelles le pays a dû faire face lorsqu'il a cédé sa position dans la région. Après la disparition de la Roue de Kiev [en 1240], Moscou, qui avait patiemment agrégé les régions voisines, a dû s'accommoder pendant des siècles de sa situation d'État continental, terrestre. Pour se frayer un chemin vers les eaux libres de glace de la Baltique et de la mer Noire, il a fallu attendre plusieurs siècles et verser beaucoup de sang.

Ce n'est que sous Pierre le Grand [1682-1725] que l'Empire russe a accédé à la mer Baltique et a progressé dans le Caucase, où il a affronté pour la première fois la Perse et la Turquie. Ainsi, après une série de guerres avec

l'Empire ottoman, la Russie a réussi à prendre pied dans la région de la mer Noire, en s'emparant de la péninsule de Crimée mais aussi des côtes est et nord-ouest de la mer Noire. Ces conquêtes lui ont permis de créer pour la première fois une puissante flotte navale. C'est à ce moment-là que le statut géopolitique de l'empire a changé. Le gouvernement soviétique est resté à cet égard fidèle aux axiomes géopolitiques de l'empire. Après avoir regagné ce qui avait été temporairement perdu pendant les bouleversements révolutionnaires [1917-1922], le pouvoir soviétique a continué de consolider et d'étendre son influence dans la région de la mer Noire et en Méditerranée. Puis l'effondrement de l'URSS a entraîné des changements structurels qui ont constitué un véritable casse-tête pour la Russie postsoviétique.

Porte commerciale vers le sud et l'Orient, la mer Noire est la tête de pont de l'influence russe.

Après 1991, Moscou n'a conservé qu'une petite partie de la côte de la mer Noire avec le port de Novorossiisk, qui jouait un rôle secondaire pendant l'ère soviétique. Il a fallu beaucoup de temps et d'investissements pour en faire une plateforme d'exportation moderne. Par ailleurs, la flotte de la mer Noire a été divisée entre Moscou et Kiev. Et en échange de son ancienne infrastructure militaire, la Russie n'a obtenu qu'une base navale à Sébastopol, louée à l'Ukraine pour vingt ans.

Après l'effondrement de l'URSS, la Russie a vu rapidement ses positions se restreindre sur ses frontières méridionales, ce dont la Turquie et le bloc de l'Otan n'ont pu que profiter. "La pénétration de plus en plus importante du bloc de l'Otan, plus précisément des États-Unis et du Royaume-Uni, en mer Noire n'était pas seulement motivée par la dissuasion. Ils voulaient également prendre le contrôle de la route la plus courte vers l'Asie centrale, région également très riche en ressources naturelles et qui constitue un levier de pression supplémentaire sur Moscou et sur Pékin", explique Prokhor

↳ Dessin de Ruben, Pays-Bas.



■ Territoires passés sous contrôle de l'armée russe
 ■ États membres de l'Otan
 --- Pipeline
 Ports ukrainiens : Kh. Kherson, My. Mykolaïv, Od. Odessa

Tebine, politologue et expert militaire indépendant.

Au début des années 2000, les rapports de force dans la région avaient déjà sensiblement évolué. Dans les anciennes républiques soviétiques de Géorgie et d'Ukraine, des gouvernements pro-occidentaux sont arrivés au pouvoir à la suite de la "révolution des roses" (2003-2004) et de la "révolution orange" (2004-2005). La Bulgarie et la Roumanie sont devenues membres de l'Otan en 2004. Ainsi, au milieu des années 2000, trois des six États de la mer Noire – Roumanie, Bulgarie, Turquie – étaient membres de l'Otan, tandis que les deux autres – Ukraine et Géorgie – commençaient à collaborer étroitement avec. On comprend pourquoi le sommet de l'Otan à Bucarest en 2008 a été la "goutte d'eau" pour la Russie : si la promesse d'adhésion de l'Ukraine et de la Géorgie à l'Alliance faite alors avait été tenue, Moscou aurait vu la mer Noire se transformer en un lac de l'Otan, sans compter les autres menaces venant de l'ouest.

À peine cinq mois après le sommet de Bucarest, une guerre de cinq jours a éclaté entre la Géorgie et l'Ossétie du Sud, à la suite de quoi Moscou [qui a envoyé ses troupes pour soutenir l'Ossétie du sud] a réussi à

bloquer la possibilité d'une intégration rapide de la Géorgie à l'Otan. Six ans plus tard, en 2014, le Maïdan ukrainien a conduit à la décision de Moscou d'annexer la péninsule de Crimée. Cette décision s'explique, entre autres, par le fait que la situation en Ukraine menaçait de bloquer les principales routes commerciales du pays et, à long terme, de rendre vulnérable tout le sud de la Russie.

Mais la reconquête du joyau de la mer Noire s'accompagnait inévitablement pour Moscou d'une intensification de la menace au niveau régional à la fois directement de la part de l'Ukraine mais aussi de l'Otan, qui n'avait apparemment pas prévu le retour de la Russie dans le jeu de la mer Noire.

L'événement qui a mis à nu la nouvelle stratégie de l'Otan en mer Noire a été le déploiement du premier segment du système de défense antimissile Aegis Ashore en Roumanie. Mais le sommet de l'Otan de juillet 2016, à Varsovie, a été plus déterminant encore, avec la promesse d'une présence militaire alliée accrue dans la région. Depuis ce sommet, le nombre de

Après 1991, Moscou n'a conservé qu'une petite partie de la côte de la mer Noire.

navires de guerre et d'avions dans la région de la mer Noire n'a fait qu'augmenter.

La Russie a également commencé à renforcer les défenses de la Crimée et à moderniser la flotte de la mer Noire. Depuis 2014, des systèmes de missiles antiaériens (S-300 et S-400) et des systèmes de missiles côtiers (Bastion-P) ont été déployés sur la péninsule, tandis que les forces terrestres et les unités de l'aéronavale ont été considérablement renforcées. En outre, la flotte de la mer Noire a été dotée de six sous-marins, trois frégates et de petits navires lance-missiles. Cela a considérablement amélioré la protection du flanc sud de la Russie ainsi que la sécurité de l'exploitation des ressources marines dans sa zone économique exclusive.

Les velléités de l'Otan de renforcer sa présence en mer Noire, bien que renforcées au fil des ans, ont été freinées par les réserves politiques de la Turquie. "Ankara ne permet pas à ses alliés de l'Otan d'assurer une présence maritime complète en mer Noire, sinon la situation serait certainement beaucoup plus difficile pour la Russie", déclare Ilia Kramnik, chercheur à l'Institut de recherche sur l'économie mondiale de l'Académie des sciences de Russie.

Dents de scie. C'est pourquoi, après les événements de 2014, pour la Russie, la Turquie est restée l'acteur clé de la région. Malgré des relations en dents de scie, un dialogue basé sur les intérêts de chacun s'est instauré entre les deux pays. C'est pourquoi, dès le début de l'opération militaire en Ukraine, Ankara a non seulement fermé les détroits, bloquant l'accès à la mer Noire pour les navires de guerre de l'Otan et de la Russie, mais a aussi immédiatement assumé le rôle de principal médiateur entre Kiev et Moscou.

Au cours des huit dernières années, la Russie a considérablement étendu sa zone d'influence en mer Noire, sans pour autant parvenir à consolider sa situation dans la région. D'une part, l'absence de "pont terrestre" vers la Crimée a maintenu le danger d'une déconnexion entre la péninsule et le continent – rappelés l'attaque terroriste sur le pont de Crimée [en octobre 2022]. D'autre part, l'ensemble de la flotte de la mer Noire était en état d'alerte

En perdant ses ports, l'Ukraine perdrait la majeure partie de ce qu'elle exporte.

permanent. Souvenez-vous la perte du croiseur lance-missiles Moskva en avril 2022.

Enfin, difficile d'imaginer un véritable développement économique de la Crimée sans interactions de la péninsule avec l'économie et les infrastructures des régions ukrainiennes de Kherson et de Zaporijjia, ainsi que des républiques [autoproclamées] de Donetsk et Louhansk. Forts de ces constats, de nombreux analystes militaires ont d'ailleurs estimé que l'opération militaire russe visait en réalité principalement le sud de l'Ukraine, afin de juguler les éventuelles menaces venues de la mer et d'assurer la stabilité à long terme du sud de la Russie. Aujourd'hui, avec les sanctions, la prolongation du conflit et la profusion d'armes occidentales en Ukraine, le maintien de l'influence de la Russie en mer Noire est intimement lié au contrôle de l'ensemble du littoral ukrainien.

Quels avantages la Russie retirerait-elle concrètement d'une victoire dans le sud de l'Ukraine? Premièrement, elle serait en mesure d'écartier la principale menace pour la sécurité de sa flotte, ainsi que pour l'ensemble de la péninsule de Crimée, en protégeant et en renforçant le "pont terrestre" vers la Crimée, estime Vassili Kachine, de l'École supérieure d'économie. "Dans le cas contraire, toute base que l'Ukraine conservera sur la côte de la mer Noire, même avec les armements les plus limités, constituera une énorme menace pour la Russie", explique l'expert. Deuxièmement, en perdant les ports de Kherson, Mykolaïv et Odessa, Kiev perdrait non seulement son infrastructure portuaire, mais aussi la majeure partie de ce qu'elle exporte réellement, à savoir les produits agricoles. Une défaite que l'Ukraine aurait bien du mal à avaler.

Troisièmement, la Russie aurait l'occasion de devenir le plus grand acteur agricole du monde, en plus de renforcer considérablement la sécurité de ses routes commerciales Nord-Sud. Ceci est particulièrement pertinent à la lumière de la rupture avec l'Occident, qui a rendu si importants les liens

commerciaux avec la Turquie, le Moyen-Orient, l'Afrique, l'Asie et l'Amérique latine. Pour Vassili Kachine, "si la Russie réalise ses projets et prend pied sur la côte de la mer Noire, elle disposera d'une infrastructure d'exportation à fort potentiel et d'un territoire agricole d'une importance et d'une richesse inestimables. Elle détiendra de fait un véritable monopole mondial dans cette industrie."

Crédibilité. Enfin, en augmentant son poids géopolitique en mer Noire, la Russie pourrait faire davantage pression sur la Bulgarie et la Roumanie, et renforcer considérablement son poids dans les négociations avec la Turquie.

En cas d'échec, en revanche, les conséquences pour Moscou pourraient être catastrophiques. En perdant la Crimée, la Russie risque de se voir privée de ses principales routes commerciales, et tout le potentiel militaire accumulé dans la région serait entravé. En outre, le sud de la Russie, essentiel pour la sécurité alimentaire du pays, pourrait être menacé à long terme. Sans parler du préjudice en termes de réputation et de crédibilité au Moyen-Orient et en Méditerranée orientale. Compte tenu de la situation extrêmement tendue en mer Baltique dans la perspective de l'adhésion de la Finlande et de la Suède à l'Otan, Moscou pourrait se retrouver de facto enfermée à l'intérieur des terres, comme elle le fut pendant des siècles. Cela nécessiterait d'ouvrir sans tarder des routes commerciales vers l'Extrême-Orient et la mer Caspienne.

—Tikhon Syssoev
 Publié le 22 janvier

SOURCE



EXPERT

Moscou, Russie
 Hebdomadaire
 expert.ru

S'appuyant sur une équipe d'économistes ainsi que de journalistes spécialisés issus de la rédaction du quotidien *Kommersant* (pionnier de la presse indépendante en Russie), *Expert*, fondé en 1995, est un hebdomadaire qui fait autorité dans le domaine économique et un observateur avisé de la société russe.

✓ Dessin de Gregory Baldwin, Australie.

—Süddeutsche Zeitung
(extraits) Munich

Depuis quelques mois, la jeune femme navigue sur les forums d'extrême droite qui attisent la haine contre les Juifs et les homosexuels. Elle y suit des gens qui parlent de politique, de réfugiés, de politiciens abhorrés "à la botte du système", de "traîtres au peuple". La jeune femme y trouve un vif intérêt.

Dans un premier temps, elle se contente de regarder ce qui se passe, de "vagabonder", comme elle dit. Mais ce n'est qu'un début. "Pour être vraiment crédible, il ne suffit pas de partager ou de liker ce que disent les autres, il faut aussi exprimer soi-même des opinions." Autrement dit, jeter à son tour un peu d'huile sur le feu.

C'est son métier. Elle est payée pour l'exercer avec les deniers du contribuable allemand. Elle explique : "Il faut commencer par s'échauffer un peu, on repère les formules qui marchent."

Si l'on veut être apprécié dans la fachosphère, il faut avoir l'air le plus authentique possible, dit-elle. Comment fait-on ? "Le mieux, c'est de rester un petit peu soi-même." Mais encore ? "Être sympa, ça aide."

Technophiles. La jeune femme – fin de vingtaine, en jean et tee-shirt – est une agente du Verfassungsschutz [les renseignements intérieurs]. C'est une entrevue discrète, dans des anciens locaux de l'agence pour l'emploi, au sol en caoutchouc gris. En empruntant les couloirs, tout ce dont on s'aperçoit, c'est qu'il n'y a pas de noms sur les portes des bureaux, juste des numéros.

Cheveux attachés, jambes croisées, penchée en arrière sur sa chaise, l'agente fait partie du contingent en pleine expansion des technophiles qui, pour le Verfassungsschutz, écument depuis peu Instagram, [le service de messagerie] Telegram et autres plateformes, en faisant croire aux extrémistes qu'ils sont des leurs. "Ce qu'on veut, c'est se fondre dans la masse, dit-elle, observer ce que font les autres." Et – c'est là toute la différence – aller jusqu'à se glisser soi-même dans la peau d'un "facho".

C'est la nouvelle tactique de l'agence allemande de



Allemagne. Des cyberespions se glissent dans la peau de néonazis

Les agents de renseignements allemands se risquent de moins en moins à aller sur le terrain. Ils infiltrent désormais les milieux d'extrême droite ou complotistes en ligne. En y laissant parfois un peu d'eux-mêmes.

renseignement intérieur. La jeune fonctionnaire fait partie de la centaine d'agents infiltrés de fraîche date dans les milieux d'extrême droite pour le compte du Verfassungsschutz et de plusieurs de ses antennes en région, de la Bavière [dans le Sud] au Schleswig-Holstein [dans le Nord]. "C'est l'avenir de la collecte de renseignements", assure un responsable d'un de ces bureaux régionaux.

Tout s'est accéléré en 2019. L'événement déclencheur a été l'assassinat d'un membre de la CDU [Parti chrétien-démocrate], le préfet Walter Lübcke, qui faisait l'objet de nombreux appels à la haine dans la fachosphère – parfois anonymes, parfois à nom découvert.

Idéalisme. À la fenêtre, le regard tombe sur une arrièrecour, du gris, des toits de tôle, une zone industrielle. Le Verfassungsschutz a ici, avec la police, un atelier à l'abri des regards. Des techniciens y installent des caméras espionnes dans des nichoirs, équipent des motos ou des poussettes de micros invisibles. Quand un agent pousse une poubelle devant lui, rien ne dit qu'elle n'a pas des yeux et des oreilles, elle aussi.

L'agente qui accepte de nous rencontrer doit faire preuve de prudence : aucun patronyme, aucun toponyme, rien ne doit être nommé. Si elle est entrée à l'agence, c'est par idéalisme, confie-t-elle. Pour faire quelque chose face à l'extrême droite. Voilà maintenant un an qu'elle a effacé de la Toile, tant bien que mal, toutes les traces de sa vie passée. L'objectif, pour ses collègues et elle, c'est de se rapprocher des influenceurs de la fachosphère, les relais d'opinion. Et il s'agit de ne pas brusquer les choses. C'est un travail de longue haleine.

La métamorphose de notre agente a commencé en novembre dernier. Quand un agent imagine une fausse identité, une "légende", c'est comme un auteur de roman qui façonne un personnage, explique-t-elle. La meilleure manière d'être crédible, c'est de coller le plus possible à sa propre vie – c'est ce qu'on apprend aux agents.

Avant son infiltration, elle a donc imaginé un alter ego originaire d'un endroit qu'elle connaît

bien. Au cas où quelqu'un lui poserait des questions. Ou *"juste au cas où on me demanderait de conseiller un coiffeur là-bas"*. La biographie de ce personnage inventé, elle l'a ensuite potassée, *"comme un script de cinéma"*. Ce que le personnage exerce comme profession, quels sont ses loisirs, il faut tout pouvoir ressortir, poursuit-elle.

"C'est toujours bien de pratiquer un sport de combat" pour briser la glace avec des extrémistes, sinon il y a la voiture, le fitness, l'écologie ou le jardinage, par exemple. Le sol national. La terre natale. Tout dépend de l'objectif de la "légende". Le mouvement des Reichsbürger [les "citoyens du Reich", des nostalgiques de l'Allemagne d'avant-guerre qui rejettent les institutions démocratiques et nient parfois l'existence de l'Holocauste] est friand des thèmes ésotériques, comme les anges et les cristaux. À l'inverse, dans les milieux néonazis, *"on se fait envoyer sur les roses avec ce genre de sujets"*.

Les mythes abondent autour des agents infiltrés. L'infiltration dans des groupes fermés a toujours joué un rôle important dans les services de renseignements, mais elle est moins dangereuse aujourd'hui qu'à une autre époque. Grâce à Internet.

Le pire qui puisse arriver à notre agente aujourd'hui, c'est que sa couverture soit grillée. Autrement dit qu'on s'aperçoive qu'elle fouine pour l'État. Auquel cas elle n'aura qu'à se débarrasser de son portable et pourra

L'événement déclencheur a été l'assassinat, en 2019, du préfet Walter Lübcke.

quand même aller manger à la cantine le midi. Elle n'aura pas à craindre pour sa vie.

C'est la raison pour laquelle l'agence investit massivement dans cette nouvelle méthode. Le Verfassungsschutz emploie actuellement des dizaines d'agents cyber dans chacune des catégories relevant de la criminalité à caractère politique : l'extrême droite, l'extrême gauche, l'islamisme, et depuis peu la sphère conspirationniste.

En cet automne 2022, la plupart des extrémistes n'ont sans

doute aucune idée de la quantité de comptes, dans leurs forums de discussion, qui sont en réalité gérés par des agents du Verfassungsschutz. Si l'on a découvert, en avril dernier, qu'un groupe d'extrême droite appelé sur Telegram "Les patriotes réunis" [Vereinte Patrioten] ourdissait une attaque contre le ministre de la Santé social-démocrate, Karl Lauterbach, c'est,

Certains groupes, comme l'Atomwaffen Division, sont particulièrement paranoïaques.

selon l'enquête de la *Süddeutsche Zeitung*, grâce à quelques agents qui, pour le compte d'une antenne régionale du Verfassungsschutz, écumaient la Toile en se faisant passer pour des néonazis.

Les agents cyber infiltrés sont d'ores et déjà tellement nombreux qu'ils sont obligés de se concerter à l'échelle nationale pour éviter de se prendre pour cible les uns des autres. Certains sont sociologues, comme l'agente qui a accepté de parler de son travail, d'autres ont étudié l'histoire, comme son collègue de 35 ans – lunettes et longs cheveux blonds – qui met à profit ses connaissances de l'idéologie nazie pour approcher des négationnistes. Joint par visioconférence, il explique : *"Si vous arrivez en parlant un allemand scientifique, avec une orthographe irréprochable, vous vous faites remarquer direct."* Il en a tiré la leçon – et s'est corrigé depuis.

Les milieux extrémistes, poursuit-il, sont généralement structurés *"comme des oignons"*, autrement dit : plus le risque est élevé, plus le cercle des initiés se rétrécit. Pour pénétrer dans le dernier cercle, les nouveaux arrivants sont d'abord interrogés, sondés sur leur positionnement idéologique. As-tu lu ci ou ça ? Qu'en penses-tu ? Il faut pouvoir répondre du tac au tac. Sinon, on est flanqué dehors. Certains groupes, comme l'Atomwaffen Division [littéralement, "division arme atomique", un réseau néonazi américain également implanté en Allemagne], sont particulièrement paranoïaques.

Dans le cas de notre agente, cela s'est passé de la manière suivante : elle s'est d'abord jetée à l'eau à l'automne 2021 avec un alter ego qu'elle avait inventé. Elle a créé quelques comptes sur les réseaux sociaux. Telegram, Instagram, Twitter sont incontournables, tout comme Gettr, un nouveau réseau particulièrement prisé de l'extrême droite. Elle fréquente également [des applications de messagerie cryptée] comme Signal et Threema. Quant aux Reichsbürger, pour l'essentiel des gens d'un certain âge, ils continuent d'utiliser Facebook.

On peut avoir cinq ou six alter ego. *"Ça augmente avec le temps, confirme-t-elle. Comme une actrice qui a plusieurs rôles à son répertoire."*

En ce moment, elle poste sur tout le soir et la nuit. Quand des extrémistes tombent dans le panneau et lui envoient des infos en toute confiance, elle s'en réjouit et réagit *"comme dans la vraie vie, dit-elle, le plus naturellement du monde"*. A-t-elle l'impression de mener une double vie ? Elle réfléchit. *"Plutôt une triple ou une quadruple."* Un jour néonazie, le lendemain *"citoyenne du Reich"*. Dans sa tête, tous ses alter ego doivent être soigneusement compartimentés.

"Craquage". Le plus dur, confesse-t-elle, c'est d'évoluer dans la bulle des nouvelles théories du complot. Au milieu de gens, donc, qui voient dans les mesures de lutte contre le Covid un plan diabolique du gouvernement. C'est éprouvant de lire toute la journée des récits complotistes, explique-t-elle. *"Parce que c'est totalement abscons, confus, et, en même temps, ce sont des sujets qui nous taraudent aussi dans la vie réelle. Le Covid, l'Ukraine."* Elle ajoute : *"Il y a de quoi tourner chèvre quand on voit ce que ces gens croient. Il y a ceux qui croient que la Terre est plate, parfois des gens qui sont totalement laissés pour compte. Peut-être que c'est ça, le plus dur. De voir tout ce désespoir."*

Avec le temps croît aussi le danger de se perdre dans une idéologie dont on est toujours un peu obligé de *"s'accommoder"* pour être crédible, comme elle dit. *"Il faut un certain profil psychologique"*, confirme un haut fonctionnaire du Verfassungsschutz

qui nous reçoit dans un bureau confidentiel, à Berlin. À l'entrée, les drapeaux allemand et européen, au mur, le président Frank-Walter Steinmeier, souriant.

Notre espion en chef assure que le risque de *"craquage"* est réel pour les agents qui passent toute la journée sur les réseaux sociaux. Le Verfassungsschutz vient donc de recruter des psychologues. Pour venir en aide aux agents, mais aussi pour ouvrir l'œil, au cas où l'un d'eux partirait à la dérive.

L'agente rapporte que certains de ses collègues ont pour principe de ne poster et de ne liker qu'au bureau. Jamais dans leur canapé, jamais dans leur lit. Ils redoutent de brouiller la frontière avec leur vie privée. Jouer un alter ego, c'est quelque chose

Les agents cyber se voient obligés de poster des photos d'eux-mêmes, gage d'"authenticité".

de très personnel, précise-t-elle. Dit autrement : *"Bien sûr qu'on met aussi un peu de soi."*

D'autant que les agents cyber se voient également obligés de poster des photos d'eux-mêmes. De vraies photos. *"Les photos, c'est la monnaie d'Internet"*, résume l'agente. La monnaie de quoi ? De la crédibilité ? *"De l'authenticité"*, analyse-t-elle.

C'est la raison pour laquelle, au moment de créer ses faux comptes, elle a commencé par se constituer un réservoir de plusieurs centaines de photos prises avec son téléphone. La séance de prises de vue, à l'antenne régionale [du Verfassungsschutz], a duré deux jours.

Pour ce faire, la grande salle de réunion a été convertie en novembre dernier en salle des costumes – elle nous montre des photos sur son téléphone. On y voit des montagnes de tee-shirts, de sweats à capuche, de pantalons. Des monceaux de vêtements, comme sur les étals d'un marché aux puces. On y retrouve entre autres de vraies marques portées dans ces milieux, comme Pro Violence ou Yakuza. Mais aussi d'autres vêtements, car les extrémistes ne se promènent pas toute la journée avec la tenue ad hoc.

Avant d'oser s'aventurer en ville habillée en extrémiste, elle a d'abord voulu voir si elle arrivait à donner le change. Ses amis ou ses connaissances la reconnaîtraient-ils si elle se promenait vêtue de la sorte ? Elle a arpenté les couloirs de l'agence en perruque et panoplie d'extrémiste. Et ça a marché. Ses collègues ne l'ont pas reconnue. Puis elle est partie *"à la campagne"* en voiture, avec d'autres agents, faire des photos.

Petit à petit. *"Ce n'était pas le photoshoot du siècle"*, dit-elle, c'était plutôt banal. Une lumière médiocre, des poses simples, pour des clichés bas de gamme. Elle a pris soin de détourner le visage de l'objectif, à cause des algorithmes qui scannent les photos sur la Toile – qui sait ce qu'ils nous réservent à l'avenir ? *"Je ne veux pas qu'on m'empêche un jour d'aller aux États-Unis parce que j'ai été fichée 'extrémiste'."*

Les débuts ont été laborieux. Sur les réseaux sociaux, ses comptes n'attiraient guère l'attention. Et puis elle a commencé à laisser des likes ici et là, à poster des petites choses : *"Plus on a d'amis, plus la mayonnaise prend, par petites étapes."* De fil en aiguille, les commentaires élogieux et les likes se sont multipliés. Par exemple pour des commentaires qui sonnaient authentiques, voire amusants – pour des extrémistes. Ou pour des blagues racistes. Ou encore pour des clichés faisant l'apologie du nazisme. C'est comme ça que, petit à petit, l'oiseau fait son nid, conclut-elle.

— Ronen Steinke

Publié le 19 septembre 2022



SOURCE

SÜDDEUTSCHE ZEITUNG
Munich, Allemagne
Quotidien, 302 545 ex. (2022)
sueddeutsche.de

Créé en 1945, le "Journal du sud de l'Allemagne" compte parmi les quotidiens suprarégionaux de référence du pays. De tendance libérale, il est un grand défenseur des valeurs démocratiques et de l'état de droit. Il emploie ou a employé les meilleures plumes du pays.



afrique



Tunisie. Les damnés du “grand remplacement”

Ici, il ne fait pas bon être noir. Jusqu'au sommet de l'État, la parole xénophobe s'est libérée, déclenchant violences, chasses à l'homme et abus policiers.

—Inkyfada (extraits) Tunis

Melissa est ivoirienne. Elle et son mari vivent dans la peur. La plupart de leurs proches et voisins sont dans la même situation. Depuis plusieurs mois, une campagne raciste à l'encontre des Subsaharien-nes en Tunisie prend de plus en plus d'ampleur.

Le président a lui-même souscrit à ces théories racistes et complotistes et a pointé du doigt les Subsaharien-nes, les accusant d'être des “hordes” et que l'immigration subsaharienne est une “entreprise criminelle”, dont le but serait de “changer la composition démographique de la Tunisie”.

Dans le même quartier que Melissa, Anna, une jeune femme ivoirienne,

accueille ses amis Issa et Pierre. Ce dernier vient de quitter son domicile sur demande de sa propriétaire.

Depuis deux jours, Mariam et son mari dorment sous un pont. Le couple a été mis dehors par leur propriétaire, qui craignait des représailles pour avoir hébergé des Subsaharien-nes.

“Tout le monde a peur”, confie Patricia Gnahoré, journaliste à RLF (Radio libre francophone), en Tunisie depuis quatre ans. Selon la reporter, les expulsions ont commencé vers le 9 février, lorsque des messages alarmistes se sont propagés sur les réseaux : s'ils et elles hébergent des Subsaharien-nes sans papiers, les propriétaires seront passibles d'amendes et de peines de prison.

Toutes les personnes interrogées par Inkyfada expliquent avoir perdu leur emploi. D'habitude, Anna fait régulièrement des ménages, mais elle n'ose plus sortir de chez elle. Son colocataire, Dylan, a été renvoyé du restaurant où il travaille, “pour l'instant”.

Parmi ses ami-es, il est le seul à ne pas être resté enfermé ce jour-là : il est parti voir son ancien patron, espérant récupérer son salaire. “Ses collègues se sont fait embarquer sur leur lieu de travail [les cuisines d'un restaurant]”, raconte Anna. Heureusement, Dylan n'était pas sur place à l'arrivée des policiers. Par contre, son employeur l'a appelé et lui a dit de ne pas venir travailler en “attendant que les choses se calment”.

Samia, une autre femme ivoirienne qui vit depuis dix ans en Tunisie, a vu son collègue se faire arrêter sous ses yeux. Par miracle, les agents ne semblent pas remarquer Samia. Elle rentre directement chez elle ensuite, et s'enferme à double tour avec sa fille. Cette dernière n'est pas allée à l'école depuis. “Pourtant, elle est née ici et parle tunisien”, commente Samia.

Si Melissa, Issa, Samia et des milliers d'autres craignent de sortir, c'est parce qu'ils et elles ont eu vent de nombreuses arrestations et agressions commises contre des Subsaharien-nes au cours des derniers jours. Melissa a elle-même été agressée verbalement dans la rue. “Je rentrais chez moi, et, dans la rue, une femme est venue vers moi”, décrit Melissa. Cette femme

lui demande d'abord si elle parle français avant de commencer à l'insulter. “Elle m'a dit : ‘On va tous vous chasser d'ici, toi et tous les autres ! On ne veut plus de vous ici, c'est la guerre maintenant’”, relate Melissa, fortement secouée par cette agression.

Plusieurs associations rapportent que les agressions vont plus loin et deviennent de la violence physique. Des témoignages de personnes ayant été poursuivies, attaquées, voire blessées à coups de couteau circulent depuis plusieurs jours. En banlieue de Tunis, un groupe de Subsaharien-nes a été agressé par de jeunes Tunisien-nes qui ont défoncé les portes et mis le feu devant leur immeuble.

La police apparaît aussi comme une menace. Les arrestations sont de plus en plus nombreuses, et, sur les réseaux sociaux, beaucoup de photos de personnes “disparues” circulent. D'après les témoignages et les informations collectés par les associations, plusieurs centaines de personnes auraient été arrêtées en à peine deux semaines, avant même la sortie du communiqué présidentiel.

Marc témoigne qu'il a été appréhendé dès le mois de décembre 2022. Le 18 décembre, lors d'un contrôle de police, des agents l'accostent et lui demandent ses papiers. Marc possède une carte de séjour, mais ce jour-là, il n'a que sa carte consulaire sur lui. Marc est arrêté immédiatement, puis emmené dans un poste de police.

Là-bas, il n'est pas seul : “On était 56 personnes, dont des femmes, certaines avec des bébés”, se souvient-il. Toutes sont d'origine subsaharienne. Le fourgon les emmène

vers un autre poste de police, dans lequel les agent-es prélèvent leurs empreintes digitales. “Ils nous ont donné de la nourriture, et, quand on mangeait, ils ont commencé à nous filmer pour se moquer

de nous. J'ai passé une journée sans manger à cause de ça. Je me suis dit : ‘Il vaut mieux que je meure de faim que d'être filmé pendant que je mange.’”

En tout, Marc passe trois jours dans ce centre de détention, sans savoir ce qu'il va advenir de lui. Le jeune homme se rappelle que cette arrestation est survenue en pleine Coupe du monde.

Au bout du troisième jour, Marc trouve finalement un avocat francophone pour passer devant le juge. Il obtient une liberté provisoire, le temps de rentrer chez lui et de récupérer les documents nécessaires pour prouver sa présence légale en Tunisie, grâce à sa carte de séjour.

Le 25 février, quatre jours après la sortie du communiqué présidentiel [dans lequel Kaïs Saïed avait dénoncé un plan visant à “transformer la composition démographique du pays”], le ministre des Affaires étrangères, de la Migration et des Tunisiens, Nabil Ammar, a affirmé que la Tunisie luttait avant tout contre “la migration



REPORTAGE

↳ Un jeune demandeur d'asile attend de s'embarquer pour l'Italie dans les rues de Médenine, ville du Sud tunisien, en janvier 2020. Photo Arianna Poletti

illégale, qui pose problème dans tous les pays". Sauf que dans le cas de la Tunisie, cette distinction entre migration légale et illégale est "artificielle", argumente Camille Cassarini, chercheur sur les migrations africaines en Tunisie à l'université de Gênes. "L'État tunisien n'a jamais mis en place les conditions à la fois juridiques, techniques et administratives pour fournir des cartes de séjour aux personnes originaires de pays d'Afrique subsaharienne. C'est une réalité depuis l'époque Ben Ali, détaille-t-il. On n'est pas face à des personnes qui se mettent en situation irrégulière, on est face à un État qui 'irrégularise'."

Camille Cassarini ajoute que ces pratiques sont avant tout réservées aux personnes subsahariennes, et que les Européen-nes sont beaucoup moins concernés par ces difficultés. "Même les Subsaharien-nes qui disposent de tous les documents nécessaires ne se voient jamais décerner de carte de séjour définitive", affirme-t-il.

"On n'est pas face à des personnes qui se mettent en situation irrégulière, on est face à un État qui 'irrégularise'."

Camille Cassarini, CHERCHEUR À L'UNIVERSITÉ DE GÈNES

Ces informations ne sont pas toujours connues du grand public, comme en témoigne Anna. Il y a quelques jours, elle s'est rendue chez son épiciers habituel. "Au bout d'un moment, il m'a regardée et m'a demandé si j'avais une carte de séjour."

Comme de nombreux-ses autres Subsaharien-nes, elle a longtemps essayé de légaliser sa situation sur le territoire depuis son arrivée, en 2016. Mais elle a été rapidement découragée par l'impossibilité d'avoir des papiers, et donc de travailler légalement et de voyager. Depuis, elle est paralysée par les pénalités qu'elle doit payer, qui ont atteint le plafond fixé à 3 000 dinars. Elle n'a pas pu voir ses filles, restées en Côte d'Ivoire, depuis six ans.

"Pour avoir une carte de séjour, j'ai besoin d'un emploi et d'un logement. Pour avoir un emploi et un logement, j'ai besoin d'une carte de séjour, résume Pierre. À quoi ça rime ?"

Dans la salle d'attente de l'ambassade de Côte d'Ivoire, l'atmosphère est lourde. Un courant continu d'Ivoirien-nes défile pour s'inscrire sur des listes de recensement, dans l'espoir d'être rapatrié-es le plus vite possible.

Pour Jean-Bedel Gnabli, président de l'Assivat (Association des Ivoiriens actifs de Tunisie), la psychose actuelle est le résultat orchestré d'une campagne raciste du Parti nationaliste tunisien : "Ça fait trois ou quatre mois qu'il y a des cyberactivistes tunisiens qui sont lanceurs de discours de haine

et de propagande pour pouvoir chasser les Subsahariens de la Tunisie", explique-t-il.

Pendant des mois, le Parti nationaliste tunisien, dont l'organisation interne reste très opaque, déverse un déluge de propos racistes contre les migrant-es subsaharien-nes en Tunisie sur les réseaux sociaux (lire ci-contre). Le groupe a même lancé une pétition en ligne pour abroger la loi 50, votée la même année pour punir toute forme de racisme et de discrimination dans le pays. Le communiqué de la présidence fait fortement écho à la rhétorique raciste du Parti nationaliste. "Depuis toujours, il y a eu des arrestations arbitraires. [...] Cela a toujours existé en Tunisie, commente le chercheur Camille Cassarini. Mais cette fois-ci, elles ont atteint la parole de l'État, le politique et font l'objet d'une politisation. C'est nouveau."

Jean-Bedel Gnabli abonde : "Le discours politique est un peu une excuse pour que les Tunisiens puissent commettre certaines actions criminelles, et on l'a constaté au sein de la communauté, parce qu'on a certains de nos compatriotes qui se sont fait agresser."

Pour toutes les personnes interrogées, il ne fait aucun doute que cette campagne et les discours officiels du président ont entraîné un racisme décomplexé.

Les arrestations et les violences arbitraires mettent en danger également les Noirs tunisien-nes, qui deviennent de plus en plus prudent-es. Plusieurs personnes ont notamment dénoncé l'agression subie par une militante noire tunisienne en plein centre-ville de Tunis.

"Ce problème existe depuis longtemps, commente Chiheb, un jeune Tunisien noir. Tu te fais insulter dans la rue à tout moment, et lorsque tu réponds en tunisien, on te dit : 'Ah, tu es tunisien, on n'a pas de Tunisiens noirs, donc je t'ai pris pour un Subsaharien...'"

Avec l'augmentation des violences, Chiheb avoue avoir peur et tout faire pour qu'on évite de le prendre pour un Subsaharien. "Parfois, je fais semblant d'appeler quelqu'un pour que les gens m'entendent parler en tunisien", donne-t-il en guise d'exemple.

—**Haïfa Mzalouat et Julia Terradot**

Publié le 26 février

SOURCE



INKYFADA

Tunis, Tunisie

inkyfada.com

Disponible en français et en arabe, le site *Inkyfada* a été lancé en 2014 dans le cadre d'un projet de l'association Al-Khatt, qui promeut la liberté d'expression en Tunisie. Dans sa version française, il utilise l'écriture inclusive. Que nous avons maintenue ici pour respecter l'article original.

Repères

Le Parti nationaliste tunisien, si banalement d'extrême droite

●●● Nouveau venu dans le paysage politique tunisien, ce parti n'a été reconnu officiellement qu'en 2018. Depuis, le Parti nationaliste tunisien, présidé par Sofien Ben Sghaïer, porte une voix xénophobe qui prend de l'ampleur dans le pays, rapporte

Nawaat dans une analyse qui lui est consacrée. Son programme plonge dans le substrat xénophobe le plus obtus : il réclame l'expulsion des migrants en situation irrégulière et de tout immigré d'Afrique subsaharienne ayant commis un délit en Tunisie ou ayant "troublé l'ordre public", l'imposition d'un visa aux États subsahariens et l'abrogation de la loi portant sur la lutte contre la discrimination raciale. "La surveillance et l'expulsion des Subsahariens

constituent la tâche la plus importante de l'autorité", estiment les militants de ce parti, qui restent persuadés qu'ils doivent avant tout "protéger la Tunisie contre le péril de la colonisation subsaharienne".

Ce parti a lancé en décembre 2022 une campagne visant à expulser les sans-papiers originaires d'Afrique subsaharienne, rapporte le site d'information tunisien. Pour les militants, la chasse aux "Ajasiyin" (acronyme issu des initiales en arabe d'*Afrikaia Janoub Al-Sahra* – autrement dit les personnes issues de l'Afrique du sud du Sahara) – est devenue le moyen le plus efficace d'assurer une diffusion, même violente, de leurs idées.

Le Monde | LOBS | Télérama | Courrier International

LE SALON DE LA FORMATION CONTINUE

EXECUTIVE EDUCATION

MASTER, MS & MBA

25 MARS 2023 10H30 - 17H

Palais Brongniart • Paris 2

OSEZ ACQUÉRIR DE NOUVELLES COMPÉTENCES !

Conférences avec les journalistes du Monde
Masterclass animée par IAE Paris-Sorbonne Business School
Rendez-vous individuels



CONNECTEZ-VOUS SUR
EXED.GROUPELEMONDE.FR



Israël. La contestation gagne aussi l'armée

Alors qu'une crise politique déchire le pays, Tsahal craint de devoir faire face au refus de combattre de nombreux soldats, en particulier d'officiers réservistes, analyse un célèbre journaliste de ce quotidien de centre droit.



—Yediot Aharonot
(extraits) Rishon Lezion

Il y a quelques jours, j'ai eu une conversation avec un officier supérieur de Tsahal [acronyme hébreu de l'armée israélienne] en colère contre Nétanyahou mais déterminé : "L'institution militaire doit rester au-dessus de toute polémique. Nous devons laisser ces conflits en dehors de Tsahal."

Combattant de terrain et commandant d'une unité toujours active, cet officier parlait avec ses tripes mais ne voulait surtout pas que son identité soit révélée. La plupart des officiers supérieurs de Tsahal font très attention à ne pas s'impliquer – ou simplement donner l'impression d'être impliqués – dans la crise politique qui déchire actuellement la société israélienne.

Ce n'est pas qu'ils craignent pour leur promotion ou pour les nouveaux budgets militaires que le gouvernement de droite est censé approuver, mais ils ne veulent pas que des déclarations publiques de hauts responsables militaires sur un bras de fer politique donnent une légitimité à l'objection de conscience, laquelle pourrait être nuisible au fonctionnement de l'armée en général et au fonctionnement du système de réserve en particulier. Au sommet de Tsahal, nombreux sont ceux qui estiment que la situation contient une menace existentielle potentielle résultant d'une convergence explosive entre, d'une part, une augmentation de la menace extérieure de la part des Palestiniens et de l'Iran et ses affidés, et, d'autre part, une crise politique

dont la violence inédite risque d'éroder non seulement notre résilience collective, mais aussi et surtout la motivation des réservistes.

Sans l'exprimer ouvertement, les responsables de Tsahal craignent que le coup d'État tenté par l'extrême droite du gouvernement Nétanyahou et la réaction du camp qui s'y oppose ne fassent souffrir l'armée israélienne de la même maladie maligne que celle qui frappe, par exemple, l'armée russe engagée en Ukraine :

la démotivation, l'objection de conscience, voire la désertion.

Cela étant dit, c'est quasi explicitement que le chef d'état-major, le général Herzl Halevi, a exprimé cette inquiétude dans un discours prononcé le 23 février lors de la cérémonie de clôture de la formation d'une nouvelle



ANALYSE

✓ Des réservistes de Tsahal manifestent contre la réforme judiciaire, le 4 mars à Tel-Aviv.

Photo Eyal Warshavsky/SOPA/Getty Images

promotion d'officiers d'infanterie : "La discorde ébranle la société israélienne et touche également l'armée. Nous serons attentifs au ressenti de nos soldats, non pas pour prendre parti dans le conflit actuel mais bien pour préserver l'unité de Tsahal."

Herzi Halevi a voulu dire par là que Tsahal entend s'assurer que les déclarations et protestations de réservistes ne débouchent pas sur une objection de conscience directe. Et de fait, le chef d'état-major a conclu son discours en ces termes : "Laisser le conflit en dehors de l'armée est le seul moyen de maintenir une armée de réserve, ce qui est absolument vital."

Dans l'armée israélienne, il existe deux types d'objection : l'objection directe et l'objection "grise". L'objection directe consiste dans le refus explicite de faire son service militaire. Si ce type d'objection prend de l'ampleur, cela grèvera directement et presque automatiquement la capacité de Tsahal à garantir la souveraineté de l'État d'Israël et la sécurité physique de ses citoyens.

Démotivation. L'objection "grise", elle, ne menace ni directement ni automatiquement la capacité de Tsahal, mais elle est plus insidieuse. Elle peut se manifester, par exemple, par une diminution significative du nombre de candidats volontaires dans les unités actives de terrain. Soit parce que les recrues tentent de noircir leur dossier médical avant de s'enrôler, soit parce qu'elles distillent un climat de démotivation et d'indiscipline poussant l'armée à s'en débarrasser.

Dans la réserve, l'objection "grise" est un phénomène beaucoup plus grave que dans le personnel d'active, car elle peut gravement nuire à la compétence et à l'état de préparation de Tsahal.

Ainsi, la majorité des pilotes de l'armée de l'air israélienne sont des réservistes qui entretiennent leur compétence opérationnelle en participant à un entraînement hebdomadaire.

On comprend dès lors pourquoi le communiqué de protestation diffusé par des réservistes de l'armée de l'air a particulièrement ébranlé l'état-major, le forçant à faire une déclaration publique inédite auprès des médias israéliens. Il s'agissait évidemment de calmer les esprits mais aussi,

implicitement, de lancer un avertissement au gouvernement en le mettant en garde contre ce qui risquerait d'arriver.

Mais le développement particulièrement grave est la menace d'objection "grise" manifestée dans une lettre ouverte par quelque 200 réservistes servant dans l'unité d'opérations spéciales rattachée à l'Aman [renseignements militaires]. Or cette unité est composée de soldats aux compétences exceptionnelles et soigneusement sélectionnés

Le communiqué de protestation diffusé par des réservistes de l'armée de l'air a ébranlé l'état-major.

pour effectuer des tâches très sensibles en territoire ennemi et dès lors vitales pour sauver des vies israéliennes.

Dans leur lettre, les signataires annoncent que, s'ils sont recrutés dans le service de réserve, ils se présenteront mais refuseront d'effectuer une activité opérationnelle. Ce refus représente une menace sérieuse car il risque de donner une légitimité accrue aux réservistes d'unités moins sensibles mais nécessaires, comme celles assignées à la défense des implantations [colonies de peuplement] et de la "ligne de couture" [ligne de démarcation entre Israël et la Cisjordanie occupée].

Si un tel phénomène devait s'étendre, Tsahal s'effondrerait sous la charge et l'État d'Israël subirait des pertes plus lourdes en cas de prochaine guerre.

Tsahal a déjà connu une situation de ce genre pendant la première guerre du Liban, en 1982, lorsque le commandant de la 211^e brigade de chars, le colonel Eli Geva, annonça qu'il renoncerait à commander ses soldats si sa brigade recevait l'ordre d'occuper Beyrouth-Ouest. Il estimait que cette bataille, qui à son avis était absolument inutile, allait faire de nombreuses victimes parmi ses combattants ainsi que parmi les civils et qu'il n'était pas prêt à laisser cela se produire. Il fut démis de ses fonctions mais seule une partie des combattants de sa brigade entraînerent dans Beyrouth-Ouest.

Toujours durant la guerre de 1982, c'est toute une brigade de parachutistes de réserve qui ne



Aux sources du malaise

●●● L'armée israélienne, largement composée de réservistes, n'échappe pas au vent de contestation qui se manifeste depuis plus de deux mois contre le gouvernement de Benyamin Nétanyahou, officiellement investi le 29 décembre dernier. Le malaise de nombreux soldats porte sur deux points essentiels du programme de la nouvelle coalition gouvernementale (la plus à droite dans l'histoire de l'État hébreu) : une réforme judiciaire et une réorganisation de la police et de l'armée. La réforme judiciaire a pour but de neutraliser la Cour suprême israélienne en permettant à la Knesset de passer outre à des arrêts déclarant anticonstitutionnels des textes de loi. Cette réforme a aussi pour but d'empêcher le procureur de l'État de déclarer

"déraisonnable" l'exercice de la fonction de Premier ministre par un Benyamin Nétanyahou aux prises avec la justice. L'opposition de nombreux militaires s'explique aussi par la crainte que, en l'absence d'un pouvoir judiciaire israélien indépendant, la communauté internationale ne finisse par considérer qu'Israël n'est plus une démocratie et qu'elle autorise la Cour pénale internationale à ouvrir des enquêtes quant à de possibles crimes de guerre, ce qui ferait planer la menace de mandats d'arrêt internationaux contre des officiers israéliens. La réorganisation de la police et de l'armée est l'autre motif de la colère de la société israélienne en général et des réservistes de l'armée en particulier. Ainsi, Itamar Ben-Gvir, chef du parti ultranationaliste et

suprémaciste Otzma Yehoudit, s'est vu confier un superministère de la Sécurité nationale, qui lui permet de contrôler les activités de la police nationale tant en Israël que dans les Territoires occupés, ainsi que celles des gardes-frontières opérant en Cisjordanie et à Jérusalem-Est, qui dépendaient auparavant d'une coordination avec l'armée israélienne. Bezalel Smotrich, chef de Hatzionout Hadatit (autre parti suprémaciste), s'est quant à lui vu confier un sous-ministère, qui lui donne la haute main sur les activités de l'administration civile en Cisjordanie, c'est-à-dire sur le contrôle de la Zone C (61 % de la Cisjordanie) et la politique d'expansion des colonies de peuplement, une politique jusqu'alors soumise en dernier ressort à l'armée.

fut pas recrutée parce qu'il existait un risque raisonnable que la majeure partie de ses combattants ne répondent tout simplement pas à l'appel.

Ces deux cas d'objection "grise" n'affectèrent pas vraiment le gouvernement Likoud du Premier ministre Menahem Begin et du ministre de la Défense Ariel Sharon. À cette époque, Tsahal disposait d'un large excédent de puissance de combat et, surtout, l'objection "grise" était sévèrement condamnée par le centre et même par la gauche, malgré l'opposition de cette dernière à l'invasion du Liban.

Menace existentielle. Mais aujourd'hui la situation est tout autre. La couverture avec laquelle Tsahal essaie d'étouffer l'Intifada qui risque d'embraser bientôt les Territoires est très mince. Et que dire si un conflit majeur éclate avec l'Iran et ses supplétifs ?

Les officiers supérieurs de Tsahal en service actif font très attention à ne pas donner l'impression de prendre position en faveur d'un camp ou d'un autre. Mais l'un des officiers avec qui j'ai parlé récemment m'a rappelé qu'il avait vécu une situation similaire en août 2005, lorsqu'il

commandait une unité chargée d'évacuer de force les colons de la bande de Gaza dans le cadre du plan de "déconnexion" [désengagement] imposé par le Premier ministre Ariel Sharon.

Quatre de ses officiers subordonnés affectés à l'opération d'évacuation étaient des diplômés de la yeshiva d'Éli, un bastion idéologique de premier plan du sionisme religieux en Cisjordanie. Ils étaient émotionnellement, idéologiquement et politiquement opposés au principe même du retrait israélien hors de la bande et surtout au démantèlement des implantations juives et à l'évacuation de leurs habitants. Pourtant, aucun d'eux n'a refusé d'appliquer les ordres ni demandé à être dispensé de sa tâche. De même, le général de réserve Gershon Hacohen, bien que nationaliste religieux, accepta, à contrecœur, de remplir sa mission.

En d'autres termes, mon interlocuteur estime que, comme les soldats de droite en 2005, les soldats de centre gauche doivent à leur tour comprendre aujourd'hui que refuser un ordre ou s'y soustraire risque de coûter cher à Israël.

Pour l'instant, la vague de protestation contre la "révolution

judiciaire" et le nombre de cas d'objection "grise" ne constituent pas une menace pour la sécurité nationale de l'État d'Israël et la sécurité physique de ses citoyens.

Mais si la crise constitutionnelle persiste voire s'aggrave, l'objection "grise" représentera alors une menace existentielle, avertissent plusieurs responsables de l'état-major. Au vu de l'amplification des manifestations, cette crainte n'est peut-être pas exagérée.

— Ron Ben-Yishai

Publié le 26 février

SOURCE



YEDIOT AHARONOT

Rishon Lezion, Israël

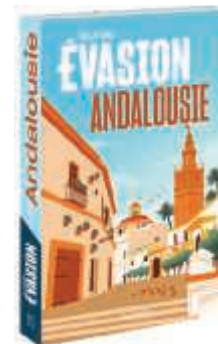
Quotidien

yediot.co.il

Créé en 1939, le quotidien "Les Dernières Informations" marie un certain sensationnalisme à un journalisme d'investigation et à des débats passionnés.

Situé à droite, Yediot Aharonot défend toutefois une ligne éditoriale indépendante de la droite nationaliste, ligne souvent caustique ou courageuse sous les plumes d'éditorialistes et d'écrivains ayant pignon sur rue.

Chaque mois, découvrez les événements et les avantages réservés aux abonnés de *Courrier international*.

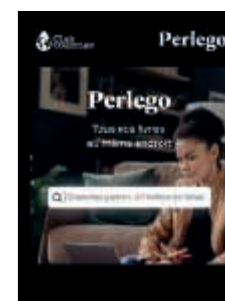


GUIDE

Jouez pour remporter un exemplaire physique du guide **Évasion Andalousie** proposé par Hachette.

CINÉMA

Recevez un code pour découvrir **Seule la terre**, de Francis Lee via UniversCiné.

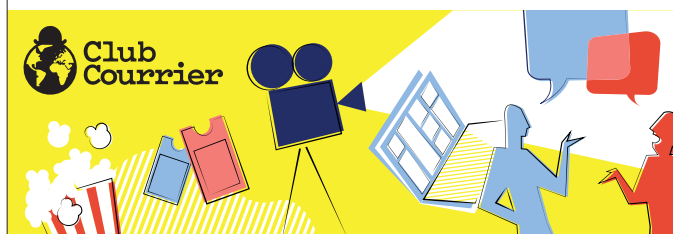
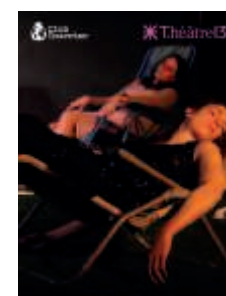


ABONNEMENT

Tentez de remporter un an d'abonnement numérique à la bibliothèque en ligne **Perlego**.

THÉÂTRE

Tentez de remporter une invitation pour deux personnes pour la représentation du **Massacre du printemps**, d'Elsa Granat, le 9 mars au Théâtre 13.



IRAK

Sur la piste des trésors cachés de Daech

Après sa défaite, en 2017, le groupe djihadiste a laissé derrière lui un énorme magot, amassé au fil des ans et disséminé dans plusieurs localités du pays, suscitant la convoitise des divers groupes présents sur le terrain.



CARTOON MOVEMENT

—The Guardian Londres

Il y a trois ans, Ayad, un ancien officier de l'armée irakienne, a reçu un coup de fil d'un contact qui était encore il y a peu son ennemi. L'homme, un berger originaire d'Al-Baaj, ancien fief du groupe terroriste État islamique (EI), avait des informations à partager avec lui. Pendant des années, le berger avait travaillé avec l'EI, et vivait à Al-Baaj, dans le nord de l'Irak, tombé aux mains des islamistes en 2014.

Le berger était désormais détenteur d'un énorme secret : il savait où les terroristes avaient caché le fruit de leurs pillages. Il connaissait notamment un site où des combattants de l'EI avaient enterré au moins 3 millions de dollars. Si Ayad avait les moyens de déterrer ce butin,

ils pourraient ensuite se le partager. Le berger avait contacté Ayad parce qu'il pensait que cet ancien officier avait le réseau nécessaire et les bons contacts pour mener à bien cette mission.

Bijoux, lingots d'or. "Et ensuite, j'ai commis une énorme erreur, regrette Ayad. J'ai appelé mon cousin qui bossait pour les services secrets et qui pouvait se rendre sur place plus facilement. Je lui ai demandé de récupérer le butin. Il m'a promis qu'il le ferait."

Depuis la défaite de l'EI en Irak et en Syrie, Ayad n'est pas le seul à avoir obtenu des informations de ce genre. Et la période la plus chaotique de l'histoire récente du Moyen-Orient révèle peu à peu ses secrets. Enfouies sous le sable du désert et dans

les ruines des villes d'Irak et de Syrie, une multitude de caches sont peu à peu mises au jour, souvent par des gens improbables. D'anciens ennemis autrefois irréconciliables sont prêts à s'associer pour récupérer les trésors de l'EI, tandis que des familles entières se déchirent dans cette même quête.

Caché sur les îles de l'Euphrate, au fond des puits de la province d'Anbar, dans les égouts de la vieille ville de Mossoul et sous des maisons ordinaires près de Ninive, le trésor de guerre du califat refait peu à peu surface, et il est lentement localisé par un petit réseau de gens qui attendent patiemment l'occasion de s'emparer de lingots d'or, de liasses de dollars et de bijoux que l'EI avait récupéré



ENQUÊTE

pour constituer son trésor de guerre. On ignore la quantité et la nature des trésors qui ont été enterrés au moment de la débâcle de l'EI. Mais les sommes découvertes jusqu'à présent ont de quoi faire rêver les chasseurs de trésors.

Un ancien membre de l'EI aujourd'hui installé en Syrie assure : "Ce n'est pas un mythe. [...] Mais il ne reste que quelques personnes encore en vie pour dire où sont planqués ces magots."

Dans certains cas, des pactes faustiens ont été passés entre des membres de l'EI retenus prisonniers et leurs geôliers cupides. Et, dans d'autres, des milices, des groupes de soldats, des tribus et des espions attendent depuis des années près d'une cache

Des pactes ont été passés entre des membres de l'EI prisonniers et leurs geôliers cupides.

de trésor, dans l'espoir qu'un concurrent baisse la garde ou se désintéresse du butin.

Les anciens membres de l'EI, comme ce berger, sont très recherchés. "Il est devenu membre de l'EI parce qu'il n'avait pas vraiment le choix, explique Ayad. Il voulait aussi sa part du gâteau."

Le cousin d'Ayad a emmené deux hommes à Al-Baaj fin 2019. Il a suivi à la lettre les indications qui lui avaient été rapportées. "Je lui ai dit de marcher jusqu'au bout du tuyau d'irrigation et ensuite de prendre à droite sur plusieurs mètres et de commencer à creuser. C'est ce qu'il a fait

et il a découvert un tonneau bleu en plastique recouvert d'un filet. Il m'a appelé et m'a demandé ce que j'en pensais. Je suis spécialiste des explosifs, et donc je lui ai dit qu'il pouvait être piégé. Ils ont quand même ouvert le tonneau et l'argent était dans des sacs bien fermés."

Les secrets de Mossoul. Pour les policiers, les prisonniers de l'EI et les officiers du renseignement, c'est la vieille ville de Mossoul qui regorge le plus de ces trésors cachés. Même si la ville est en cours de reconstruction et que les travaux de la grande mosquée Al-Nouri – là où le chef de l'EI Abou Bakr Al-Baghdadi avait proclamé le califat, à la mi-2014 –, sont presque terminés, les ruines révèlent encore bien des surprises.

Il y a deux ans, un policier irakien a trouvé un sac contenant 1,5 million de dollars dans une maison en ruine. Il témoigne : "J'ai compté l'argent et j'ai décidé de le rapporter au gouvernement. [...] C'était mon devoir, pensais-je alors à l'époque. Mais vous savez ce qu'ils m'ont dit ? Ils m'ont demandé où j'avais caché le reste. Plutôt que de me remercier, ils m'ont soupçonné et j'ai failli avoir des ennuis."

Près de son bureau dans la vieille ville se trouvent deux sites qui cacheraient des trésors. Toutes les forces de sécurité qui contrôlent la ville le savent.

"Il y en a un près d'un bâtiment de l'Unesco et un autre à proximité, dit-il. Personne n'ose lancer des fouilles, car il y a des caméras. Et personne n'a pu se mettre d'accord sur le partage du butin."

En novembre, The Guardian a visité l'un des sites et a trouvé un trou fraîchement creusé dans



L'État islamique à son apogée (en 2015) : présence modérée — présence forte

COURRIER INTERNATIONAL

↳ Dessin de Carlos David Fuentes, Cuba.

GÉOPOLITIQUE

Quel avenir pour l'islam politique?

Entre la volonté de modernisation en Arabie saoudite et le possible déclin de l'AKP en Turquie, l'islamisme sunnite perd deux grands parrains. En Iran, le chiisme politique est aussi mis à mal.

—Daraj Beyrouth

La laïcité, la Cour suprême, l'enseignement public, les droits des Palestiniens, l'égalité hommes-femmes, l'acceptation de l'homosexualité... Beaucoup d'acquis ou de sujets sont aujourd'hui menacés par la participation de partis radicaux juifs au nouveau gouvernement de coalition du Premier ministre israélien, Benyamin Nétanyahou. Les Palestiniens, et plus généralement les Arabes, récupéreront-ils ces thématiques pour se positionner comme progressistes et modernes par contraste avec la montée en puissance du fondamentalisme en Israël? Ou au contraire réagiront-ils par la surenchère, en favorisant encore plus [la place de] l'islam pour faire pièce à un surplus de judaïsme.



ANALYSE

Une lutte pour le poste de nouveau guide fait rage au sein des Frères musulmans.

Tout porte à croire que ce sera plutôt la seconde option qui l'emportera puisque le Hamas et le Jihad islamique pèsent incomparablement plus lourd que les forces progressistes. En revanche, ni l'un ni l'autre ne pourront s'appuyer sur la mouvance islamiste plus large. Car dans l'ensemble de la région, l'islam politique n'est pas au meilleur de sa forme.

En Turquie, les élections fixées au 14 mai prochain s'annoncent difficiles [pour le président Erdogan et son parti islamo-conservateur, l'AKP]. Et il est significatif que le principal

sujet de campagne ne soit pas la crise économique aiguë, mais le rejet raciste des réfugiés syriens [et l'incurie du gouvernement depuis les séismes du 6 février].

Dans le passé, Erdogan leur avait ouvert ses bras pour leur permettre d'échapper à l'enfer de la répression menée par Bachar

El-Assad. Il s'était posé en allié du peuple syrien et en contempteur du régime. Aujourd'hui, il semble prêt à se réconcilier avec le régime pour négocier avec lui

le retour de ces mêmes réfugiés en Syrie.

Cela a fait perdre à Erdogan son lustre de protecteur des musulmans sunnites et de figure tutélaire des partis politiques islamistes, voire de groupes armés.

À cela s'ajoute un autre virage de la politique turque. [Après des années de froid avec Israël], on assiste en effet à un réchauffement des relations entre Ankara et Tel-Aviv avec l'annonce [en août 2022] du rétablissement des relations diplomatiques entre Israël et la Turquie.

En outre, l'Arabie saoudite, qui fut jadis le principal parrain de l'islamisme sunnite, n'accorde plus guère de place à l'islam dans son projet politique. Le prince héritier Mohammed ben Salmane (MBS) mise en effet davantage sur l'ouverture du pays ainsi que sur la culture du divertissement.

Mais c'est surtout la matrice même des mouvements islamistes, à savoir les Frères musulmans, qui se trouve aujourd'hui affaiblie.

Leur organisation ne s'est pas remise des deux coups successifs subis, en Égypte d'abord, avec le [coup d'État contre le président] frériste Mohammed Morsi [par le général Abdel Fattah Al-Sissi, en 2013], puis en Tunisie avec la mise hors jeu [en 2022 par le président tunisien, Kaïs Saïed,] de Rached Al-Ghannouchi [chef de file du parti Ennahda, affilié aux Frères].

Et, comme cela arrive généralement par temps de crise, les divisions internes font surface. Les Frères musulmans sont ainsi secoués par une lutte intestine pour le poste de nouveau guide, [lutte qui s'est ravivée] depuis le décès du guide intérimaire Ibrahim Mounir, en novembre dernier, entre le "camp égyptien" et le "camp londonien", soutenu par le "camp stambouliote".

Il n'est pas impossible que cela mène à l'implosion de cette très vieille organisation. Quoi qu'il en soit, c'est tout le paysage régional qui montre que le contexte n'est plus aussi favorable que par le passé pour permettre aux islamistes [de tous bords] de prospérer et de concrétiser leurs ambitions politiques.

Au moment où Recep Tayyip Erdogan n'apparaît plus comme le protecteur des sunnites, l'islam chiite assiste aussi à l'affaiblissement de son principal pôle, à savoir le régime des mollahs iraniens. L'Iran est en effet affaibli par ses difficultés intérieures, avec la crise économique, la contestation et la répression en cours, notamment les exécutions, qui entachent son image.

Mais c'est surtout en Irak que ce recul de l'influence de l'Iran et de l'islam politique chiite est visible. Le Premier ministre irakien, Mohammed Chia Al-Soudani, qui a été porté au pouvoir par les forces irakiennes alliées de Téhéran [en octobre 2021], n'a pas tardé à montrer des signes d'indépendance [et une volonté de se rapprocher des Américains]. Il sait probablement que c'est pour lui le seul moyen de remédier à la dégradation de la situation économique.

—Yasmine Ibrahim
Publié le 17 janvier

✍ Dessin de Heidari, Iran.



un sous-sol. "J'ai creusé un trou là où on m'a dit, et tout ce que j'ai trouvé, c'est un sac contenant des explosifs, a expliqué l'un des hommes présents. Il y avait bien quelque chose là, mais quelqu'un s'en était déjà emparé."

Plus à l'ouest, vers la frontière syrienne, les milices chiites sont également à la recherche de trésors. Des prisonniers placés sous leur garde ont laissé entendre que certaines des plus grosses prises d'argent liquide et de lingots avaient été placées dans des réfrigérateurs enterrés près de la ville d'Al-Qaim, à la frontière syrienne.

"Impossible de trouver l'endroit, explique l'un des membres de la milice. Mais c'est là quelque part."

Au sud d'Al-Qaim, il a été confirmé qu'un stock d'or et de liquide d'une valeur d'environ 16 millions de dollars reposait intact sous un puits depuis qu'il avait été enterré, à la fin de 2018. Les milices chiites, les membres des tribus, [les cellules dormantes de] l'EI et les responsables irakiens en connaissent l'emplacement, mais aucun n'ose s'en emparer à l'insu des autres groupes, de peur de subir des représailles. "Tout le monde a l'œil dessus depuis longtemps, avance une source proche du Hezbollah libanais en Irak. Si un groupe essayait de le récupérer, les autres tueraient [ses membres]."

Le cousin d'Ayad affirme être rentré bredouille de sa chasse au trésor à Al-Baaj, mais Ayad a du mal à le croire. "Il m'a raconté qu'il n'y avait rien dans les boîtes et que la mission avait échoué. [...] Je ne l'ai pas cru. Plus tard, sa femme m'a dit qu'elle avait vu des piles d'argent chez eux. Il y avait 3 millions de dollars au total. Il s'est acheté quatre nouvelles villas depuis. Et il continue à me dire qu'il n'a rien trouvé."

Le berger est aussi reparti les mains vides. "C'est mon plus grand regret d'avoir fait confiance [à mon cousin], ajoute Ayad. Je sais qu'il y a d'autres trésors à découvrir, mais c'est le seul dont j'ai eu connaissance. J'étais officier dans l'armée irakienne quand Mossoul est tombée. Je suis retourné me battre contre l'EI. Nous avons tous payé un lourd tribut pour reconstruire ce pays."

—Martin Chulov et Nechirvan Mando
Publié le 20 janvier



Corée du Nord. Coincés en Chine

En janvier 2020, Pyongyang a fermé ses frontières pour ne pas laisser entrer le Covid-19. Les ouvriers des usines chinoises ont dû rester en Chine, contraints et forcés.



—Asahi Shimbun Tokyo

Depuis que les autorités chinoises ont abandonné les mesures strictes mises en place pour contenir l'épidémie, la vie quotidienne a repris son cours en Chine, sans quarantaines ni tests incessants. Mais le nombre de contaminations y a explosé. Otages des politiques sanitaires chinoises et nord-coréennes, les Nord-Coréens, quant à eux, n'ont pas été autorisés à rentrer chez eux depuis le début de la pandémie, il y a trois ans.

Après l'assouplissement notable de la politique "zéro Covid", le 7 décembre dernier, les contaminations massives ont notamment contraint plusieurs usines du nord-est du pays, qui emploient des ouvriers nord-coréens, à suspendre leurs activités, selon des sources locales.

La maladie a emporté des expatriés nord-coréens qui présentaient des facteurs de risque sous-jacents, parmi lesquels un commerçant, dont les funérailles ont été organisées par des amis à la place de sa famille vivant en Corée du Nord.

Au début du mois [de janvier 2023], à Dandong, dans la province chinoise du Liaoning, frontalière de la province nord-coréenne de Sinuiju, une ouvrière nous a interpellés sur un ton pressant : "Quand rouvriront les frontières ? Vous avez des informations ? Je veux rentrer chez moi et revoir ma mère le plus vite possible."

En janvier 2020, lorsque l'épidémie de Covid-19 a éclaté en Chine, la Corée du Nord a fermé ses frontières [elle a été le premier pays à le faire], laissant de l'autre côté les ouvriers et commerçants qu'elle y avait

envoyés pour gagner des devises étrangères.

Dans le cadre des sanctions décidées par les Nations unies contre la Corée du Nord, et en vue de couper les sources de financement de ses programmes nucléaire et balistique, le Conseil de sécurité avait voté [en 2017]

"Je veux rentrer chez moi et revoir ma mère le plus vite possible."

Une ouvrière nord-coréenne

une résolution ordonnant le rapatriement des travailleurs nord-coréens de l'étranger avant [le 22] décembre 2019. Pourtant, aujourd'hui encore, des Nord-Coréens travaillent en Chine sans visa de travail.

Ceux qui étaient prêts à rentrer chez eux après l'adoption de

la résolution onusienne n'ont pu le faire à cause de la fermeture des frontières. Certains ne sont pas retournés dans leur pays depuis plus de cinq ans. Selon nos contacts dans les usines du nord-est de la Chine, de nombreux travailleurs nord-coréens se sont plaints l'année dernière de maux de tête et de ventre. Les consultations à l'hôpital n'ont cependant rien révélé de grave. "Ce doit être à cause du stress qu'ils éprouvent de ne pas pouvoir rentrer chez eux", estime-t-on. Certains souffrent même de dépression et d'insomnies.

Une Nord-Coréenne d'une vingtaine d'années qui travaille dans un restaurant du nord-est de la Chine a écrit une lettre pour l'anniversaire de sa mère, même si elle n'a aucun moyen de la lui faire parvenir pour le moment : "Je souhaite noter sur le papier ce que je ressens aujourd'hui, combien je pense à elle. Je lui donnerai ma lettre quand je rentrerai chez moi."

Vigilance accrue. Les discussions se poursuivent entre la Chine et la Corée du Nord – qui désire rapatrier ses travailleurs pour en envoyer d'autres – sur le calendrier de la reprise de la circulation des personnes entre les deux pays. L'année dernière, les rumeurs de la réouverture prochaine des frontières se sont répandues à plusieurs reprises sans se concrétiser, provoquant chaque fois la déception des travailleurs nord-coréens.

Selon certaines sources dans le domaine des échanges commerciaux sino-nord-coréens, plusieurs postes de douane du nord-est de la Chine, dont celui de Dandong, se préparent à rouvrir au transport de marchandises à destination et en provenance de la Corée du Nord. "La circulation des personnes devrait aussi reprendre en avril ou mai prochain", pensent un certain nombre de commerçants.

Les observateurs notent toutefois que la Corée du Nord a renforcé sa vigilance sanitaire vis-à-vis de la Chine depuis la fin de sa politique "zéro Covid". Les habitants des régions frontalières ont par exemple été sommés de ne plus s'approcher du fleuve qui sépare les deux pays.

—Kim Sun-hi
Publié le 18 janvier

↳ Dessin de Del Rosso, Italie.

Repères



SOURCE



ASAHI SHIMBUN

Tokyo, Japon

Quotidien, 6 410 000 ex.

asahi.com

Fondé en 1879, chantre du pacifisme nippon depuis la Seconde Guerre mondiale, le "Journal du Soleil-Levant" est une véritable institution. Trois mille journalistes, répartis dans 300 bureaux nationaux et 30 à l'étranger, veillent à la récolte de l'information. Pour un intellectuel japonais, écrire dans l'Asahi Shimbun est une consécration. Le groupe Asahi est présent dans tous les secteurs des médias (radio, télévision, édition) et publie de nombreux journaux.



SUR NOTRE SITE

courrierinternational.com

Les fiancés de la frontière

Avant le confinement, au Liaoning, du côté chinois de la frontière, des Coréennes du Nord envoyées travailler à l'usine croisaient des compatriotes de retour de Russie. Séduction express, fiançailles éclair... Le but : trouver un conjoint qui puisse les sauver de l'ordinaire nord-coréen. Un récit de l'Asahi Shimbun.

INDE

À la recherche des anciens parfums

Aujourd'hui, les habitants de Delhi se pressent dans les magasins de produits traditionnels pour retrouver les senteurs extraites d'herbes et de plantes. Les commerçants ont adapté leur offre.



IKON IMAGES

—The Hindu Madras

Voilà plus de deux cents ans que Gulabsingh Johrimal, minuscule échoppe nichée dans le quartier de Chandni Chowk, dans le vieux Delhi, sert une clientèle fidèle de connaisseurs venant du monde entier pour se fournir en essences (*rubi*) et parfums sans alcool (*attar*) concoctés à partir de fleurs, de bois, d'herbes et d'épices.

Cette boutique a été ouverte en 1816 par Lala Gulab Singh, un entrepreneur originaire de Jhajjar, dans l'État d'Haryana [qui jouxte Delhi, dans le nord de l'Inde], et son fils Gulab Gundhi. À en croire leur descendant Kunal Gundhi, propriétaire de la huitième génération, ces *attar* ont servi à parfumer les longs manteaux – ou *sherwanis* – du dernier empereur moghol, Bahadur Shah Zafar (1775-1862), et du

célèbre poète en langue ourdoue Mirza Ghalib (1797-1869). “Nos parfums les plus demandés – khalifa, mukkhalat, white oud, ameeri oud et royal oud – sont conservés dans des flacons en verre spéciaux. Porter du parfum est une tradition dans la plupart des familles, ici. Ça devient une partie de votre identité et de votre mode de vie”, explique-t-il.

À l'image de Gulabsingh Johrimal, plusieurs entreprises familiales de parfum voient leurs affaires prospérer en dépit de l'apparition des déodorants. Une des principales raisons en est la demande en parfums sans alcool, réalisés à partir de fleurs et de plantes naturelles. Le développement du commerce en ligne en est une autre. Les parfumeurs étoffent leurs catalogues de produits et n'hésitent pas à personnaliser certaines recettes traditionnelles pour répondre aux exigences variées de leurs clients.

Abdul Rashid gère la boutique Abdul Ghani Mohd Ismaïl, fondée à Chandni Chowk en 1904. Il constate une augmentation de la demande depuis les vingt dernières années.

“L'arrivée des déodorants n'a pas eu de conséquences pour nous,

“Porter du parfum est une tradition dans la plupart des familles ici.”

Kunal Gundhi, PROPRIÉTAIRE DU GULABSINGH JOHRIMAL

car nous avons une clientèle fidèle qui fait confiance à nos produits. Nous n'utilisons pas de produits chimiques de synthèse, uniquement des extraits de plantes naturelles, qui durent beaucoup plus longtemps que les déodorants”, souligne Rashid.

Kunal Gundhi se souvient que, il y a encore trente ans, la variété et la demande de parfum étaient plus limitées. “Aujourd'hui, nous avons agrandi notre gamme de

produits et nous avons proposé de nouvelles variétés avec le commerce en ligne, ce qui nous a permis de multiplier nos ventes”, résume-t-il.

La boutique Jain Perfumes, installée depuis quarante-trois ans sur le marché Palika de la place Connaught, est remplie de tout petits flacons en verre ouvragés. Le gérant, Nikhil Jain, explique que la majorité des

“Les fragrances moins marquées, comme la rose de Damas, sont très demandées.”

Noman Zia, RESPONSABLE D'AL-NOOR ATTAR HOUSE

clients préfèrent aujourd'hui les parfums sans alcool. “Après avoir essayé les déodorants et les parfums importés, les clients reviennent en masse vers les extraits de fleurs et les plantes naturelles. Les déodorants sont peut-être faciles à utiliser, mais ils ne sont pas bons pour la peau”, dit-il.

À 54 ans, Mohammad Sabir dirige le magasin Attar House Perfumes, propriété de sa famille depuis six générations. Pour lui, le marché des *attar* se maintient en suivant de près les dernières tendances du marché.

“Les entreprises revisitent des formules traditionnelles et réinventent leurs produits pour créer de nouvelles lignes de parfum sans transiger sur la pureté et la qualité”, affirme Sabir.

À Nizamuddin, autre quartier commerçant de Delhi, Noman Zia, le responsable d'Al-Noor Attar House, explique que près de 70 % de ses clients sont des musulmans qui préfèrent les parfums sans alcool.

“Les substances naturelles comme le vétiver (*khus*), le *shamama*, l'*oud*, la *rose de Damas* (*gulab*) et le *jasmin* (*chameli*) représentent un énorme marché.”

Noman Zia poursuit : “Les anciens clients préféraient les *attar* assez forts. Aujourd'hui, il y

a une préférence pour les fragrances moins marquées. La *rose de Damas* et le *kaccha bela* sont très demandés en ce moment.”

Les fabricants d'*attar* ne cessent de renouveler leurs mélanges et compositions afin de rivaliser avec les parfums français. Responsable d'Al Madni Perfumes, à Shaheen Bagh, dans le sud de New Delhi, Farhat Moin explique que si les parfums français sont entrés en force sur le marché, ils n'ont toutefois jamais réussi à entamer la part des *attar* :

“Nous étudions sans relâche les parfums français pour comprendre les demandes de nos clients. Ils nous demandent souvent de créer des *attar* à partir de parfums français, et nous les personnalisons en fonction de leurs goûts.”

“Quand un client souhaite un *attar* ayant la fragrance d'un parfum français, nous demandons des échantillons de ce parfum et nous préparons nos propres mélanges avec nos *attar*”, poursuit Gundhi.

“Quand les parfums avec applicateurs à bille sont apparus, les fabricants d'*attar* se sont vite adaptés pour proposer des *attar* avec applicateurs à bille. Ensuite, il y a eu les vaporisateurs, et là aussi nous avons réimaginé les tenances de nos produits pour répondre aux demandes de nos clients”, résume Sabir.

—Samridhi Tewari

Publié le 21 novembre 2022

SOURCE



THE HINDU

Madras, Inde

Quotidien, 700 000 ex.

thehindu.com

Né en 1878 à Chennai (Madras) en tant qu'hebdomadaire, *The Hindu* est devenu quotidien en 1889. Le journal est connu pour son opinion politique de centre gauche ainsi que pour ses analyses indépendantes et ses prises de position équilibrées.

SIX PIEDS SUR TERRE

D'autres voix pour un monde durable

UN NOUVEAU PODCAST SIGNÉ À ÉCOUTER SUR NOTRE SITE ET SUR VOTRE APPLICATION DE PODCAST PRÉFÉRÉE



amériques

Brésil. Marina Silva, "ministre de l'Amazonie"

Née dans une famille pauvre en plein cœur de l'Amazonie, cette championne de la lutte contre la déforestation est redevenue ministre de l'Environnement.

—El País América Mexico

A 20 ans, Marina Silva se battait déjà contre la déforestation dans sa région natale, l'Acre, un État d'Amazonie si éloigné de tout et si peu peuplé que les Brésiliens disent en plaisantant qu'il ne doit pas exister puisque personne ne le connaît. Elle s'unissait aux collecteurs de latex et à leurs familles qui formaient des barricades humaines pour empêcher que les arbres dont ils dépendaient pour survivre – dans des conditions misérables – ne soient abattus et vendus illégalement. La lutte contre la déforestation est l'un des principaux défis de la nouvelle ministre de l'Environnement et du Changement climatique.

Marina Silva a rencontré le légendaire Chico Mendes – le leader du syndicat des collecteurs de latex assassiné en 1988 – au cours de ces combats qui ont ensemencé la conscience politique de la jeune femme qu'elle était, et qui

n'avait appris à lire et à écrire qu'à l'adolescence. Ce retard a eu des conséquences : avant de commencer à lire son long discours d'investiture [Le 4 janvier] à Brasilia, elle a demandé aux invités d'avoir de la patience.

Elle est née dans une plantation d'hévéas au milieu de la forêt, où les patrons imposaient aux ouvriers des dettes impossibles à rembourser et où il n'y avait pas d'école. Son père lui a appris à faire des additions et des soustractions pour calculer

les sommes dues, et, à l'âge de 10 ans, elle collectait du latex pour les payer.

Après la mort de sa mère, sa mauvaise santé (minée par le paludisme, les hépatites et une contamination par le mercure utilisé dans les mines illégales) l'a conduite en ville, où elle a appris à lire et à écrire et a enterré l'idée d'entrer au couvent. À l'université, elle a découvert le marxisme et le goût des études. Elle est devenue historienne.

Après la dictature, dans les années 1980, elle allait dans tous les villages expliquer aux travailleurs modestes que, dans la lointaine Brasilia, leurs députés étaient en train de rédiger une nouvelle Constitution par-

ticulièrement importante pour les gens comme eux : "Nous avons toujours eu des devoirs, jamais de droits", déclare-t-elle dans une vidéo datant

de cette époque.

Marina Silva, 65 ans, a suivi l'un de ces parcours politiques si communs au Brésil : elle a été conseillère municipale, députée d'État, sénatrice, députée fédérale. Elle a même caressé un temps le rêve de devenir la première présidente noire (et évangélique) du pays. La ministre, élevée en Amazonie, celle qui, au début du

xxi^e siècle, a obtenu la plus forte baisse de la déforestation, a été rappelée par son ancien patron, le président Luiz Inácio Lula da Silva. Elle a pris pour la deuxième fois la tête du ministère de l'Environnement d'un pays qui, avec elle, était devenu un excellent élève en matière de questions climatiques, et que Jair Bolsonaro et son gouvernement ont transformé en paria de l'environnement sous les yeux d'un monde de plus en plus conscient de la gravité de la crise climatique.

D'apparence à la fois fragile et sévère, elle transmet une grande sérénité. Elle a l'air d'une mystique. Toujours vêtue de façon simple, avec un collier coloré, un chignon serré et des cheveux blancs qu'elle ne cherche pas à cacher, elle est tenace, habile et ambitieuse. Elle a trois

filles et un fils issus de deux mariages. Comme beaucoup d'autres femmes publiques, ses compatriotes l'appellent familièrement par son prénom, Marina.

Elle a été décrite comme "la Lula en jupons", une définition qui ne déplaît pas à l'anthropologue Juliano Spyer, qui mène aujourd'hui des recherches sur le phénomène évangélique, et qui,

En raison de sa foi, elle a été victime de l'une des premières campagnes de fake news du pays.

toujours en contact avec elle, avait travaillé à sa campagne présidentielle de 2010 : "Ils ont beaucoup de choses en commun. Ce sont les plus grands dirigeants issus de la classe ouvrière que le Brésil ait comptés, et des modèles en matière de lutte contre les inégalités. La différence est que Marina se concentre sur l'écologie et la durabilité et que le monde académique et la religion sont importants pour elle."

En résumé, poursuit-il, "elle est beaucoup plus accessible et amusante. Elle a un grand sens de l'humour, un humour populaire et, en bonne politicienne, une mémoire des noms impressionnante."

La première collaboration de Marina Silva avec Lula a été très fructueuse : ils ont créé des réserves naturelles et amérindiennes, le taux de déforestation a chuté et elle a reçu le prix Goldman – le Nobel vert. Mais elle s'est mal terminée. La ministre a démissionné en 2008, lorsque le gouvernement a fait passer de grands projets d'infrastructure en Amazonie avant la protection du précieux écosystème.

Une rupture symbolisée par le barrage hydroélectrique de Belo Monte, qui a détruit une grande partie du bassin du fleuve Xingu [dans le nord du pays]. Un peu plus tard, elle a aussi claqué la porte du Parti des travailleurs de Lula (PT). Seuls Bolsonaro, l'urgence de "sauver la démocratie brésilienne et l'Amazonie" ainsi que la promesse que

↳ Marina Silva. Dessin de Cajas paru dans El Comercio, Quito.

l'environnement serait un sujet prioritaire et transversal dans le troisième mandat de Lula ont permis la réconciliation.

Marina Silva s'est présentée à trois reprises à la présidence de son pays. Et elle a été victime de l'une des premières campagnes de fake news au Brésil, une chasse aux sorcières orchestrée par son ancien parti en raison de sa foi : "Tout à coup je suis devenue homophobe, j'allais supprimer la laïcité et introduire le créationnisme dans les écoles", raconte-t-elle dans un documentaire sur les évangéliques. Ce qui était complètement faux.

Lors de la campagne électorale, elle a proposé d'ouvrir le débat sur le droit à l'avortement. Elle est opposée à tout retour en arrière sur les trois cas où l'interruption de la grossesse est aujourd'hui légale – viol, risque de mort pour la mère et grave malformation du fœtus.

La foi est pour elle une affaire privée. Elle ne fait pas de prosélytisme et son discours ne s'adresse pas au seul électorat évangélique.

Maintenant que l'Amazonie est devenue un sujet de préoccupation mondiale, Marina Silva s'attelle à la tâche titanessque de maintenir debout ces arbres qu'elle embrassait quand elle était enfant, de créer une bioéconomie viable et de faire en sorte qu'au lieu d'être un problème alimentant l'urgence climatique le Brésil devienne une partie de la solution.

—Naiara Galarraga Gortázar
Publié le 7 janvier

PORTRAIT



SOURCE



EL PAÍS AMÉRICA

Mexico, Mexique
elpais.com/america

C'est depuis sa rédaction de Mexico que le plus grand quotidien espagnol, qui se veut "global", alimente ce site d'information dédié à l'actualité des Amériques. Il s'appuie sur des correspondants installés dans la quasi-totalité des pays d'Amérique latine mais aussi, bien sûr, aux États-Unis.



CUBA

Le mythe d'un pays paisible s'effondre

La grave crise économique que traverse le pays a entraîné une hausse inédite de la délinquance, s'alarme ce chroniqueur d'un site dissident.



—Cubenet (extraits)
Coral Gables (États-Unis)

Si il est un domaine où le castrisme a montré son efficacité, c'est dans sa capacité à créer des mythes : la Sierra Maestra, Che Guevara, la menace américaine, le prétendu génie de Fidel Castro, les plus de 600 attentats auxquels il aurait échappé, le blocus américain [terme utilisé par le régime pour désigner l'embargo] responsable de presque tous les maux de Cuba, la santé et l'éducation gratuites, un peuple cultivé et éduqué, une société solidaire et juste, etc.

Un autre de ces mythes, parfait pour attirer les touristes étrangers, veut que Cuba soit un pays paisible et sûr, où l'on peut se promener partout à toute heure sans craindre pour sa sécurité. Mais

ce mythe, comme presque tous les autres, est en train de s'effondrer : ces dernières années, les agressions en pleine rue, les vols à l'arraché de téléphones portables, de sacs à main et de sacs à dos se multiplient. Il y a des agresseurs prêts à tout pour une montre ou une chaîne en or ; parfois même à vous tuer. Et le nombre de meurtres, quelquefois atroces, est en augmentation.

Armes interdites. En décembre, à La Havane, un Cubain résidant en Espagne venu rendre visite à sa famille à Cuba a été frappé, poignardé et égorgé par des assaillants qui ont fait irruption chez lui [pour lui voler son argent].

Dans la presse officielle cubaine, aucune mention de ces faits divers, mais les nouvelles se propagent rapidement et créent

un sentiment d'insécurité. Par conséquent, les gens évitent de sortir la nuit, les maisons sont protégées par des murs de plus en plus hauts et des chiens de plus en plus féroces, et les gens réfléchissent à deux fois avant d'ouvrir leur porte à un inconnu.

La fréquence de ces crimes est étonnante quand on sait que, à Cuba, la possession d'armes est strictement interdite, qu'il y a des comités de défense de la révolution [CDR, chargés notamment du quadrillage idéologique dans chaque quartier] et d'innombrables informateurs, que vous pouvez aller en prison simplement parce que le chef de secteur des CDR pense que vous êtes sur la mauvaise pente, et qu'il y a tellement de policiers dans les rues qu'on dirait une armée d'occupation. En 2016, selon les données de l'Office des Nations unies contre la drogue et le crime (ONUDC), Cuba avait un taux d'homicide de 5 pour 100 000 habitants. Il ne fait aucun doute qu'aujourd'hui, avec la crise dans laquelle Cuba se débat – la pire de son histoire –, ce taux d'homicide a dû augmenter.

Les frustrations, l'exaspération et la violence des habitants de l'île ne sont pas un mythe. Pour une place dans une file d'attente, un pied écrasé dans un bus bondé ou une querelle entre voisins, les Cubains sont prêts à en venir aux mains avec tout ce qu'ils trouvent à leur portée. Les dettes d'argent se soldent souvent par la violence. Sans parler des règlements de comptes entre gangs, des fêtes reggaeton qui se terminent presque toujours par des échanges de coups de couteau, des rixes entre ivrognes ou des bagarres entre prisonniers.

Et les violences au sein des couples sont de plus en plus nombreuses. Elles sont commises par jalousie, par dépit. Et bien qu'officiellement les féminicides n'existent pas à Cuba, la majorité

des victimes de ces crimes sont des femmes [lire ci-contre].

Malgré les spots télévisés, les campagnes de la Fédération des femmes cubaines et du Cenosex [Centre national d'éducation sexuelle] et les centres d'aide aux familles, la violence domestique ne diminue pas. Comment pourrait-elle diminuer alors que nous vivons les uns sur les autres et dans un stress inimaginable ? Les couples sont comme chiens et chats. De nombreux hommes passent leurs frustrations sur leurs femmes, les insultent et les battent.

Piètre consolation. Peu de femmes portent plainte, parce que généralement la police préfère leur conseiller de résoudre le problème avec leur conjoint, en



CHRONIQUE

vertu de ce dicton très ancré dans les mentalités selon lequel "personne ne doit s'interposer entre mari et femme".

Quant à la police nationale révolutionnaire, elle a d'autres tâches plus importantes à accomplir, comme ramasser les morts après une bagarre, protéger les touristes étrangers, extorquer de l'argent aux prostituées, ou aider la Sécurité d'État à réprimer les dissidents.

Les taux d'homicides figurant dans les rapports de l'ONUDC n'indiquent pas toujours le niveau général de violence dans un pays, mais ils en donnent une assez bonne idée. Certains se consolent en constatant que d'autres pays du continent ont des taux d'homicides plus élevés que Cuba. C'est une piètre consolation. Le fait que Cuba ne soit pas l'un des pays ayant les taux d'homicides les plus élevés d'Amérique latine ne signifie pas que la violence dans la société cubaine ne soit pas un phénomène de plus en plus alarmant. Et le pire, c'est que les causes de ce phénomène, loin de diminuer, vont en s'aggravant.

—Luis Cino

Publié le 29 janvier

Vague de féminicides

●●● L'un des derniers meurtres en date remonte au 13 février. C'était à Santiago de Cuba, la deuxième ville du pays.

"Yurina Yaque Pérez, 51 ans, a été égorgée dans la rue par un homme avec qui elle entretenait une relation, selon ses proches", relate le site indépendant

14ymedio. C'était la onzième femme assassinée depuis le début de l'année. L'information a été reprise par le collectif qui dénonce les violences faites aux femmes Yo sí te creo ("Moi, oui, je te crois"), qui observe que ce chiffre atteint déjà un tiers du nombre de féminicides recensés sur toute l'année 2022, soit 36.

Mais cette vague de féminicides n'en est officiellement pas une, car ce crime n'est pas reconnu comme tel par le Code pénal cubain. Le fait que le meurtrier d'une femme soit son mari ou son compagnon n'est même pas reconnu comme une circonstance aggravante.

Les médias officiels de la dictature n'en font donc jamais état. Cependant, étant donné l'inquiétude actuelle qui se fait jour sur les réseaux sociaux, le site Cubadebate, proche du pouvoir, a récemment publié un long article sur le sujet.

De façon étonnante pour un média quasi officiel, le site rejoint les associations indépendantes pour réclamer davantage d'informations de la part du régime : "Nous avons besoin de plus de statistiques publiques pour dresser un état des lieux réel des problèmes, nous avons besoin d'en savoir plus sur les victimes et leurs assassins, sur le contexte des faits, pour en identifier les causes culturelles et structurelles."

↳ Dessin d'Ajubel paru dans El Mundo, Madrid.

LES MOTS DES AUTRES

l'actualité racontée par les langues étrangères. Un podcast de Courrier international.

À ÉCOUTER SUR NOTRE SITE ET SUR VOTRE APPLICATION DE PODCAST PRÉFÉRÉE

ÉTATS-UNIS

Le maire de 18 ans qui veut sauver sa ville

Jaylen Smith est l'un des plus jeunes maires africains-américains jamais élus aux États-Unis. Surmotivé, il entend bien sortir du marasme la petite ville d'Earle, dans l'Arkansas, qui a perdu la moitié de ses habitants en trente ans.



—The New York Times
(extraits) New York

L'usine de chaussures a fermé et le supermarché a baissé son rideau de fer. Les voisins aussi sont partis, laissant leurs maisons tomber en ruine et se couvrir d'herbes folles et de pousses d'arbres.

De même, les meilleurs élèves du lycée d'Earle sont allés faire leurs études supérieures ailleurs et ont jugé que leur ville natale ne présentait pas assez d'attraits pour y revenir.

Jaylen Smith, 18 ans, aurait pu partir lui aussi, mais quand il a fini le lycée, au printemps dernier, il a décidé de rester à Earle,

une petite ville de la région du delta de l'Arkansas entourée de terres agricoles, où sa famille vit depuis des générations.

Et il ne s'est pas arrêté là, il s'est présenté à la mairie et il a gagné. Il a été investi dans ses nouvelles fonctions le 1^{er} janvier. *«Pourquoi est-ce que je devrais aller ailleurs pour être bien alors que je pourrais*

être bien ici, à Earle, dans l'Arkansas ?» demande-t-il, installé à son bureau de maire. Il ne tient pas en place : il signe des documents et ne cesse de répondre alternativement à un téléphone fixe et à son téléphone portable, qui sonnent constamment.

Au fil des ans, c'est surtout tout ce que la petite ville d'Earle a perdu qui a fini par la définir : sa population est passée de plus de 3 000 personnes dans les années 1990 à environ 1 800 aujourd'hui. Malgré tout, la ville baigne dans l'optimisme depuis que Jaylen Smith a remporté les élections municipales, en décembre.

Cette victoire a fait de lui l'un des plus jeunes maires africains-américains jamais élus dans le pays – un sujet d'énorme fierté pour sa famille et ses partisans. Les habitants espèrent que son énergie juvénile et son sens de sa mission amélioreront le sort de la ville – ou au moins feront revenir un supermarché. *«C'est un atout, parce qu'il est motivé et a des idées neuves»*, déclare Tyneshia Bohanon, une conseillère municipale. *«Il pense aux autres, comme il l'a toujours fait. Il a choisi de rester et d'emmener cette ville là où il sait qu'elle peut être.»*

Le projet de supermarché était un des piliers de la campagne électorale de Jaylen Smith. L'autre pilier était la restructuration de la police municipale afin qu'elle puisse fonctionner vingt-quatre heures sur vingt-quatre. Il a également promis de réparer les rues, de démolir les bâtiments délabrés et de relever le moral de la population.

Décennies de déclin. Le programme politique de Jaylen Smith a beau paraître simple, il reflète le prix élevé qu'ont dû payer les habitants d'Earle qui ont décidé de rester : le système d'évacuation des eaux est tellement défaillant que certains quartiers se transforment en marécages quand il pleut, et les coffres municipaux sont parfois tellement vides que la ville a du mal à payer ses employés.

Jaylen Smith devra surmonter des décennies de déclin pour concrétiser sa vision. Mais cela ne semble pas l'intimider. Il confie : *«Je suis un battant. Quand j'étais au lycée, on me disait toujours non,*



mais je continuais à insister parce que je savais qu'il y avait quelqu'un qui attendait de me dire oui.»

Tout le monde n'était pas prêt à lui confier les clés de la ville. L'un des plus grands obstacles à son élection a été de convaincre les électeurs sceptiques qui évoquaient son âge et son manque d'expérience, d'autant qu'il avait pour adversaire le directeur de l'assainissement et de la voirie de la précédente municipalité, un homme bien plus expérimenté.

Ses partisans soutenaient qu'ils ne demandaient pas aux électeurs de remettre leur ville entre les mains de n'importe quel jeune de 18 ans. Là, c'était Jaylen – celui qui avait commencé à porter un costume en seconde et dont l'ordinateur crachait du gospel. Par ailleurs, il assistait régulièrement au conseil municipal. *«Parfois, il y avait des membres du conseil municipal qui ne venaient pas, mais Jaylen était là, raconte la conseillère municipale Angela Jones. Il assistait aux réunions du conseil d'administration de l'école, aux réunions de la commission des eaux. Il était jeune et il le faisait. Qui fait ça ? À ce jeune âge, il avait déjà un but.»*

Earle, dont la population est en majorité noire, se trouve à 45 kilomètres de Memphis, au milieu de champs de coton et de haricots. Elle compte des églises, quelques vendeurs de voitures d'occasion et quelques restaurants, comme le Glory Grill, dans la rue principale.

Charlie Young, 70 ans, tient une petite épicerie que son père a ouverte avant sa naissance à un pâté de maisons de l'hôtel de



PORTRAIT

ville. Quand il était plus jeune, il y avait plusieurs de ces petits commerces tenus par des familles asiatiques-américaines comme la sienne. *“Tout le monde a abandonné sauf nous, confie-t-il. Plus personne ne veut faire ça.”*

Il n'est pas aussi optimiste que certains à propos du projet de supermarché de Jaylen Smith. *“Cela ne va pas marcher”,* assène-t-il.

De toute façon, Earle n'en a pas besoin, à son avis. *“On a tout ce qu'on trouve à Walmart”,* assure-t-il à propos de son magasin.

Billy Joe Murray, 68 ans, est à la retraite après avoir entraîné l'équipe de basket du lycée. La ville a bien besoin d'améliorations, selon lui. Le système d'évacuation des eaux de pluie est le problème le plus urgent. *“Chaque fois qu'il pleut, je suis inondé”,* confie-t-il en chassant des halictes sur sa véranda. *“Tout le monde s'en va, ajoute-t-il. Les gens veulent s'élever dans la vie, et Earle est proba-*

Il jongle entre ses fonctions de maire et des cours en ligne à l'université d'État de l'Arkansas.

blement au plus bas.” Il croit en Jaylen Smith malgré tout. *“J'ai eu sa maman en classe, je connais son papa. Il a peut-être l'air jeune, mais il a bien la tête sur les épaules.”*

Jaylen Smith, qui a deux frères plus âgés et un jumeau nommé Jayden, est *“vieux depuis qu'il est petit”,* souligne Sonya Perkins, sa mère.

D'autres villes ont élu un maire de 18 ans au fil des ans : Hillsdale, dans le Michigan ; Roland, dans l'Iowa ; Yoncalla, dans l'Oregon. Indian Head, dans le Maryland, a élu un maire de 19 ans. En 2019, un garçon de 7 mois est même devenu maire d'une petite ville du Texas, mais ses fonctions étaient purement symboliques. D'après l'Association des maires africains-américains, Jaylen Smith sera son plus jeune membre une fois qu'il y aura officiellement adhéré.

Jaylen Smith savait qu'il avait des détracteurs qui tiquaient sur son âge, confie DeAveon Holmes, l'un de ses plus proches amis, *“ça l'a encore plus motivé.”*

Jaylen Smith a frappé à pratiquement toutes les portes de la ville pendant sa campagne. Il a

passé des jours à suivre d'autres maires de l'Arkansas, à Little Rock et à West Memphis, entre autres, et a programmé des visioconférences avec des maires d'autres États, pour savoir en quoi consistait vraiment le poste.

Soutiens. *“Il faut avoir les connaissances, déclare-t-il. Il faut avoir la personnalité. Il faut être discipliné.”*

Le jour du Nouvel An, maires, conseillers municipaux et futurs policiers de plusieurs villes ont prêté serment devant les juges dans un bâtiment public de la ville de Marion, à une trentaine de kilomètres d'Earle. Chacun a reçu un certificat attestant qu'il venait de prêter serment. Aucune autre ville n'était aussi bien représentée qu'Earle, plusieurs habitants venus soutenir le jeune maire portant un t-shirt à l'effigie de Jaylen Smith.

Angela Jones, la conseillère municipale, reconnaît le dur travail qui attend la nouvelle municipalité, mais savoure aussi cette victoire, qui est pour elle plus que celle du seul Jaylen Smith. Elle souligne : *“Il a l'occasion de montrer au monde ce dont sont capables nos jeunes hommes noirs.”*

Jaylen Smith se verrait bien présenter sa candidature à l'Assemblée de l'État, un jour, voire devenir gouverneur de l'Arkansas.

Pour le moment, cependant, il concentre son attention sur Earle et le travail souvent fastidieux de l'administration d'une ville. En quelques jours, son emploi du temps s'est rempli de réunions et il a déjà envoyé des équipes travailler à l'évacuation des eaux de pluie. Il faut aussi qu'il pense à ses études, parce qu'il jongle entre ses fonctions de maire et des cours en ligne à l'université d'État de l'Arkansas.

“Il y a un verset de la Bible que j'évoque toujours”, confie-t-il, avant de paraphraser un passage du livre d'Habacuc [livre de l'Ancien Testament] qui a inspiré sa campagne et l'anime maintenant, alors qu'il tente d'écrire un avenir pour sa ville et pour lui : *“Écris une vision et fais qu'elle se réalise.”*

Son téléphone fixe sonne une fois de plus. *“Bureau du maire”,* lance-t-il.

—Rick Rojas

Publié le 10 janvier

NOTRE SÉLECTION d'AFFICHES ÉDITÉES PAR IMAGE REPUBLIC

Image Republic:

49€
l'affiche

Toutes les affiches sont au format 30 x 40 cm et vendues sans cadre. Tirage monté sous passe-partout, taille du dessin : 194 x 272 mm.



Paris
Paulo Mariotti



New York
Paulo Mariotti



Rome
Paulo Mariotti



Lisbonne
Paulo Mariotti

Né à Bahia, au Brésil, et diplômé en arts graphiques à la Fondation FAAP de São Paulo, Paulo Mariotti s'installe à Paris en 1991, où il poursuit un cursus de lettres à la Sorbonne. Il est illustrateur pour la presse (*Ideaf*) et la publicité.

Pour Image Republic, il a imaginé une collection exclusive autour du voyage, des dessins à l'atmosphère vintage mettant en scène des destinations emblématiques.

Produits 100 % français, fabriqués et assemblés à la main dans les ateliers parisiens d'Image Republic.

Pour commander, scannez le code QR



Ou rendez-vous sur notre site : <https://boutiquevpc.courrierinternational.com/>

Offre valable dans la limite des stocks disponibles en France métropolitaine jusqu'au 30/06/2023 * Frais de port en sus en fonction du produit. Réception chez vous environ une semaine après la prise en compte de votre commande. Nos conditions générales de vente sont disponibles sur notre site Internet : <https://www.courrierinternational.com/page/cgvu>

à la une

FAUT-IL AVOIR PEUR DE TIKTOK?

Conçue et développée en Chine, la plateforme préférée des ados est désormais perçue comme une menace par plusieurs pays occidentaux. À quel point doit-on s'inquiéter? se demande *The Observer*. Les États-Unis, le Canada et l'Union européenne, eux, ont déjà répondu à cette question en interdisant à leurs fonctionnaires d'utiliser l'application. Pendant ce temps, Pékin crie à la censure.

—**The Observer** (extraits) Londres

Le FBI l'a qualifiée de menace pour la sécurité nationale. Washington a passé une loi [en décembre] obligeant les fonctionnaires à l'effacer de leurs téléphones. Le sénateur du Texas, Ted Cruz, l'accuse d'être un "cheval de Troie que le Parti communiste chinois peut utiliser pour influencer ce que les Américains voient, entendent et, en définitive, pensent". En mars, son PDG va la défendre devant le Congrès. Ceux qui ne seraient pas au courant du débat qui fait rage outre-Atlantique seront peut-être étonnés d'apprendre ce qui attire les foudres des États-Unis : TikTok, une appli connue pour ses vidéos de danse virales, le lancement de stars médiatiques de la génération Z et sa capacité à happer les ados en leur offrant des heures et des heures de contenus.

Apparue sous la présidence de Donald Trump, l'hostilité envers TikTok n'a pas fléchi sous Joe Biden. Outre l'interdiction de l'appli pour tous les fonctionnaires fédéraux, au moins 27 États ont bloqué TikTok sur les appareils mis à la disposition de leur personnel, ce qui affecte un

certain nombre d'écoles et d'universités d'État. Une proposition de loi émanant des démocrates et des républicains appelle à interdire à tous les Américains l'utilisation de l'appli.

Le scepticisme vis-à-vis de TikTok se répand aussi en Europe. Certains responsables politiques – imitant leurs homologues de Washington – affirment que TikTok représente un risque en termes de sécurité. Ils assurent que l'appli pourrait remettre aux autorités chinoises les données des utilisateurs et/ou être utilisée comme un outil de propagande par Pékin – en influençant subtilement les plus de 1 milliard d'utilisateurs actifs mensuels de TikTok pour les amener à adopter les objectifs de politique étrangère chinois. [Le 23 février, la Commission européenne a interdit TikTok à son personnel, rapidement suivie par le Conseil de l'Europe et le Parlement européen].

Une telle attitude de défiance en dit long sur la montée des tensions entre la Chine et l'Occident. Dans le domaine de la technologie, ces frictions trahissent une véritable paranoïa concernant l'espionnage, mais elles sont aussi l'occasion d'effets de manche sur la scène internationale. À l'heure du *splinternet* [mot-valise

formé à partir de *split* ("division") et Internet] – c'est-à-dire de la fragmentation du web, autrefois ouvert, en diverses juridictions –, les inquiétudes sur la souveraineté des données et sur les flux d'informations se font plus aiguës. La manière dont les États occidentaux réagissent à TikTok pourrait constituer une étape décisive dans la réglementation des technologies pour les décennies à venir.

Si jusqu'à présent rien ne prouve que TikTok remette les données des utilisateurs aux autorités chinoises, la réputation de la plateforme a pris un coup en décembre quand on a appris que des salariés de ByteDance (sa maison mère) avaient accédé aux données de TikTok dans le but de localiser plusieurs journalistes occidentaux, afin de découvrir leurs sources au sein de l'entreprise.

Apparue sous la présidence de Donald Trump, l'hostilité des États-Unis envers TikTok n'a pas fléchi sous Joe Biden.





TikTok affirme que cet incident est lié à un accès non conforme aux données, et que les salariés responsables ont été renvoyés. Mais cette affaire n'en a pas moins contribué à alimenter la paranoïa autour de l'entreprise et de ses règles de confidentialité des données.

La députée britannique conservatrice Alicia Kearns, présidente à la fois de la Commission des affaires étrangères et du Groupe de recherche sur la Chine, avait auparavant demandé à TikTok de témoigner sur la confidentialité des données de ses utilisateurs au Royaume-Uni. *“Dans leur argumentaire, ils assuraient qu’une telle chose ne pourrait jamais arriver, rappelle Alicia Kearns. De toute évidence, c’est faux, et c’est arrivé.”*

Ces pratiques ne sont pas l'apanage du réseau social chinois : il a été établi que plusieurs sociétés américaines, dont Microsoft et Uber, avaient utilisé leurs services pour identifier des utilisateurs particuliers. Aux États-Unis, la nouvelle tombe néanmoins particulièrement mal pour TikTok. *“Cela devrait porter le coup de grâce à l'idée que les États-Unis peuvent faire confiance à TikTok”,* a tweeté Brendan Carr, membre de la Commission fédérale des communications.

✎ *Dessin de Schot, Pays-Bas.*

Alors, à quel point faut-il s'inquiéter? Plusieurs spécialistes des technologies jugent les accusations lancées contre TikTok quelque peu exagérées. Les allégations de manipulation des contenus et d'accès aux données privées citées par les responsables politiques ne sont pas encore suffisamment étayées, estime Graham Webster, chercheur et responsable du DigiChina Project au Cyber Policy Center de l'université Stanford, en Californie.

“Je pense que tout est possible, mais à l'heure actuelle il faut avoir beaucoup d'imagination pour affirmer que [ces manipulations] constituent réellement une menace pour la sécurité nationale”, poursuit Graham Webster. *Certes, il n'est pas aberrant de penser que les dirigeants chinois ont peut-être accès à des données non autorisées sur les utilisateurs de TikTok, reconnaît-il. Mais il reste encore à démontrer en quoi cela peut représenter un risque pour la sécurité des États-Unis.”*

De nombreuses applications collectent exactement les mêmes types de données que le réseau chinois et les vendent à des sociétés spécialisées.

TikTok n'est en effet pas la seule à collecter des données. De nombreuses applications collectent exactement les mêmes types de données [sur la localisation notamment] et les vendent quotidiennement à des sociétés spécialisées qui les revendent à leur tour.

“Il existe bien des manières pour un gouvernement étranger d'acquiescer des données aux États-Unis, observe Anupam Chander, professeur de droit et spécialiste des nouvelles technologies à l'université Georgetown de Washington D.C. TikTok n'est pas la meilleure candidate en termes de collecte de données pour le pouvoir chinois, car les contenus et activités y sont très majoritairement publics.”

Au-delà des questions de vie privée, qu'en est-il de l'argument du cheval de Troie avancé par certaines personnalités comme Ted Cruz? TikTok est-elle en train de secrètement conditionner la génération Z à adopter le point de vue du Parti communiste chinois? En 2019, un article du *Guardian* a révélé que les consignes des modérateurs sur TikTok face aux contenus sensibles avaient pour conséquence collatérale de faire disparaître toute mention de la place Tian'anmen, de l'indépendance du Tibet ou du Falungong – autant de sujets tabous pour Pékin.

L'entreprise s'était défendue en affirmant que ces directives ne reflétaient plus sa politique de gestion des contenus et qu'elle appliquait désormais une politique de modération locale, spécifique à chaque région. Et une étude menée entre 2021 et 2022 par le centre d'excellence de l'Otan pour la communication stratégique classait avantagement TikTok par rapport aux autres plateformes en matière de lutte contre la désinformation (l'application arrivait → 30

Le Canada juge le risque inacceptable

●●● Au Canada, le gouvernement fédéral a interdit à ses fonctionnaires d'utiliser TikTok sur leurs téléphones professionnels dès le 28 février. Comme le rapporte **The Globe and Mail**, les autorités ont estimé que l'application développée en Chine présentait *“un risque inacceptable pour la vie privée et la sécurité”*. Peu après la décision d'Ottawa, les gouvernements de sept des dix provinces canadiennes, dont le Québec, lui ont emboîté le pas. La question est désormais de savoir si cette interdiction sera étendue au-delà de la sphère gouvernementale. Le Premier ministre, Justin Trudeau, n'a pas encore vraiment répondu : *“C'est peut-être une première étape, c'est peut-être la seule étape que nous devons franchir, mais à chaque étape, nous allons faire en sorte d'assurer la sécurité des Canadiens.”* Justin Trudeau veut croire que l'interdiction décidée le 28 février enverra un signal : *“De nombreux Canadiens – des entreprises aux particuliers – réfléchiront à la sécurité de leurs données et feront peut-être des choix en conséquence.”*

Au tour de l'UE

●●● Et de trois... Après la Commission européenne et le Conseil de l'Europe, le Parlement européen a décidé le 28 février d'*“interdire l'utilisation de TikTok sur les appareils de son personnel et de recommander aux députés de supprimer l'application de leur téléphone”*, rapporte **Politico**. Les 8 000 personnes concernées ont jusqu'au 20 mars pour se plier à la consigne donnée par Roberta Metsola, la présidente du Parlement. *“Je pense qu'il est logique et important que le Parlement rejoigne les autres institutions européennes sur ce sujet”,* a réagi Dita Charanzova, la vice-présidente chargée de la cybersécurité, citée par le site d'information. Le Parlement ne dispose pas de compte sur la plateforme chinoise, à la différence de certains groupes politiques, dont le Parti populaire européen (PPE), qui affiche 50 000 followers. Pedro Lopèz, son porte-parole, dit n'avoir aucune intention de le supprimer : *“Je pense qu'il est absurde d'abandonner le réseau social qui connaît la plus forte croissance en Europe, même si les Chinois l'utilisent pour espionner.”*

29 ← en deuxième position après Twitter). Bien que TikTok ne cesse de répéter depuis six ans que les données de ses utilisateurs occidentaux ne sont pas stockées en Chine, qu'elle ne partagerait jamais ces données avec des responsables politiques chinois et que sa stratégie de modération des contenus n'est pas dictée par Pékin, le réseau social a ouvert des négociations avec le Comité pour l'investissement étranger aux États-Unis (CFIUS) afin d'apaiser enfin les craintes des responsables politiques américains.

Doté d'un budget de 1,5 milliard de dollars, le projet Texas prévoit la création d'un centre au Texas pour stocker les données des utilisateurs américains de TikTok, sous la surveillance attentive d'Oracle, le géant américain du logiciel dirigé par le milliardaire et allié de Trump Larry Ellison. Oracle aurait accès au code source de l'application et aux algorithmes qui gouvernent l'affichage des contenus.

Un arrangement similaire est en discussion pour l'Europe avec l'ouverture d'un site en Irlande pour stocker les données des utilisateurs européens et britanniques.

Ces mesures soumettraient TikTok à un contrôle nettement plus strict que celui de

“Il n'est pas bon que TikTok soit soumis à ce genre d'intervention au motif que c'est une entreprise étrangère.”

Anupam Chander, PROFESSEUR DE DROIT À WASHINGTON D.C.

ses rivaux de la Silicon Valley, estime Graham Webster. “Vu la présentation [du projet Texas], dit-il, il semble que les mesures envisagées constitueraient des garants, selon moi convaincants, face à tout risque éventuel.” Reste à savoir si cela suffira aux yeux des régulateurs.

De nouvelles interdictions [visant TikTok] pourraient donner lieu à des contestations juridiques au nom de la liberté d'expression. Beaucoup ont déjà noté l'évident parallèle qu'il y aurait entre l'interdiction de certaines applications [aux États-Unis] et l'étroit contrôle de Pékin sur l'Internet chinois.

Un consensus émerge toutefois sur l'idée que cette affaire devrait inciter les États-Unis à réfléchir plus sérieusement à la protection des données, au sens large. “Il n'est pas bon que [TikTok] soit soumis à ce genre d'intervention au motif que c'est une entreprise étrangère, poursuit Anupam Chander. Il faut adopter une approche plus globale pour examiner les risques que représentent les flux de données en général.”

Il n'est pas le seul à espérer que le débat autour de TikTok permette d'avancer sur un cadre législatif des données personnelles qui soit capable de protéger les utilisateurs sur toutes les applications, et pas seulement TikTok.

—**Laurie Clarke**
Publié le 5 février

Contexte

VERS UNE INTERDICTION EN FRANCE ?

Paris réfléchit à une interdiction de TikTok sur les téléphones de ses fonctionnaires, a indiqué le 1^{er} mars le porte-parole du gouvernement, Olivier Véran. Après les États-Unis et la Commission européenne, “la France pourrait à son tour bannir TikTok”, écrit de son côté le site **Prensa Latina**. Aucun membre du gouvernement, ni le président de la République ni la Première ministre, n'est cependant concerné, indique le gouvernement. “Nous disposons de téléphones professionnels qui ne tolèrent pas l'installation de quelque application que ce soit”, a déclaré Olivier Véran. Certains ministres et Emmanuel Macron utilisent cependant l'appli pour communiquer sur les actions du gouvernement.

Le Danemark a choisi son camp

Partis politiques, municipalités, entreprises et autres organisations danoises appellent leurs employés à supprimer TikTok de leurs téléphones professionnels. Une façon de montrer sa solidarité avec l'allié américain, estime un expert.

Soudain, nous devons supprimer TikTok de notre mobile”, constate le quotidien **Politiken** dans son édition du 2 mars. Le personnel des régions, des municipalités et des entreprises est invité à se méfier de l'application vidéo, “avec différents degrés d'interdiction et de recommandation”, selon les cas. Idem au Parlement.

D'où vient cette “vague d'interdictions” (dixit le même journal), qui touche beaucoup plus le Danemark que ses voisins nordiques ? D'un avertissement lancé le 23 février par le Centre de cybersécurité (CFCS), l'instance publique danoise chargée du dossier. Le même jour, donc, que l'annonce par la Commission européenne de sa décision d'interdire l'installation de TikTok sur les appareils professionnels de son personnel.

Coauteur d'un manuel sur la sécurité des téléphones mobiles – avec le service de renseignements de la police (PET) et l'agence pour les services informatiques gouvernementaux –, le CFCS “déconseille l'utilisation de TikTok” sur les portables professionnels des personnels de l'État. Les autres organisations publiques et privées, elles, doivent évaluer “les risques” et en faire part à leurs employés.

Très vite, certaines personnalités politiques adeptes de TikTok sont montées au créneau pour annoncer qu'elles suivraient ces recommandations. D'autres, dans l'expectative, ont réclamé une ligne de conduite à suivre, notait alors le **Jyllands-Posten**. Aussi le Parlement a-t-il à son tour recommandé, le 28 février, à tous ses employés et aux députés de ne plus utiliser l'application sur leurs portables de fonction.

La ministre du Numérique, la libérale Marie Bjerre, a montré l'exemple. “Nous devons insister pour que nos données personnelles soient traitées



de manière sûre et confidentielle et ne soient pas envoyées en Chine”, écrivait-elle dès le 25 février sur son compte Twitter.

Certains politiques, néanmoins, comme ceux de l'Alliance libérale (opposition), veulent pouvoir continuer à utiliser TikTok sur leurs portables privés pour communiquer avec leurs followers, notamment les plus jeunes, relève le site de la radio publique **DR**.

Une telle volonté préoccupe les experts en cybersécurité interrogés par les journaux du royaume. L'une d'eux, Sofie Freja Christensen, lance un avertissement dans le **Jyllands-Posten** : “Vous devez vous demander si vous avez quelque chose sur votre portable privé qui peut faire l'objet d'un chantage. Quelque chose qui vous nuirait si c'était dévoilé au public [...]”. Ce n'est pas du tout irréaliste étant donné la politique de confidentialité de TikTok.”

Du côté des municipalités, **Berlingske** constate “le début d'une véritable avalanche d'interdictions” de l'application incriminée, même si certaines communes rechignent. Les 18 000 adhérentes de la Fédération danoise des entreprises, elles, sont appelées à prendre en compte les risques liés à l'utilisation de TikTok, comme le note le journal.

Face au phénomène, des organisations de jeunes Danois “réclament une réponse claire à la question de savoir s'ils peuvent encore installer l'application en toute tranquillité”, puisque les adultes la jugent “dangereuse”, rapporte le site de **DR**.

Sans vouloir minorer les risques, un autre expert en cybersécurité, Peter Kruse, estime dans **Politiken** que la vague d'interdictions actuelle est liée aux tensions entre les États-Unis et la Chine : “Lorsque le Danemark et l'UE font cette annonce, cela envoie un signal aux Américains : ils ont choisi leur camp et ils sont avec eux.”

—**Courrier international**



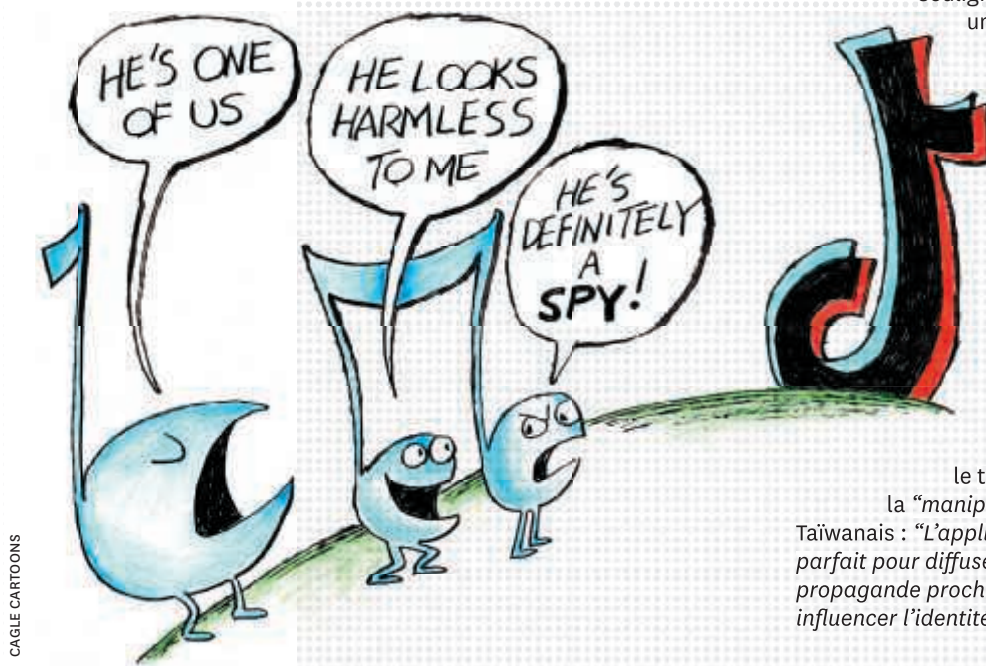


← Dessin de Chappatte paru dans Le Temps, Genève.

Le précédent indien

●●● En Inde, "TikTok a été interdit le 29 juin 2020, pour des raisons de sécurité nationale", rappelle **India Today**. Après un affrontement meurtrier entre les armées chinoise et indienne, le long de leur frontière disputée dans le Ladhak, l'Inde avait interdit quelque 200 applications chinoises. Du jour au lendemain, 200 millions d'utilisateurs se sont retrouvés orphelins, explique **Business Standard**. L'application chinoise s'était développée à une vitesse effrénée. Le secret de son succès en Inde? Elle était disponible en 15 langues régionales, ce qui la rendait largement accessible dans ce pays de plus de 1,3 milliard d'habitants. Mais l'interdiction a profité à d'autres, à commencer par Meta, qui s'apprêtait à lancer Instagram Reels et YouTube Shorts. Très vite, des applications made in India ont vu le jour comme Josh, Moj ou encore Chingari, qui figurent aujourd'hui parmi les dix applications les plus téléchargées dans le pays. Ces dernières ont réussi de grosses levées de fonds. VerSe Innovation, qui détient Josh, a ainsi réuni plus de 805 millions de dollars l'année dernière, indique **Business Standard**.

↓ À gauche : "Il est l'un des nôtres." Au milieu : "Il m'a l'air inoffensif." À droite : "C'est un espion, c'est sûr!" Dessin de Randall Enos, États-Unis.



CAGLE CARTOONS

Pékin moqueur, Pékin moqué

Face aux interdictions en chaîne en Occident, le ministère des Affaires étrangères chinois se gausse. Ce qui lui vaut, à son tour, d'être critiqué en raison de la censure à l'œuvre en Chine.

"Les États-Unis, première puissance mondiale, ont grand peur d'une application adorée des jeunes. [Cela témoigne d'un] manque de confiance en soi." Lors d'une conférence de presse le 28 février, la porte-parole du ministère des Affaires étrangères chinois, Mao Ning, a multiplié les piques contre la Maison-Blanche. Cette dernière a donné jusqu'à la fin du mois de mars aux employés de tous ses services pour qu'ils suppriment l'application TikTok de leurs appareils professionnels. "Nous nous opposons fermement à la mauvaise pratique des États-Unis qui consiste à généraliser le concept de sécurité nationale, à abuser du pouvoir national et réprimer déraisonnablement des entreprises d'autres pays", a dénoncé Mao Ning. **Guanchazhe Wang** a posté la vidéo de cette déclaration sur le réseau social chinois Weibo. Mais le site nationaliste chinois n'avait probablement pas anticipé le retour de bâton des internautes. Beaucoup trouvent paradoxal qu'une représentante chinoise fustige la frilosité d'un pays étranger face à ces applications quand Pékin les censure allègrement, et cela depuis de nombreuses années. "Et Twitter et YouTube?" lit-on dans un commentaire. "Dans ce cas, soyons plus confiants", ironise un second.

Alors qu'un troisième ajoute : "Nous sommes différents, nous dressons simplement un mur!" Comble de ces restrictions, rappelle le média américain **Voice of America (VOA)**, "les smartphones avec une carte SIM chinoise ne peuvent pas accéder à TikTok" et doivent se contenter de sa version chinoise, Douyin. Dès la fin des années 1990, Pékin avait imaginé une "grande muraille numérique" pour empêcher sa population de consulter les médias et les réseaux sociaux étrangers. Dans la foulée des émeutes à Urumqi en juillet 2009 – des affrontements entre Han et Ouïgours dans la capitale du Xinjiang avaient dégénéré, faisant près de 200 morts –, de nombreux réseaux sociaux comme Twitter et Facebook avaient été bannis. Une manière de couper l'Internet chinois du reste du monde. Depuis, tous les internautes résidant en Chine doivent emprunter un VPN pour accéder aux sites étrangers considérés comme sensibles par le Parti communiste chinois (PCC). Devant les critiques visant les déclarations de Mao Ning, certains médias chinois, comme le quotidien **Beijing Ribao**, ont simplement privé leurs utilisateurs de la fonction "commenter".

Pour Taïwan, c'est un cheval de Troie

●●● Le 5 décembre, les autorités taïwanaises ont interdit aux fonctionnaires d'utiliser TikTok, rapporte le **Taipei Times**. Des appels à étendre cette interdiction à l'ensemble de la population ont été lancés. Certains s'y opposent au nom des libertés individuelles. "Cependant, souligne le journal dans un éditorial intitulé "TikTok est le cheval de Troie de la Chine", en tant que nation sous la menace constante de la Chine, le gouvernement a d'autant plus la responsabilité de veiller aux dangers et menaces potentiels de TikTok." Un de ces dangers, souligne le titre anglophone, est la "manipulation" des jeunes Taïwanais : "L'application est un outil parfait pour diffuser une idéologie et une propagande prochinoise qui pourraient influencer l'identité nationale."

trans- versales.



sciences

Environnement . 33
Économie ... 34-35

“Avec un peu de chance, la contamination de l'enfant par le H5N1 est un cas isolé”

Santé. Le virologue Erik Karlsson revient sur le cas de la jeune Cambodgienne emportée par la grippe aviaire à la fin du mois de février. La contamination pourrait s'expliquer par une modification des pratiques agricoles.



—Nature (extraits) Londres

La fillette de 11 ans qui est morte la semaine dernière après avoir contracté la grippe aviaire (provoquée par le virus H5N1), a été contaminée par une souche autre que celle qui actuellement décime, partout dans le monde, oiseaux sauvages comme domestiques.

L'information nous est donnée par le chercheur qui a mené les

travaux de séquençage de l'échantillon prélevé sur l'enfant : Erik Karlsson, virologue à l'Institut Pasteur du Cambodge, à Phnom Penh, raconte à *Nature* comment son équipe et lui ont séquencé la totalité du génome de l'échantillon, en moins d'une journée. Le virus identifié appartient à un groupe connu pour sévir depuis au moins dix ans chez les poulets et les canards de la région, explique-t-il, mais avec cette

fillette [originaire d'un village reculé de la province de Prey Veng, dans le sud-est du pays], c'est la première fois en neuf ans qu'une contamination chez l'être humain est détectée au Cambodge.

Le ministère de la Santé du Cambodge a fait tester douze personnes de son entourage proche, et seul son père, âgé de 49 ans, s'est révélé positif [sans présenter de symptômes].

NATURE Quand avez-vous reçu l'échantillon de virus prélevé sur la petite fille ?

ERIK KARLSSON L'échantillon a d'abord été testé par l'Institut national de santé publique à Phnom Penh, avant de nous être envoyé. Nous l'avons reçu vers 17 heures le 22 février, et dans les vingt-quatre heures il avait été séquencé. C'est une belle illustration des progrès que nous a permis de faire la pandémie de Covid-19 dans nos capacités de séquençage et de partage d'informations.

L'échantillon présentait une charge virale suffisamment importante pour que nous puissions amplifier le génome entier en une seule fois. Si la charge virale avait été faible, ce qui est souvent le cas, il nous aurait fallu trois jours environ pour cultiver le virus dans des cellules ou des œufs de façon à en avoir suffisamment pour le séquencer. Notre objectif était de faire ce séquençage et de rendre les données publiques le plus rapidement possible.

Et qu'avez-vous appris de ce séquençage ?

Ce virus appartient au clade 2.3.2.1c, une souche endémique dans la région. Elle a été à l'origine d'un certain nombre de contaminations chez l'homme en 2013 et 2014 au Cambodge, et depuis lors elle est détectée sur des volailles de façon intermittente, notamment des poulets vendus sur des marchés aux volailles vivantes. [Aucune contamination interhumaine n'a été constatée à ce jour.]

Tout le monde redoutait que la petite fille présente la souche 2.3.4.4b, qui est en circulation dans le monde entier et cause aujourd'hui de graves problèmes en Europe, en Amérique du Nord et en Amérique du Sud. Le clade viral 2.3.4.4b est nouveau, et nous le connaissons mal.

Les chercheurs surveillent la souche 2.3.2.1c depuis pas mal de temps, et ils ont suffisamment d'éléments pour formuler des hypothèses raisonnables quant à sa transmissibilité et à son pouvoir pathogène. Mais nous devons accorder la plus grande importance au moindre soupçon de débordement zoonotique [franchissement de la barrière des espèces].

↳ Dessin de Cost
paru dans *Le Soir*, Bruxelles.

Pourquoi faut-il s'inquiéter de ces débordements zoonotiques ?

Les virus, en particulier les virus à ARN comme celui de la grippe, savent s'adapter très rapidement à de nouveaux hôtes. On l'a bien vu avec le virus à l'origine du Covid-19. Quand il y a un débordement zoonotique, c'est que le virus a une chance de s'adapter à un nouvel hôte. Et s'il faut s'en inquiéter, c'est parce que cette adaptation pourrait signifier une évolution du virus vers une forme transmissible entre êtres humains.

Il est vital de faire en sorte d'anticiper cela en bloquant tout risque de transmissibilité, et de comprendre ce que le virus fait dans son nouvel hôte, car cela peut aussi orienter les stratégies de lutte contre la maladie.

Que sait-on du mode d'infection de la fillette ?

En l'occurrence, je ne sais pas comment le virus est passé de la volaille à l'être humain, alors que cela n'avait pas été détecté depuis dix ans. Il y a beaucoup de facteurs à examiner, mais les pratiques agricoles ont connu dans le monde de nombreux changements, en raison de la pandémie de Covid-19, qui pourraient avoir créé les conditions favorables à ce franchissement de la barrière des espèces.

Ainsi au Cambodge, on sait qu'avec la pandémie, l'élevage vivrier, en basse-cour, a fait un bond. De nombreux habitants, par exemple les guides touristiques, n'avaient plus de travail, et il a bien fallu qu'ils complètent leurs revenus et trouvent de quoi nourrir leur famille. Partout dans le monde, les populations sont en difficulté, et cela s'est traduit par une évolution des pratiques agricoles susceptible d'aggraver le risque de débordement zoonotique. De même, une modification de l'état de santé des individus – la malnutrition ou le surpoids, par exemple – peut augmenter le risque d'infection.

Avec un peu de chance, c'est un événement isolé, mais il pourrait être symptomatique d'un problème plus vaste.

À quelles autres analyses travaillez-vous votre équipe ?

J'espère que nous obtiendrons bientôt plus de renseignements

ENVIRONNEMENT



Au Liban, la crise accélère la déforestation

Énergie. Les coupes illégales d'arbres, dont le bois coûte moins cher que le fioul pour se chauffer, se multiplient. Et menacent la richesse forestière du pays, explique ce site panarabe.



sur les échantillons prélevés sur des volailles. Cela nous permettra de comparer ces séquences virales avec l'historique de données, par exemple celles venues des dispositifs de surveillance des marchés aux volailles vivantes dans ces régions du Cambodge, pour voir si de grands changements ont eu lieu, ou vérifier s'il se passe, au sein des populations d'oiseaux, quelque chose qui forcerait le virus à muter vers des phénotypes [expression visible des gènes] plus redoutables ou des formes plus dangereuses pour l'homme.

Nous voulons aussi isoler et cultiver ce virus dans notre laboratoire de niveau de sécurité biologique 3 [il existe quatre niveaux de sécurité], afin de mettre au point des outils pour mieux comprendre l'épidémiologie de ce cas précis, et l'épidémiologie du virus dans la région. Nous pourrions par exemple mettre au point des tests sanguins pour rechercher la présence d'anticorps, marqueurs d'une infection passée, dans les échantillons prélevés sur le père de la fillette, sur d'autres personnes qui vivaient avec elles et sur leur entourage au sens plus large. Les isolats du virus pourront aussi permettre à des laboratoires dans le monde entier d'étudier sa transmissibilité et sa pathogénicité, y compris sur des modèles animaux comme les furets.

—Propos recueillis par **Smriti Mallapaty**
Publié le 28 février

SOURCE



NATURE

Londres, Royaume-Uni
Hebdomadaire, 53 000 ex.
nature.com

Depuis 1869, cette revue scientifique au prestige mérité accueille – après plusieurs mois de vérifications – les comptes rendus des innovations majeures dans tous les domaines : de la biologie à la physique en passant par l'astronomie. Son âge ne l'empêche pas de rester d'un étonnant dynamisme. Outre les articles destinés aux chercheurs, la revue propose des pages d'actualités.

—Raseef22 (extraits)
Beyrouth

Il ne se passe guère un jour sans que des dizaines d'arbres soient abattus en toute illégalité, par des gens qui agissent au vu et au su de tout le monde et sans s'inquiéter des réactions. Certains sont de simples citoyens qui n'arrivent plus à acheter leur bois de chauffe, dont le prix de la tonne a grimpé [fin 2022] à 6 millions de livres libanaises [l'équivalent de 150 dollars au taux du marché parallèle, à l'époque]. D'autres sont des marchands de bois qui revendent ensuite, avec de gros bénéfices, le fruit de leur forfait.

Le bruit des tronçonneuses est ainsi devenu familier aux habitants des zones montagneuses, et le recul des surfaces boisées se voit à l'œil nu, explique Mohamed, de la ville de Hermel, au nord de Baalbeck [dans la plaine de la Bekaa]. Il déplore surtout que ces coupes se font sans aucun discernement. Au lieu de prendre

du bois mort ou de couper seulement des branches, ces braconniers coupent généralement à ras le sol, ce qui obère la capacité des arbres à se régénérer.

Même les arbres fruitiers n'échappent pas au massacre, témoigne Mohamed. On aurait affaire à de véritables mafias, dont certaines se sont récemment introduites dans des vergers pour ravager jusqu'à la souche oliviers et abricotiers.

Dans l'Iqlim El-Kharroub [une zone au sud de Beyrouth, considérée comme l'une des plus boisées du Liban], le bruit des tronçonneuses résonne jour et nuit, raconte Dani. Il s'étonne que les bûcherons clandestins puissent agir et se déplacer sans prendre de précautions particulières, dans l'impunité la plus totale. Ils peuvent faire rouler leurs camions chargés de bois sur les routes de la région sans être inquiétés par la police. Et les habitants leur en achètent sans hésiter, alors qu'ils connaissent la provenance de ce bois.

Achraf Zahlan, à la tête d'une entreprise de chauffage à Aley [à quelques kilomètres au sud-est de Beyrouth], a constaté que de plus en plus de gens viennent le voir avec de vieux fours à mazout pour qu'il les modifie en vue d'une utilisation avec du bois. Selon lui, cela s'explique par le fait que le prix du baril de mazout avait atteint 240 dollars [environ 230 euros] au début de l'hiver, alors que la tonne de bois n'était que de 150 dollars [140 euros], davantage s'il s'agit de bois de chêne. Sachant que l'on peut chauffer plus longtemps avec du bois [à prix égal].

Paul Abi Rached, président de l'ONG environnementale Terre Liban, déplore ce qui arrive aux forêts du pays. "Un maire, dans l'Akkar [région forestière située à la pointe nord du Liban], m'a dit qu'il n'y restait pas un seul chêne à cause de ces coupes. C'est une véritable catastrophe !"

Grâce aux actions de l'ONG, les gens se sentent encouragés à élever la voix et à rapporter les infractions. L'association se charge ensuite de contacter les forces de l'ordre, explique Paul Abi Rached. "On commence à être connus, et les gens viennent nous voir pour des signalements. Nous avons été contactés par deux maires, dans le Nord, pour l'abattage de caroubiers. Il a suffi que nous diffusions l'information pour que le parquet se saisisse de l'affaire."

Selon lui, ce serait une véritable folie de ne pas protéger ce qui reste de la surface forestière au Liban, qui s'est réduite à quelque 13 % du territoire. Cette

Le bruit des tronçonneuses est devenu familier aux habitants des montagnes.

richesse environnementale ne représente pas seulement une bouffée d'air pour les habitants et un refuge pour la faune. Elle contribue également à la rétention de l'eau de pluie pour alimenter les nappes phréatiques et à empêcher l'érosion des sols.

L'empereur romain Hadrien avait fait inscrire dans la roche du mont Liban : "Ces arbres sont sous la protection de Rome". L'Empire accordait une importance

↳ Dessin de Cécile Bertrand, Belgique.

stratégique [à cette ressource en bois]. Encore aujourd'hui, ces forêts "ont de l'importance pour toute la région, pour la Palestine, pour la Jordanie et pour la Syrie", souligne Paul Abi Rached. "Les arbres, et surtout le caroubier, qui pousse à des altitudes plus élevées que le cèdre, sont les gardiens des sommets du Liban. Ils ont donc une importance cruciale, puisqu'ils ralentissent la fonte des neiges."

Aux termes de la loi, l'abattage d'un arbre nécessite une autorisation, délivrée après l'avis de gardes forestiers. Mais selon Chadi Méhanna, directeur du développement rural et des richesses naturelles au ministère de l'Agriculture libanais, l'administration souffre d'un manque de moyens matériels et humains. Ainsi, sur les 360 postes de garde forestier existant à l'échelle du Liban, seuls 150 sont pourvus.

Désertification. La principale responsabilité pour arrêter cette hémorragie incombe toutefois aux municipalités. "Ce sont elles qui connaissent le mieux les forêts de leur commune, qui savent qui amasse du bois et qui en coupe, affirme le responsable. Mais rares sont celles qui interviennent. Elles préfèrent éviter les problèmes avec les habitants, surtout à l'approche des élections municipales [prévues en mai prochain]. Ils ne signalent les actes délictueux que dans les cas où ils sont commis par des gens venus de l'extérieur."

Mais la communauté internationale a aussi un rôle à jouer pour éviter la désertification du Liban, ajoute Paul Abi Rached. "Il faut quelqu'un pour dire qu'il est impératif de protéger ces forêts", s'écrie-t-il.

Selon Mohamed, il faut également réserver des terrains à la plantation d'espèces à la croissance rapide, telles que l'eucalyptus ou le peuplier, afin d'assurer la fourniture de bois de chauffage sans toucher au patrimoine forestier.

Mais dans ce pays qui se distingue des autres nations du Moyen-Orient par une surface végétale exceptionnelle, il faudrait commencer par sensibiliser les habitants à l'importance des forêts, un trésor vital non seulement pour le Liban, mais pour toute la région.

—Mounir Kabalan
Publié le 5 janvier

ÉCONOMIE



Les villageois nigériens demandent des comptes à Shell

Justice. Ce sont maintenant près de 14 000 personnes qui ont attaqué le géant pétrolier devant un tribunal de Londres. Elles l'accusent d'être à l'origine de la pollution qui dévaste depuis des années le delta du Niger.



—**The Intercept** New York

A Ogale, localité rurale du Nigeria, l'eau est si toxique et polluée par le pétrole qu'elle est marron et pue le soufre. Les enfants et les familles tout entières tombent malades en se lavant avec ou en la buvant. À Bille, région de pêche qui compte une quarantaine d'îles, il n'y a plus un seul poisson. L'eau viciée par le pétrole s'infiltré jusque dans les habitations. Les sources de revenus étant compromises, l'argent se fait rare. Les panneaux qui mettaient la population en garde contre les dangers de la pollution chronique sont complètement rouillés.

Ces populations du delta du Niger subissent depuis des décennies la pollution provoquée par Shell, qui détruit leur santé et leurs moyens de subsistance. En 2011, le Programme des Nations unies pour l'environnement a publié un rapport attestant que le danger pour la santé publique justifiait une "intervention d'urgence". La dépollution aurait duré

trente ans si elle avait été lancée sur-le-champ.

Elle n'a jamais commencé. Shell a refusé de coopérer et la situation n'a fait que se détériorer, avec 55 déversements d'hydrocarbures depuis douze ans. Selon Amnesty International, le delta du Niger est l'une des régions "les plus polluées de la planète".

Épidémie de choléra. Le 27 janvier, plus de 11 300 habitants d'Ogale (sur environ 40 000) et 17 organisations locales, dont des paroisses et des écoles, ont chacun porté plainte contre Shell auprès de la Haute Cour du Royaume-Uni, à Londres. Avec les plaintes existantes des habitants de Bille, le total dépasse aujourd'hui 13 650.

Les populations d'Ogale et Bille attribuent aux déversements répétés de pétrole la destruction de l'environnement ainsi que des décès et des maladies. Dans le delta du Niger, les nouveau-nés risquent deux fois plus de mourir dans le mois suivant leur naissance si leur mère vit

près d'un site pollué au pétrole, selon une étude publiée en 2017.

Les autorités locales sont désemparées et furieuses. "À l'heure actuelle, du pétrole se répand chaque jour autour de nous et des gens meurent", déplore le roi Emere Godwin Bebe Okpabi, chef de la communauté d'Ogale. En 2016, un an après le premier recours judiciaire, il s'est rendu à une audience de la Haute Cour à Londres avec des bouteilles

plastiques remplies de l'eau contaminée d'Ogale, visiblement souillée par du pétrole.

À Bille, le chef, Bennett Dokubo, leader local qui fait partie des plaignants, raconte que le seul fait de boire l'eau a provoqué de graves épidémies de choléra. Le seul moyen d'échapper aux maladies est d'acheter de l'eau en bouteille en ville, ce qui coûte cher. "Si on n'a pas d'argent, on ne peut pas boire d'eau. C'est comme vivre dans le désert alors que nous vivons au bord de l'eau."

Jusqu'à présent, Shell a réussi à échapper à ses responsabilités. En février 2021, les communautés du delta ont décroché une première victoire : la Cour suprême de Londres a décidé à l'unanimité qu'il existait "des arguments recevables" indiquant que Shell PLC, la maison mère britannique, était juridiquement responsable de la pollution provoquée par sa filiale nigérienne, Shell Petroleum Development Company (SPDC), et que l'affaire relevait bien de la justice anglaise.

Sabotage d'oléoducs. En novembre 2021, des documents remis par Shell à la justice ont fait valoir que la gestion des conséquences des déversements d'hydrocarbures n'était pas de la responsabilité légale de l'entreprise. Le géant pétrolier a avancé que tout recours judiciaire devait être déposé cinq ans maximum après chaque accident, même en l'absence de toute action de dépollution. Shell a aussi affirmé que seules les autorités réglementaires nigériennes pouvaient les contraindre à nettoyer les sites. Mais ces administrations manquent de moyens. (Il n'a pas

été possible d'obtenir une réponse du gouvernement nigérien.)

"L'immense majorité des écoulements liés aux plaintes de Bille et d'Ogale ont été provoqués par l'ingérence illégale de tiers, notamment le sabotage d'oléoducs, le ravitaillement clandestin et d'autres formes de vol de pétrole", écrit Tara Lemay, porte-parole de Shell,

"Du pétrole se répand chaque jour autour de nous et des gens meurent."

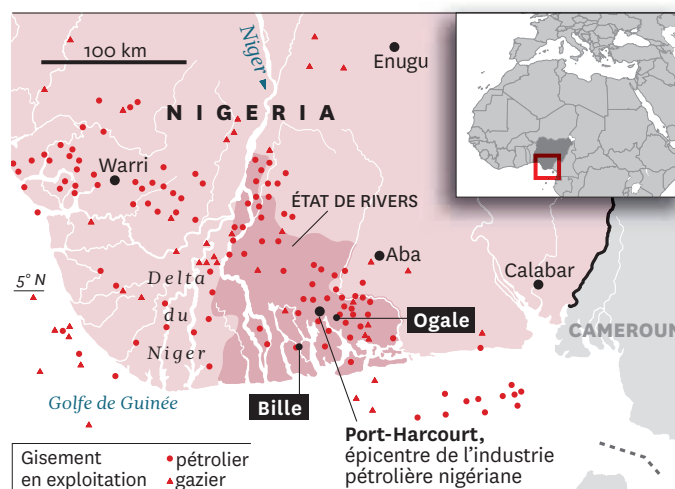
Le roi Emere Godwin Bebe Okpabi.

dans une déclaration envoyée à *The Intercept*. Quelles que soient les causes, la SPDC continuera à dépolluer et à réhabiliter les zones touchées par des déversements d'hydrocarbures issus de ses installations ou de son réseau d'oléoducs."

Depuis 1956, date à laquelle Shell a découvert du pétrole dans le delta, les industries extractives ont fait des profits en exploitant les gisements et dopé l'économie nigérienne en forte croissance. Le Nigeria est aujourd'hui le premier producteur pétrolier d'Afrique, et Shell continue à engranger des bénéfices sans précédent [le groupe a enregistré plus de 47 milliards d'euros de bénéfices en 2022, le résultat le plus élevé de son histoire]. "Tout l'argent qu'ils ont gagné jusqu'à présent est de l'argent entaché de sang. Et nous allons de tribunal en tribunal," affirme le roi Okpabi.

La dépollution ne coûterait à Shell qu'une fraction de ses bénéfices – l'ONU a estimé cette dépense à 1 milliard de dollars sur les cinq premières années –, mais l'entreprise se montre "extrêmement résistante" à toute forme de surveillance ou d'enquête en matière de santé publique, affirme Matthew Renshaw, associé au cabinet d'avocats Leigh Day, qui représente les plaignants au Nigeria. Il a déclaré à *The Intercept* que Shell refusait d'aborder les dangers sanitaires. D'après lui, les affaires en cours ne représentent que le sommet de l'iceberg. "Il y a des centaines de communautés qui sont concernées par la pollution pétrolière de Shell et qui pourraient lui intenter des procès."

Leigh Day a déjà défendu la région de Bodo, dans le delta du



↳ Dessin de Falco, Cuba.

Niger, au nom de 15 000 pêcheurs et agriculteurs. En 2015, cette action, examinée par une juridiction britannique, a abouti à une indemnisation de 68 millions de dollars au titre de la perte des moyens de subsistance, ainsi qu'à la plus grande opération jamais organisée pour la dépollution de mangroves.

Avec la multiplication des plaintes, Shell a amorcé un retrait de la région. En 2021, l'entreprise a annoncé son intention de quitter le delta du Niger et de céder ses gisements pétroliers terrestres, abandonnant ainsi la catastrophe environnementale et tout sens du devoir.

En juin dernier, le groupe a toutefois été contraint par un arrêt de la Cour suprême nigériane de suspendre ces ventes. Il devra attendre la décision en appel du jugement d'un tribunal nigérian, qui a condamné [en novembre 2020] l'entreprise à verser aux populations du delta près de 2 milliards de dollars, après un déversement en 2019 [c'est Shell qui avait fait appel].

Le dossier que défend actuellement Leigh Day s'achemine vers un procès qui déterminera si la maison mère de Shell à Londres ainsi que sa filiale nigériane sont responsables juridiquement des torts infligés aux populations du delta. Le procès devant la Haute Cour du Royaume-Uni est prévu pour 2024. D'ici là, les communautés tentent de garder espoir. "Nous sommes optimistes, confie Okpabi, mais le temps ne joue pas en notre faveur."

— Georgia Gee

Publié le 2 février



SOURCE

THE INTERCEPT

New York, États-Unis

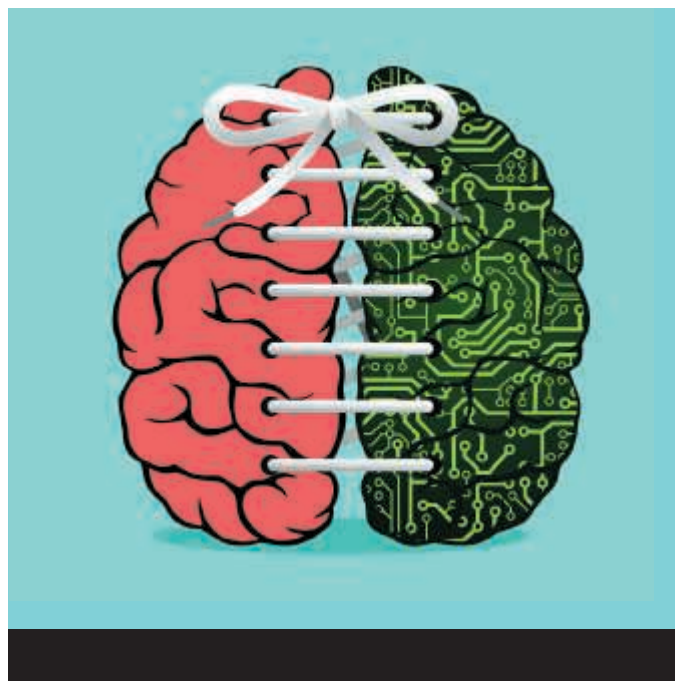
theintercept.com

Lancé en février 2014

par Glenn Greenwald, l'ex-journaliste du *Guardian* à l'origine des révélations d'Edward Snowden, ce magazine en ligne se veut le fer de lance du groupe First Look Media, un projet financé par le fondateur d'eBay, Pierre Omidyar. *The Intercept* met en avant le journalisme d'investigation et dénonce régulièrement des affaires.

La guerre des puces assombrit l'avenir

Technologie. La mise à l'écart de la Chine pénalisera les consommateurs du monde entier, mais entravera aussi le partage des connaissances scientifiques, prévient ce journal singapourien.



— Lianhe Zaobao (extraits) Singapour

Sous la pression des États-Unis, le Japon et les Pays-Bas ont accepté de les rejoindre pour museler l'industrie chinoise des puces électroniques. Voilà qui va sans doute porter un coup très rude à ce secteur et à ses perspectives de développement. Bien que l'accord entre les trois pays n'ait pas été rendu public, le projet doit reposer sur la loi américaine sur les puces électroniques (Chips Act), entrée en vigueur en octobre dernier.

D'après les informations ébruitées par les médias, cela devrait aboutir à ce que l'industrie chinoise des puces se détache de plus en plus du reste du monde, que ce soit pour les matières premières, les machines de précision, le processus de production ou en matière de ressources humaines. L'écart technologique avec les pays étrangers devrait se creuser. La Chine ne pourra s'approvisionner en

puces haut de gamme que sur le marché international, et son développement militaire fondé sur les hautes technologies en souffrira.

Cela entraîne une limitation de l'introduction de nouvelles technologies dans l'industrie chinoise, mais aussi de la production. Les Pays-Bas, par exemple, ne se sont pas contentés de suspendre la vente de machines lithographiques [dont le groupe néerlandais ASML est le spécialiste mondial] à la Chine, ils

ont aussi cessé de lui fournir des pièces détachées et d'assurer la maintenance de ce genre d'outils.

C'est ce qui explique que le ministre des Affaires étrangères chinois, Qin Gang, a tenu à s'entretenir au téléphone avec le vice-Premier ministre et ministre des Affaires étrangères néerlandais, Wopke Hoekstra, le 30 janvier, pour l'appeler à "travailler ensemble au maintien de la stabilité de la chaîne d'approvisionnement et de production mondiale". La discrétion de sa démarche en dit long sur la gravité de la situation.

Dans le même temps, les États-Unis en auraient rajouté une couche, car, selon certaines informations venant de la presse, ces derniers interdiraient désormais l'exportation de certains produits au géant chinois des technologies de communication Huawei. Cela concernerait les équipements 4G, les puces wifi 6 et wifi 7, l'intelligence artificielle, ainsi que les projets de calcul à haute performance et autres technologies dans le cloud.

À la fin de l'année dernière, Morris Chang, le fondateur de TSMC [Taiwan Semiconductor Manufacturing Company, grand fabricant de semi-conducteurs], a affirmé, lors de la cérémonie d'inauguration d'une usine aux États-Unis : "La mondialisation est quasiment morte."

Si TSMC a décidé d'implanter une usine aux États-Unis, c'est sous la forte pression des Américains, et pour cela, elle a dû faire venir une partie de ses ingénieurs de Taïwan. TSMC est le symbole d'une entreprise qui a réussi à hisser Taïwan à la première place mondiale dans la chaîne industrielle des puces, en optimisant l'efficacité de sa production par la recherche de l'excellence. Néanmoins, il s'agit d'une fabrication très complexe qui ne peut être achevée que grâce à la mondialisation, car aucun pays ne maîtrise toute l'étendue des technologies, ni ne possède tous les matériaux nécessaires.

Embargo. Par conséquent, la mise à l'écart de la Chine risque de faire des perdants dans tous les camps. Bien sûr, c'est particulièrement vrai sur le plan économique, car, malheureusement, le bras de fer actuel entre grandes puissances a bouleversé les valeurs établies, et désormais, la sécurité nationale de la production prime sur la notion de rentabilité. Même si freiner l'industrie chinoise des puces électroniques nuit également aux fabricants américains, japonais et néerlandais, et aux consommateurs du monde entier, ce qui l'emporte sur toute autre considération, c'est que "la Chine soit dans une situation plus fâcheuse encore", et que son industrie militaire en souffre.

Alors qu'en Occident l'opinion s'enflamme à propos d'une guerre jugée inéluctable dans le détroit de Taïwan, il apparaît difficile de contester le caractère justifié de

la démarche consistant à freiner le développement de l'armée chinoise grâce à un embargo sur les puces. La mise à l'écart de la Chine aura comme autre grave conséquence d'entraver le partage mondial des connaissances et des fruits de la recherche scientifique. Comme on a pu le constater durant les décennies de l'après-guerre froide, la mondialisation se traduit non seulement par une forte capacité à créer des richesses, mais aussi par une accélération du développement scientifique et technologique grâce à l'intensification des échanges entre membres de la communauté scientifique mondiale ; c'est ainsi que se forme un cercle vertueux propice au progrès économique.

En se détachant de la Chine, on se coupe d'un gigantesque marché, mais, surtout, on se prive d'accueillir de nombreux talents scientifiques chinois. Désormais, rétablir la coopération et les échanges entre la Chine et les pays étrangers semble une tâche insurmon-

Rétablir les échanges entre la Chine et les pays étrangers semble une tâche insurmontable.

table, compte tenu de la perte de confiance mutuelle et de l'intensification de la concurrence.

La mondialisation a beau être "quasiment morte", la situation n'est pas tout à fait désespérée. L'exemple de l'industrie des puces montre à quel point la mondialisation peut être bénéfique lorsqu'il y a coopération, et déléter en cas de confrontation. Dans cette affaire, les États-Unis ont peut-être porté l'estocade au développement de l'armée chinoise, mais cela devrait aussi provoquer des perturbations en cascade sur les marchés de tous les pays. La technologie a de plus en plus tendance à être employée à des fins à la fois militaires et civiles, et séparer proprement les deux utilisations n'est pas toujours chose facile.

Cela prouve bien qu'une mondialisation économique est indispensable, car sacrifier la productivité, c'est faire reculer la qualité de vie. C'est pourquoi il faut que tous les pays joignent leurs efforts pour une bonne coopération dans la chaîne de production mondiale.—

Publié le 2 février

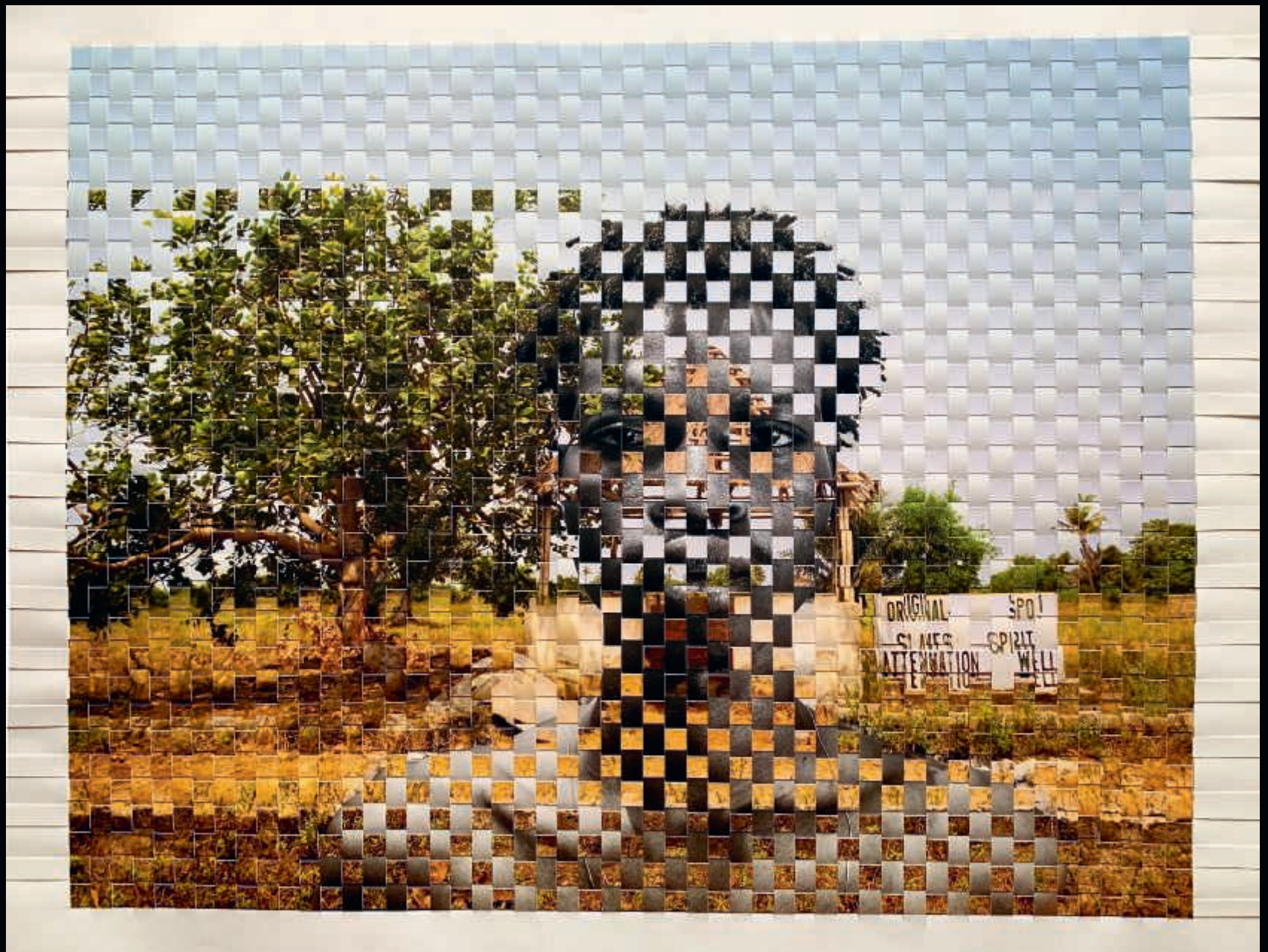


ÉDITO

360



Dossier réalisé en partenariat avec
le **Festival du film et forum international**
sur les droits humains



LES NOUVELLES VOIX

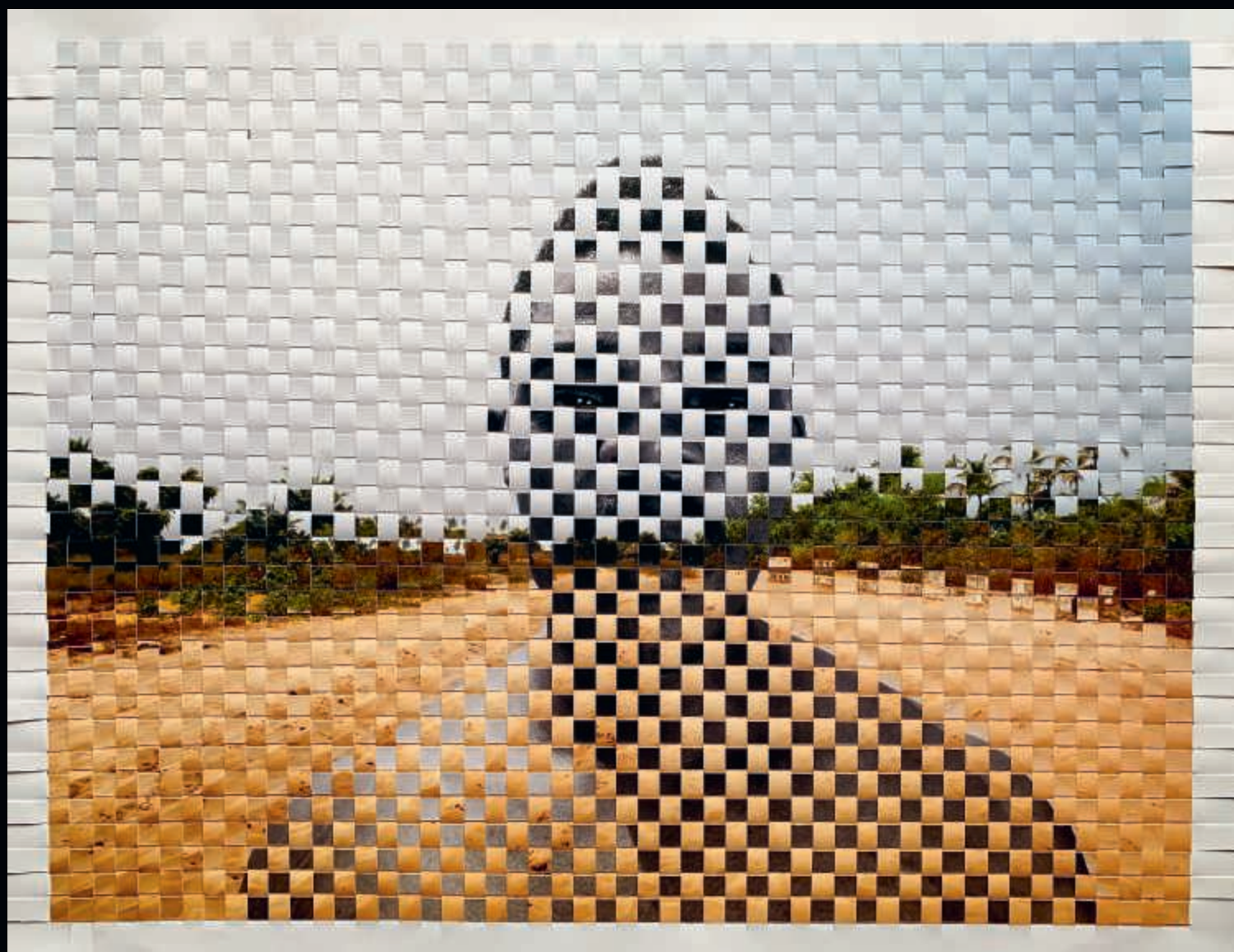
✓ Série *Point of No Return : We remember* (2021),
par Ayobami Ogungbe.
© Ayobami Ogungbe - Rele Gallery

Ils ont en commun leur jeunesse. Ils ont grandi à l'ère des réseaux sociaux, dans un monde de plus en plus interconnecté, rythmé par le va-et-vient des diasporas. Africains ou descendants d'immigrés, beaucoup ont étudié dans de grandes universités d'Europe ou d'Amérique du Nord, où ils ont pu participer aux débats sur la représentation des minorités, l'intersectionnalité, la décolonisation de la pensée. Ils forment une nouvelle génération d'historiens, d'intellectuels, d'artistes

ou encore de politiques que nous tenions à vous présenter dans nos pages, tant ils renouvellent le débat sur la mémoire du colonialisme et de l'esclavagisme. Petits-enfants de l'indépendance, ils sont suffisamment éloignés dans le temps des traumatismes du passé pour pouvoir s'approprier plus sereinement leur histoire, proposer des grilles de lecture et d'analyse inédites, esquisser de nouvelles solutions aux problèmes du présent et du futur. L'avenir leur appartient.



DE LA DÉCOLONISATION



Olúfémí O. Táíwò, la révolution par le climat

États-Unis. C'est l'une des figures montantes de la philosophie américaine. Ce jeune professeur place le réchauffement climatique au cœur de sa réflexion. Et nous invite à repenser l'héritage de la colonisation et le concept même de justice.

— **Grist** (extraits) *Seattle*

Par un jour de printemps nuageux à Washington, Olúfémí O. Táíwò, professeur à l'université de Georgetown, marche de long en large devant un tableau noir triptyque. Il parle à ses étudiants des arguments iconoclastes que l'on rédigeait en Europe au XVIII^e siècle, selon lesquels tous les êtres humains naissent libres et égaux. *“Il ne s'agit pas d'une question philosophique abstraite, précise-t-il. Des guerres ont été menées pour défendre, entre autres choses, les différentes visions que l'on pouvait avoir sur le sujet.”*

Le professeur signale que nombre de ces guerres ont été remportées par ceux qui croyaient à la liberté et à l'égalité, ce qui est en soi un fait remarquable. Il suffit de penser aux révolutions américaine et française : les idées véhiculées au sujet

des droits inaliénables et du consentement des gouvernés, d'abord considérées comme pure hérésie, en sont rapidement venues à faire l'unanimité.

Mais cette unanimité n'a pas réussi à garantir à la majeure partie du monde les libertés et les droits promis. Aux États-Unis, les femmes ont dû attendre plus d'un siècle après la révolution américaine pour obtenir le droit de vote. Au milieu du XX^e siècle, quelque 750 millions de personnes vivaient encore sous une forme ou une autre de domination coloniale. Et les disparités ont persisté même après qu'elles eurent acquis leur indépendance. Les Sud-Africains noirs, par exemple, n'ont pas eu le droit de voter avant 1994.

“J'étais déjà né à cette époque, ajoute Olúfémí Táíwò. C'est arrivé de mon vivant.” Il porte autour du cou, par-dessus un tee-shirt gris, un long

“Les guerres ont été menées pour défendre les différentes visions que l’on avait de la liberté et de l’égalité.”



Olufemi O. Taiwo
PHILOSOPHE

← Série *Point of No Return : Pathfinder* (2021), par Ayobami Ogungbe.
© Ayobami Ogungbe - Rele Gallery

collier de perles orné d’un pendentif ayant la forme du continent africain. C’est cette tension entre ce que la philosophie dit du monde et la façon dont le monde fonctionne réellement qui anime les enseignements et les écrits de ce jeune professeur adjoint. Né en 1990, il est déjà l’un des philosophes américains les plus éminents. Il publie régulièrement dans des revues professionnelles de philosophie, certes, mais aussi dans des publications comme *The New Yorker*, *The Guardian*, *Foreign Policy*. Il écrit chaque jour sur Twitter, où il est suivi par [près de 63 000] abonnés.

Il imagine un programme de réparations qui permette aux anciens pays colonisés d’affronter le dérèglement climatique.

Avec son premier ouvrage, *Reconsidering Reparations* [“Revoir la question des réparations”, publié en 2022 et inédit en français], Olufemi Taiwo a cherché à déterminer dans quelles conditions un programme de réparations visant à compenser les conséquences négatives du colonialisme et du commerce transatlantique d’esclaves pourrait garantir une justice véritable.

La notion de justice que défend le professeur est très large. Contrairement à de nombreux philosophes qui, traditionnellement, associent la justice à la quantité de ressources mises à la disposition des personnes, il est d’avis que le concept doit être élargi de façon à tenir compte des “capacités” de celles-ci, à savoir le genre de vie qu’elles peuvent mener, et non pas seulement de l’argent et des biens qu’elles possèdent. Or pour pratiquer la justice dans un sens aussi

large, soutient-il, il ne suffit pas de redistribuer l’argent et les autres ressources matérielles.

Alors qu’il réfléchissait aux moyens de concrétiser cette justice, Olufemi Taiwo a sans cesse été ramené à la question des changements climatiques et de leurs effets disproportionnés sur les populations les plus marquées par l’héritage du colonialisme et du commerce transatlantique d’esclaves (il suffit de penser aux dizaines de millions de Bangladais qui risquent d’être déplacés par l’élévation du niveau des océans, ou à la vulnérabilité extrême de l’ensemble du continent africain face à l’augmentation des températures et à la baisse des précipitations).

Chaque degré de réchauffement supplémentaire semblait réduire à néant les bénéfices susceptibles de découler d’un programme de réparations, quel qu’il soit. Et chaque degré de réchauffement supplémentaire nous éloigne de la vision d’un monde juste qu’il défend. “Il est très difficile de ne pas considérer les changements climatiques comme l’une des questions fondamentales auxquelles se heurtent les philosophes et la population en général”, me confie-t-il.

Ce qui distingue le philosophe de ses semblables, c’est qu’il croit que les conceptions de la justice traditionnellement employées dans le monde anglophone sont de moins en moins utiles, et qu’on peut en faire la preuve en prenant comme exemples les problèmes associés aux changements climatiques.

La philosophie politique anglo-américaine se fonde toujours sur la pensée de John Rawls, qui, avec son volumineux ouvrage intitulé *Théorie de la justice*, publié en 1971, a redonné à lui seul un nouveau souffle à un domaine théorique que beaucoup croyaient mort. D’après Rawls, on entend par justice les principes auxquels consentiraient tous les membres d’une société s’ils devaient le faire sous → 38

Nigeria

Ayobami Ogungbe, photographe



Des artistes de toutes disciplines travaillent eux aussi à explorer différemment le passé, mais également le présent qui en a découlé. Les images qui accompagnent ces pages sont tirées de la série *Point of No Return* (“Point de non-retour”) du jeune photographe Ayobami Ogungbe. Aujourd’hui établi à Lagos, il est né en 1993 à Badagry, une ville de la côte nigérienne. C’est de ce port, entre autres, que nombre de navires négriers ont fait voile vers les Amériques, du xv^e au xviii^e siècle. Avec ce travail réalisé à Badagry, mêlant photographie, tissage et collage, Ayobami Ogungbe entend lier de façon quasi inextricable les hommes, les lieux et le souvenir de la période esclavagiste. Les premiers deviennent ainsi “les dépositaires d’expériences, les porteurs d’identités distinctives et des gardiens de la culture”, fait valoir Rele, la galerie qui le représente à Lagos et à Los Angeles.

Royaume-Uni

Emefa Cole, conservatrice



La mission est inédite. Nommée en septembre 2022 conservatrice de la joaillerie des diasporas au Victoria and Albert Museum de Londres, Emefa Cole occupe un “poste nouvellement créé pour donner plus de représentativité aux collections de cette institution [spécialisée dans le design], mais aussi favoriser le débat sur son passé colonial”, relate **El País**. Née au Ghana en 1979 et arrivée à Londres à 12 ans, elle s’est fait un nom en créant des bijoux inspirés de ses origines et du riche imaginaire d’Afrique occidentale : “Ses pendentifs en forme de pièces de monnaie puisent dans l’histoire de l’Empire malien, ses sobres bracelets en or jaune ressemblent à de la lave en fusion qui aurait commencé de dégouliner au poignet avant de s’y solidifier”, selon le journal espagnol. Dans ses nouvelles fonctions, le défi sera de célébrer ces histoires dans une institution datant de l’époque victorienne, “quand l’Empire britannique était à l’apogée de son pouvoir colonial”. Et que le musée représente “tout le monde”, afin que les visiteurs “y voient des créateurs dans lesquels ils peuvent se reconnaître, des hommes et des femmes qui leur ressemblent”.

SOURCE



GRIST

Seattle, États-Unis

grist.org

Créé en 1999, ce site américain utilise souvent l’humour pour attirer l’attention sur les grandes problématiques actuelles environnementales. Au-delà du sarcasme et des articles parfois potaches, les analyses, comme les informations, restent toujours pertinentes.

Niger

Mariam Kamara, architecte



À partir de mai, elle sera l'un des visages du "Laboratoire du futur", thème de la prochaine Biennale d'architecture de Venise, consacrée à l'Afrique. La Nigérienne Mariam Kamara a fait de l'architecture un combat pour "réparer un sentiment d'humiliation", en militant pour un habitat adapté aux usages locaux, écrit le quotidien suisse **Le Temps**. Née en France en 1979, cette diplômée de l'université de Washington, qui a grandi entre la capitale, Niamey, et Agadez, était révoltée par la "conception coloniale des espaces" au Niger. Avec son atelier Masomi, fondé en 2014, elle a notamment conçu des logements, des écoles, un marché régional, ainsi qu'un centre culturel à Niamey. Pour ce projet, elle a pratiqué la "construction en terre", une technique mésestimée, qu'elle voit comme une "solution écologique et économique, mais aussi un moyen d'aborder une technique autochtone sous un nouvel angle", relate **The New York Times Style Magazine**. Elle travaille actuellement sur des logements aux Émirats arabes unis et sur le musée Bet-bi au Sénégal.

Sénégal

Ousmane Sonko, homme politique



Cela faisait partie de ses promesses de campagne. Ousmane Sonko voulait, une fois maire de Ziguinchor, débaptiser les rues portant les noms de figures françaises détentrices d'un "narratif colonial" persistant. Élu en janvier 2022, cet opposant notoire au président Macky Sall, partisan d'un héritage panafricain affirmé, a donc entrepris de renommer cinq rues de la plus grande ville de Casamance. L'édile de 48 ans a proposé, rapporte le site **Dakarbuzz**, que l'avenue du Capitaine-Javelier (un officier français qui a dirigé la 17^e compagnie de Bignona, composée de tirailleurs sénégalais, durant la Première Guerre mondiale) soit rebaptisée avenue des Tirailleurs-Africains et la rue de France, rue de l'Union-Africaine. Cette initiative iconoclaste, si elle a été invalidée par la Cour suprême sénégalaise, est l'indice que le pays est touché par la vague de déboulonnages matériels et symboliques de statues et d'icônes du passé colonial et/ou esclavagiste, un mouvement parti des États-Unis.

→ **Série Point of No Return : Tell it to us Again** (2021), par **Ayobami Ogunbe**.
© Ayobami Ogunbe - Rele Gallery

39 ← la contrainte de ce qu'il appelle le "voile d'ignorance", c'est-à-dire s'ils ignoraient les conditions exactes dans lesquelles ils sont destinés à vivre. L'idée est qu'un État qui fonderait ses lois et ses règlements sur des principes auxquels ses citoyens consentiraient sans connaître d'avance certains aspects de leur situation (leur race ou leur revenu, par exemple) serait juste. Et que nous vivrions dans un monde juste si tous les pays étaient administrés selon ces principes.

Olufémi Táíwò croit que cette théorie pourrait être valable si nous vivions tous dans des pays complètement autonomes dotés de gouvernements représentatifs et fonctionnels. Or ce n'est pas le cas. Si l'on veut faire régner la justice, on doit d'abord reconnaître que l'on vit dans un

Il y a un écart de deux décennies entre l'espérance de vie d'un Américain et celle d'un Nigérian.

monde interconnecté, dans lequel les risques et les avantages sont répartis de manière profondément inégale. D'après le jeune philosophe, cela est dû en grande partie aux conséquences de la révolution industrielle et du colonialisme européen, qui persistent encore aujourd'hui. Les tendances mondiales qui en ont résulté concernant l'accumulation de richesses et de ressources poussent en effet certains pays vers l'échec et d'autres vers la réussite, et ce plusieurs décennies après que les anciennes colonies ont acquis leur indépendance.

Dans les disparités contemporaines (comme l'écart de deux décennies que l'on observe entre l'espérance de vie d'un Américain et celle d'un Nigérian), le professeur voit à l'œuvre les vents de cette histoire, celle qui a donné des avantages immérités à certains et des fardeaux injustifiés à d'autres.

Parfois, cela vient embrouiller nos repères moraux, les histoires un peu naïves qu'on se raconte sur l'identité des bons et des méchants. Dans un chapitre de *Reconsidering Reparations*, l'auteur raconte que, dans les débuts de l'université de Georgetown [établissement de Washington fondé en 1789], il arrivait que des parents d'étudiants louent des esclaves africains à l'établissement pour couvrir les frais de scolarité, et que l'université elle-même a vendu des centaines d'esclaves pour équilibrer son budget. Il poursuit cependant en précisant qu'il profite aujourd'hui directement de ces richesses accumulées en partie grâce au commerce d'esclaves, alors qu'il est un

homme noir. Ce sont ces richesses qui servent à payer son salaire, et c'est le prestige dont jouit l'institution qui l'a aidé à obtenir le contrat pour la rédaction de son premier ouvrage.

Ce paradoxe est au cœur de l'argument que développe Olufémi Táíwò concernant les périls associés à une certaine forme de politique identitaire. Cet argument, à savoir qu'il est loin d'être facile de trouver une personne capable de représenter de manière adéquate les voix de l'ensemble des membres d'un groupe marginalisé, il l'a récemment défendu dans *Elite Capture* ["La capture des élites", son deuxième ouvrage, lui aussi publié en 2022 et inédit en français]. "Le fait de considérer les intérêts des élites d'un groupe comme étant nécessairement ou même probablement alignés avec ceux de l'ensemble du groupe témoigne d'une naïveté politique que nous ne pouvons pas nous permettre", écrit-il. Le professeur croit que la norme qui prévaut désormais dans les organisations de justice sociale et les universités, et qui consiste à témoigner automatiquement une certaine déférence aux gens comme lui, risque d'avantager encore les quelques rares personnes déjà privilégiées au lieu d'améliorer réellement les vies des personnes opprimées.

L'histoire de l'ascension d'Olufémi Táíwò témoigne non seulement des dangers moraux qu'il associe à une certaine forme de politique identitaire, mais aussi de la façon dont l'histoire détermine l'avenir d'une manière qui ne devient visible qu'avec le recul. Il s'agit d'ailleurs d'un autre thème central de ses travaux.

Ne pas subir la guerre. En 1965, la loi sur l'immigration et la nationalité adoptée sous l'administration du président Lyndon B. Johnson a entraîné de profonds changements dans la politique américaine d'immigration. En faisant des "qualifications" (plutôt que de l'appartenance ethnique ou de l'origine nationale, par exemple) le principal déterminant de la capacité d'une personne à immigrer, elle a rendu possible l'afflux d'un grand nombre de personnes en provenance de pays d'Asie et d'Afrique. Les parents d'Olufémi Táíwò ont quitté le Nigeria au début des années 1980 pour poursuivre des études supérieures dans la région de la baie de San Francisco. C'est là qu'il est né. Il a [ensuite] vécu dans les banlieues cossues de Cincinnati et d'Indianapolis, puis à Muncie [dans l'Indiana], où sa mère travaillait comme pharmacienne.

Ses parents ont été profondément marqués par l'héritage des mouvements d'indépendance anticolonialistes mais aussi par la guerre civile nigérienne qui, sur fond de clivages ethniques et religieux, a déchiré le pays en 1967. Les populations du Biafra, une région du Sud où



vivaient surtout des Igbo, avaient fait sécession pour protester contre le nettoyage ethnique survenu dans le Nord, une région peuplée en majeure partie par des musulmans. Olúfémí Táíwò rappelle que, parmi les Américano-Nigériens qu'il connaissait dans le Midwest, nombreux étaient ceux qui *"s'étaient vu transmettre la mémoire du génocide"*.

Ces circonstances ont influencé la façon dont il a vécu les événements politiques survenus sur le territoire américain pendant son adolescence. En avril 2001, alors qu'il avait 11 ans, Timothy Thomas, un homme noir de 19 ans, a été abattu par des policiers alors qu'il n'était pas armé. Le drame s'est déroulé dans un quartier de Cincinnati situé à quelques kilomètres à peine de la maison familiale. Le soulèvement populaire qui s'est ensuivi a ébranlé la vague croyance qu'avait jusque-là le jeune Olúfémí selon laquelle on

pouvait, aux États-Unis, mener une vie tranquille à l'abri du genre de violence que ses parents avaient fui. Souvent, dans des quartiers situés à proximité de sa paisible banlieue de l'Ohio, ce n'était pas possible.

Plus tard cette année-là, toutefois, l'adolescent a pris toute la mesure du privilège que la citoyenneté américaine conférerait à sa famille. Lorsqu'il a appris que des pirates de l'air avaient détourné des avions pour les faire s'écraser contre les tours du World Trade Center, il a commencé à stocker des biscuits et d'autres denrées non périssables dans sa chambre. À ses parents qui, perplexes, lui demandaient ce qu'il faisait, il a répondu qu'ils lui avaient eux-mêmes appris l'importance de se préparer à la privation et à l'insécurité en temps de guerre. Ils ont ri et lui ont expliqué que de telles précautions n'étaient pas nécessaires. → 42



DANS NOS ARCHIVES

courrierinternational.com

En Afrique, mais aussi en Europe et aux États-Unis, le secteur de l'édition travaille à s'affranchir de l'héritage colonial, et notamment de la mainmise des maisons d'édition occidentales sur les récits et les idées. Deux exemples à relire sur notre site :

● **Ces auteurs qui se mobilisent pour faire éditer leurs livres en Afrique.** Les droits des romans d'Afrique francophone restent souvent détenus par des éditeurs français. Mais cela change, relate le quotidien britannique **The Guardian**.

● **Au Royaume-Uni, une collection de livres pour corriger les "biais" à l'égard des auteurs noirs.**

La romancière et éditrice Bernardine Evaristo, née d'un père nigérien, veut donner de la visibilité à des auteurs noirs du XX^e siècle qu'elle juge ignorés ou oubliés.

Partenariat

Cinéma et droits de l'homme



Du 10 au 19 mars aura lieu, à Genève (Suisse), la 21^e édition du Festival du film et forum international sur les droits humains (FIFDH), un événement dont *Courrier international* est un partenaire de longue date. Comme chaque année, le festival est organisé en parallèle avec la session principale du Conseil des droits de l'homme de l'ONU. Durant neuf jours, des fictions et des documentaires sont projetés, des tables rondes sont organisées pour alimenter le débat sur la question des droits humains dans le monde. Et comme chaque année, le programme brille par sa richesse et sa diversité. Outre la guerre en Ukraine et les manifestations en Iran, les thèmes des féminicides, de l'(in)action face à l'urgence climatique ou encore du pillage des données personnelles seront entre autres abordés. Deux forums tourneront autour de la thématique de la décolonisation, que nous abordons dans ces pages : **"Comment la narration participe au processus de décolonisation ?"** (le 14 mars, à 19 heures, à l'espace Pitoëff) et **"Écologie décoloniale"** (le 15 mars, même heure, même endroit). [Plus d'infos sur fifdh.org](https://www.fifdh.org).

"(IN)ACTION CLIMATIQUE, COMMENT AGIR FACE À L'URGENCE?"

C'est le titre du débat qu'Oumeïma Nechi, journaliste à *Courrier international*, animera le vendredi 17 mars, à 19 heures, à l'espace Pitoëff, à Genève. En prélude aux échanges sera projeté *Duty of Care: The Climate Trials*, un documentaire du Belge Nic Balthazar (2022, inédit en France) : il montre les coulisses du travail de Roger Cox, premier avocat à avoir poursuivi avec succès des multinationales et des États pour inaction climatique.

41 ← "S'ils avaient immigré ici, c'était, notamment, parce qu'ils voulaient appartenir à cette catégorie de personnes qui n'a pas à subir la guerre", a-t-il expliqué dans un entretien des années plus tard. Ces expériences ont inspiré un principe qui est au cœur du point de vue philosophique du professeur, à savoir que la justice véritable se fonde certes sur la répartition équitable des ressources et de la sécurité entre les différents pays et les différentes communautés, mais aussi à l'intérieur de ces pays et de ces communautés.

Comme Aristote. Le professeur décrit lui-même l'élève qu'il était comme "peu motivé et sans but". Ses notes étaient plutôt ordinaires (il n'aimait pas qu'on lui dise quoi faire, et encore moins quoi penser), et ses parents ont fini par perdre l'espoir de le voir intégrer une faculté prestigieuse. Il a tout de même décroché une bourse pour l'université de l'Indiana. Il y a été conquis par la philosophie dès les premiers cours qu'il a suivis dans le domaine [après des tentatives en économie et en sciences politiques]. Et, vu la pression qu'exerçaient toujours sur lui ses parents, il lui a paru tout naturel de poursuivre en deuxième cycle ce cursus [cette fois à l'université de Californie à Los Angeles, ou UCLA].

Les philosophes auprès de qui le jeune homme a étudié à l'UCLA l'ont encouragé à approfondir les questions générales qui l'intéressaient, sur la façon dont la société contemporaine est structurée et la façon dont elle pourrait être restructurée dans une perspective de justice. Olúfemi Táíwò a [donc] suivi une bonne partie de son cursus à l'extérieur du département de philosophie, dans des cours d'histoire et d'études culturelles. Son directeur de thèse, le philosophe A. J. Julius, a décrit comme "une expérience inhabituelle" le temps qu'ils ont passé ensemble, ajoutant que c'était un peu comme d'"assister à une révolution permanente".

D'une certaine manière, l'approche que privilégie le jeune professeur le distingue des autres philosophes contemporains, qui mettent l'accent sur des questions de définition toujours plus étroites, mais elle le rapproche simultanément du philosophe classique tel qu'on le conçoit. Après tout, l'ambition qui l'anime n'est pas moins vive que celle qui a poussé Aristote à expliquer par écrit comment vivre une vie bonne. En posant des questions sur des sujets aussi fondamentaux que la nature de la justice, Olúfemi Táíwò s'est retrouvé à contredire certaines des figures importantes de la tradition philosophique. C'est ainsi qu'il s'est attaqué, dans *Reconsidering Reparations*, son premier ouvrage, à la théorie de John Rawls.

Le professeur est d'avis que la célèbre théorie de la justice formulée par Rawls présente de multiples lacunes, l'une d'elles étant qu'elle met l'accent sur les États. Il soutient que la plupart des obstacles que rencontrent de nombreux gouvernements, lorsqu'il s'agit de produire des résultats justes ou équitables pour leurs citoyens, découlent de désavantages qui leur sont imposés de l'extérieur. Il suffit de penser aux minuscules nations insulaires du Pacifique qui risquent de disparaître à cause de l'élévation du niveau des océans, celle-ci étant causée, dans une large mesure, par les émissions générées par les pays qui, comme le Royaume-Uni, ont été parmi les premiers à s'industrialiser. L'histoire a donné à certains États les moyens de réussir alors même qu'elle en vouait d'autres à l'échec.

Aux détracteurs qui remettent en cause le rôle moteur que jouent encore aujourd'hui les forces historiques, le professeur répond simplement qu'il suffit de jeter un œil aux meilleures données dont on dispose sur le monde qui nous entoure. Dans la vaste majorité des anciennes puissances coloniales, comme le Royaume-Uni et la France, le revenu moyen est plus de deux fois supérieur à celui de nombre des anciennes colonies.

L'histoire a donné à certains États les moyens de réussir alors même qu'elle en vouait d'autres à l'échec.

Les données concernant l'espérance de vie, la mortalité maternelle, l'adéquation du régime alimentaire, la littératie, l'accès aux services d'assainissement, les libertés civiles et les droits politiques suivent des tendances similaires. Mises ensemble, ces disparités rendent les pays anciennement colonisés plus vulnérables aux ravages causés par les changements climatiques, ce qui est plutôt paradoxal lorsqu'on sait que, vu leur industrialisation tardive, ils n'ont qu'une faible part de responsabilité dans les émissions mondiales.

On pourrait dire en d'autres mots que les effets de l'injustice environnementale et des changements climatiques se répartissent de manière profondément inégale. Ces idées ne sont pas nouvelles : on les entend régulièrement dans les discours des partisans du mouvement pour la justice environnementale. On sait que tout est lié, mais la grande théorie que nous propose le professeur permet d'expliquer pourquoi tout est lié et suggère des moyens de refaçonnier le monde dans le respect des principes philosophiques de justice.

On pourrait croire qu'une philosophie qui rend compte des injustices cumulées tout au long de l'histoire moderne ne peut que rendre encore plus inaccessible l'objectif d'un monde idéal. Mais même s'il veille à présenter de manière particulièrement rigoureuse la façon dont le monde fonctionne réellement, le professeur ne perd pas de vue l'idéal à atteindre, loin de là. Au contraire, il vise plus haut.

Parce que l'ordre colonial mondial existe toujours, il estime qu'un programme de réparations véritablement juste ne peut simplement compenser les dommages passés et présents, et qu'il doit aussi être ce qu'il appelle "un moyen de façonner le monde". Ainsi, on ne doit pas se contenter de redistribuer les richesses et les ressources : on doit créer durablement des environnements dans lesquels tous peuvent s'épanouir. En ce sens, il considère son projet comme relevant d'une approche "constructive" des réparations.

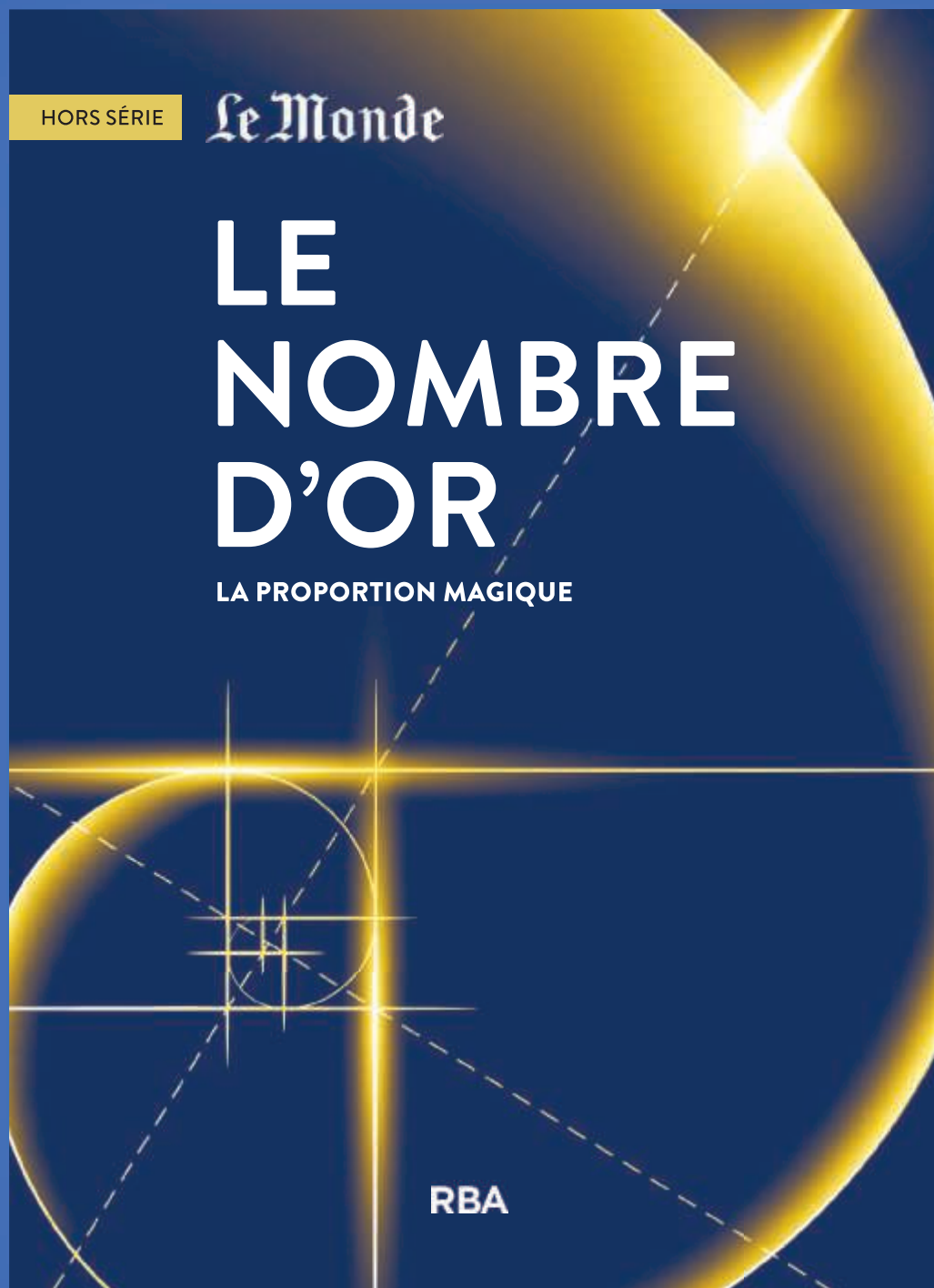
Réparations climatiques. En avril [2022], le professeur a participé à la rédaction d'un rapport sur les moyens par lesquels les États-Unis et d'autres pays bien nantis pourraient immédiatement restructurer ou annuler les dettes des pays pauvres. Il s'agirait d'une première étape dans la mise en œuvre d'un programme de réparations climatiques. "Les réparations climatiques ne devraient pas être considérées simplement comme une compensation pour les dommages environnementaux, économiques et sociaux passés, mais comme un moyen de façonner le monde, peut-on lire dans le rapport. C'est-à-dire que la justice en matière de dette et le financement climatique renforcé devraient contribuer à la création d'une plateforme permettant aux pays du Sud de s'orienter vers un développement à faibles émissions de carbone et de se doter d'infrastructures robustes et résilientes."

On pourrait croire à première vue que l'interprétation que fait Olúfemi Táíwò de la vaste histoire de ce qu'il appelle l'"empire racial mondial" ne fait aucune place au pouvoir d'action de l'humain, qu'il ne pense pas que celui-ci est capable d'influer sur le cours de l'histoire et de changer le monde dès maintenant. C'est faux. Le philosophe croit que l'humain est capable de choix et que l'histoire, loin de dicter ses actions, crée simplement le cadre dans lequel il fait ces choix. Ainsi, plus on élargit ce cadre, plus on a d'options. Et on peut supposer que, si les gens sont plus libres et qu'ils disposent de plus de choix et de moyens d'action, ils seront plus susceptibles de se concerter et de résoudre des problèmes majeurs comme le réchauffement climatique.

—John Thomason
Publié le 21 juin 2022

UN HORS-SÉRIE

Le Monde

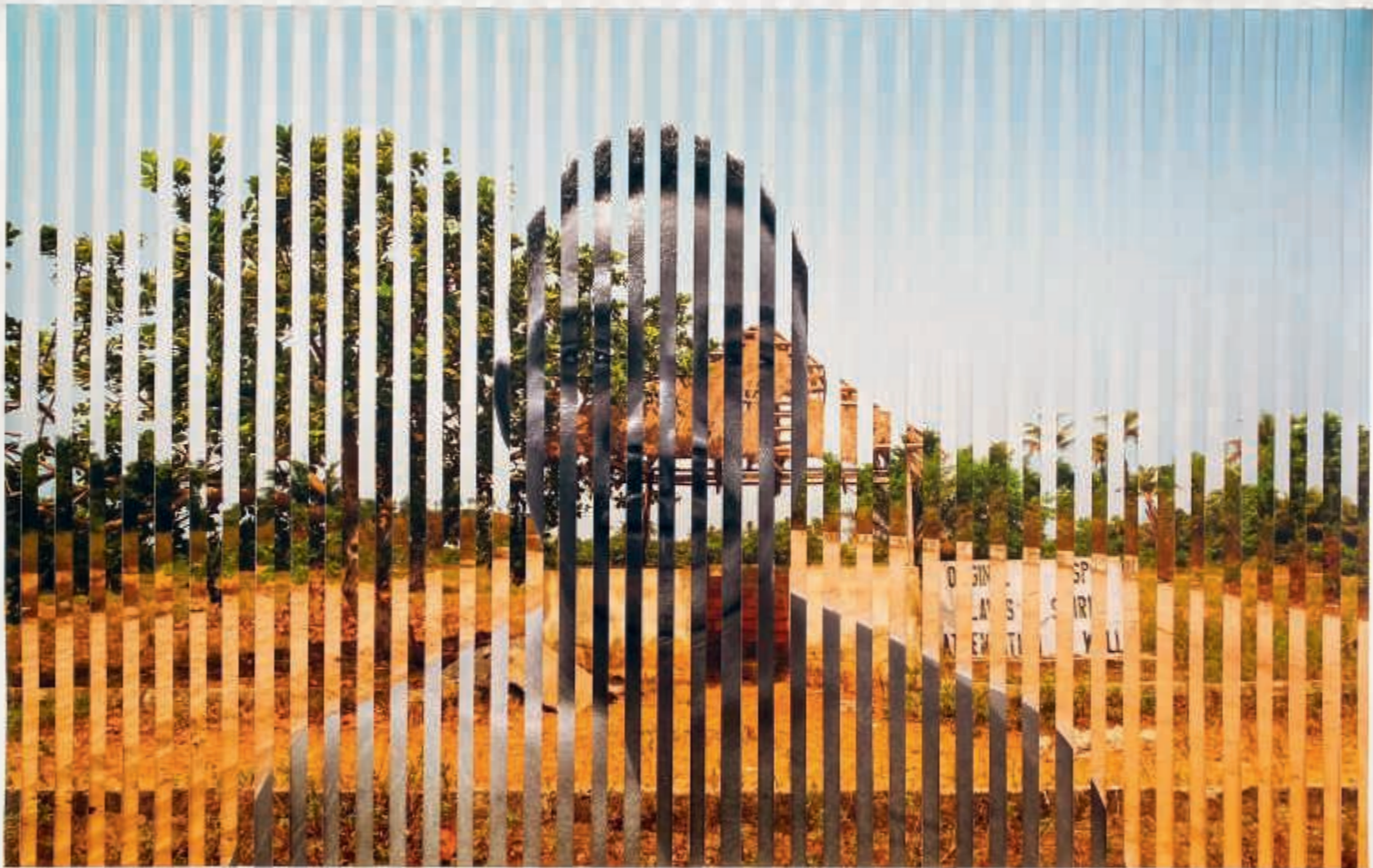


LE NOMBRE D'OR, LA PROPORTION MAGIQUE

Le Monde vous propose de redécouvrir le nombre d'or.
Un concept simple, une réflexion sur l'harmonie et sur les liens
qui unissent les nombres et notre perception de l'espace.

CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX
ET SUR [LEMONDE.FR/BOUTIQUE](https://www.lemonde.fr/boutique)

116 PAGES - 9,99 €



Chao Tayiana Maina veut “reprendre le contrôle du passé”

KENYA Cette trentenaire s'illustre dans une discipline en plein essor en Afrique. Elle recourt aux nouvelles technologies pour préserver et faire connaître le patrimoine local. Et fournir un autre récit colonial.

—The Christian Science Monitor
Boston

Chao Tayiana Maina s'est intéressée au patrimoine numérique avant même de savoir que cela s'appelait ainsi. Lorsqu'elle était encore étudiante, et qu'elle tentait de s'acclimater à sa nouvelle vie à Voi, [dans le sud du Kenya], à près de 350 kilomètres de sa ville natale, elle s'est découverte une passion pour la marche. Et un jour, pendant l'une de ses promenades, elle est tombée par hasard sur la gare de Voi, un petit édifice de briques rouges qui fut un point de passage militaire stratégique pour les colons britanniques durant la Première Guerre mondiale.

Fascinée par la beauté du bâtiment, et plus généralement par l'histoire des chemins de fer kényan et ougandais à

l'époque coloniale, elle a voulu entretenir la mémoire de ces gares. Car après plus d'un siècle de service, le réseau ferroviaire était en train de périr. Et avec le projet d'un nouveau chemin de fer de manufacture chinoise, plusieurs vieilles gares étaient vouées à la démolition.

Pendant quatre ans, grâce au précieux soutien moral et financier de son entourage, la jeune femme a donc rassemblé des informations sur pas moins de 50 lieux – sous forme de photos, de vidéos et d'interviews de Kényans ayant travaillé dans ces gares ou vécu à proximité. Et en 2016, l'exposition “Save the Railway” [“Sauvez le chemin de fer”] a ouvert au public dans une galerie de Nairobi. Aujourd'hui, tous les documents sont visibles sur un site Internet, accompagnés d'une carte interactive.

Il s'agissait du tout premier projet de Chao Tayiana, qui s'est donné pour

mission d'exhumer les éléments oubliés, ou volontairement dissimulés, de l'histoire – et ses injustices –, pour les rendre accessibles au plus grand nombre, grâce à la technologie.

À l'époque coloniale, les Britanniques cultivaient en effet une image idéalisée des chemins de fer africains – construits, au péril de leur vie, par des ouvriers africains et indiens –, en colportant des récits d'aventure dans des contrées “exotiques”. Chao Tayiana, elle, voulait montrer le bonheur mais aussi la souffrance qu'a causés le chemin de fer aux Kényans. Car s'il permettait aux enfants d'aller à l'école et aux paysans de vendre leurs produits au marché, le train a aussi facilité la déportation, dans des wagons obstrués de barreaux et de barbelés, de plusieurs centaines de combattants de la liberté, opposés au pouvoir colonial, vers des camps de détention.

De 1895 à 1963, le Kenya a en effet vécu sous l'écrasante domination de l'Empire britannique. Or les puissances coloniales ont largement imposé dans l'imaginaire collectif leur version mystifiée et glorifiée du passé colonial en Afrique de l'Est. Alors tandis que le monde entier découvre peu à peu les horreurs commises par l'Empire britannique dans ses colonies, de jeunes Kényans s'efforcent de réécrire l'histoire de façon plus nuancée. “Reprendre le contrôle du passé procure un sentiment de puissance très fort, confie Chao Tayiana. C'est très néfaste pour l'image de soi de voir sa propre identité définie par quelqu'un d'autre.”

Confiance en soi. Il y a quelques semaines, à Nairobi, plusieurs dizaines de personnes se sont rassemblées au sommet d'un immeuble pour écouter la jeune femme disserter sur le patrimoine culturel africain en astronomie, à l'occasion d'un événement baptisé “De l'espace pour la culture”. Sous un ciel chargé de nuages, elle s'est interrogée sur la faible représentation des connaissances africaines dans cette discipline à l'échelle internationale, alors même que l'observation poussée des étoiles fait depuis longtemps partie du quotidien de nombreux Africains.

Elle a ensuite diffusé l'interview vidéo d'un membre de la tribu des Samburu, peuple d'éleveurs semi-nomades qui vit traditionnellement dans les régions arides du nord du Kenya. À l'écran, le vieil homme désigne et nomme plusieurs astérisques sans la moindre hésitation : *Nkakwa*, la Voie lactée, et *Ngurikinyeji*, la ceinture d'Orion. “Ce genre d'exemple aide à prendre confiance en soi, en tant qu'Africain, et à prendre conscience que nous avons toujours eu la connaissance et la maîtrise de notre environnement”, se réjouit Karen Mwangi, captivée par l'intervention de

Chao Tayiana. “Nous n'avons peut-être pas écrit sur ces sujets comme les autres peuples, mais nous savions beaucoup de choses, nous n'étions pas de simples spectateurs.”

Ces dernières années, les astronomes africains ont d'ailleurs su se forger une place de plus en plus éminente sur la scène internationale. L'an dernier, en Afrique du Sud, le grand télescope d'Afrique australe, l'un des plus grands de l'hémisphère Sud, a contribué à la découverte d'un système stellaire de quatre étoiles, qui orbitent les unes autour des autres.

Bien que la discipline soit encore relativement méconnue, la valorisation numérique du patrimoine – le recours aux technologies du numérique pour faire connaître, comprendre et préserver le patrimoine naturel et culturel – est en plein essor en Afrique. Un certain nombre

Les communautés autochtones peuvent choisir les événements qu'elles veulent faire passer à la postérité.

de projets, très diversifiés, ont vu le jour ces derniers temps, de l'archéologie numérique aux travaux de conservation. Et la crise du Covid-19, durant laquelle les institutions ont cherché des solutions numériques pour se maintenir à flot, a encore accéléré le développement du secteur.

Les initiatives locales sont “extrêmement importantes”, car, depuis longtemps, ce sont les organisations nord-américaines et européennes qui tiennent les rênes du pouvoir et les cordons de la bourse dans la gestion du patrimoine culturel africain, souligne Colleen Morgan, maîtresse de conférences en valorisation numérique de l'archéologie et du patrimoine à l'université de York, en Angleterre. Et même lorsque ces institutions agissent avec la meilleure volonté du monde, elles ont tendance à extraire les savoirs autochtones de leur environnement et à les diffuser comme bon leur semble, sans laisser leurs partenaires locaux accéder aux données et aux outils correspondants, ajoute la chercheuse.

À Nairobi, Chao Tayiana anime également un atelier sur la numérisation des archives. Durant son enfance, à Ngong, dans la vallée du Grand Rift [à une vingtaine de kilomètres de Nairobi], elle passait ses journées dans les livres, les cartes et les vieilles photographies, profitant des nombreuses archives rassemblées par ses grands-parents. Quand elle est entrée à l'université Jomo Kenyatta [dans la capitale kényane] pour étudier les mathématiques et l'informatique quelques années plus tard, la jeune femme tenait déjà un blog consacré à l'histoire de son pays. “Je

“Il est très néfaste d'avoir sa propre identité définie par quelqu'un d'autre.”



Chao Tayiana Maina
EXPERTE EN PATRIMOINE
NUMÉRIQUE

← Série *Point of Return* :
Tell it to us Again II (2021),
par Ayobami Ogungbe.
© Ayobami Ogungbe -
Rele Gallery

suis historienne par passion, explique-t-elle. J'ai toujours eu l'impression d'être appelée à accomplir cette mission.”

Une fois sa licence en poche, elle a obtenu un master en représentation numérique du patrimoine international à la Glasgow School of Art, en Écosse. Mais de retour dans son pays natal, elle s'est vite rendu compte que cette discipline y était quasi inexistante. À cause du manque de financement, l'immense majorité des travaux de numérisation réalisés sur le continent africain sont tributaires de donateurs privés.

Durant deux ans, elle s'est donc employée à faire bouger les choses. Avec un groupe de femmes kényanes et britanniques, elle a créé le Museum of British Colonialism [“Musée de l'impérialisme britannique”], un mouvement bénévole qui cherche à combler les lacunes de l'histoire coloniale. Elle a également fondé une association à but non lucratif, African Digital Heritage [“Patrimoine numérique de l'Afrique”], qui incite les institutions culturelles locales à se tourner vers les technologies.

Bouleverser. Le gouvernement kényan n'a jamais vraiment remis en cause les récits officiels sur le passé colonial du pays. En partie parce que son premier président, Jomo Kenyatta [1964-1978], avait appelé ses concitoyens à “pardonner le passé”, dans l'espoir d'apaiser les vives tensions entre Kényans et minorité européenne, et de les fédérer en une seule nation après l'indépendance [proclamée en 1963].

Entre 1952 à 1960, des combattants de la liberté s'étaient rebellés contre le pouvoir colonial. Cette période, connue sous le nom de révolte des Mau-Mau, fut l'une des plus sanglantes de l'histoire nationale, avec plus de 90 000 Kényans exécutés, torturés ou mutilés. L'un des épisodes les plus marquants de ce conflit fut le

programme de “villagisation” mis en place par les Britanniques : dans le cadre de la lutte contre les insurgés et leurs partisans, 1,2 million de Kényans auraient été installés de force dans des camps de concentration, où ils étaient maltraités.

Grâce aux archives et à des témoignages de survivants, le musée de l'Impérialisme britannique a créé une reconstitution numérique en 3D de l'un de ces camps. Celle-ci a ensuite été présentée à Nairobi l'an dernier, au sein d'une exposition multimédia intitulée “Barbed Wire Village” [“Le village de barbelés”], qui retrace cet épisode de l'insurrection, longtemps passé sous silence.

En se détachant des sources institutionnelles, la valorisation numérique du patrimoine permet aux communautés autochtones de raconter leur histoire à leur manière et de faire passer à la postérité les événements qui leur semblent importants, analyse Melissa Terras, spécialiste de la représentation numérique du patrimoine culturel à l'université d'Édimbourg. Cette démarche ouvre de nouvelles perspectives pour bouleverser le pouvoir colonial et institutionnel, ajoute-t-elle.

Malgré tous les obstacles qu'elle rencontre régulièrement, Chao Tayiana ne compte pas s'arrêter en si bon chemin. Elle se présente comme “une historienne obstinée” – allusion à une nouvelle de l'autrice nigériane Chimamanda Ngozi Adichie [parue dans le recueil *Autour de ton cou*, disponible dans la collection “Folio”], dont l'un des personnages, gêné par la façon dont les Occidentaux traitent la culture et l'histoire africaines, se donne pour mission de faire bouger les lignes. “Pour moi, l'histoire n'est pas quelque chose que l'on peut se contenter de consommer”, conclut Chao Tayiana. C'est une discipline qui se vit.”

— Carlos Mureithi
Publié le 18 janvier

En archéologie, l'heure de la relève a sonné

SOUDAN Longtemps, l'Afrique a été un terrain d'expédition pour les Occidentaux. Mais la situation change avec l'arrivée d'une nouvelle génération d'archéologues formés sur place.

—The Guardian (extraits) Londres

Nous sommes à Khartoum, en fin de matinée. Un bâtiment bas, poussiéreux, du centre de la capitale soudanaise, abrite des caisses d'objets, ainsi qu'une copie d'une statue en pierre d'un dieu nubien, haute de plus de 2 mètres et vieille de plus de 2 000 ans. Des étudiants marchent à pas pressés dans les couloirs. Dehors, la circulation bruyante, la lumière aveuglante du soleil, les deux bras du Nil.

Sabrine Jamal, Nadia Musa, Athar Bela et Sabrine Al-Sadiq descendent l'escalier ; ils étudient tous l'archéologie à l'université de Khartoum. Aucun d'entre eux n'a plus de 24 ans. Ils se voient comme des pionniers dans un continent qui a longtemps attiré les expéditions, les spécialistes et les aventuriers venus d'Occident. "C'est très important que des Africains fassent de l'archéologie africaine, estime Sabrine Al-Sadiq. Il y a beaucoup de choses que nous comprenons parce que nous sommes d'ici. Cette idée que les Occidentaux savent mieux que personne est en train de changer."

Depuis des décennies, l'image que l'on se fait des archéologues en Afrique ne cadre pas avec une réalité de plus en plus diverse. Le Dr Ghalia Garelnabi, directrice adjointe du musée national du Soudan, raconte que quand elle était à l'université il y a trente ans, seules trois femmes étudiaient l'archéologie, alors qu'aujourd'hui elles sont vingt. "C'est un très grand changement, c'est très important", se réjouit-elle.

Alex Vines, aujourd'hui directeur du programme Afrique à la Chatham House de Londres [un think tank britannique spécialisé dans la géopolitique], était archéologue au Zimbabwe et en Afrique de l'Est il y a plus de trente ans. "L'archéologie était alors dominée par des archéologues blancs

occidentaux. Depuis, elle a été complètement transformée", assure-t-il.

"Le coût de la vie, la crise climatique, les migrations, la réflexion sur notre identité : l'archéologie devrait évoquer toutes ces questions. Nous devons construire quelque chose de nouveau, d'équitable, qui soit plus riche et plus pertinent", note Sara Mire, archéologue suédoise d'origine somalienne, actuellement maître de conférences sur le patrimoine à l'University College de Londres.

Sara Mire a récemment contribué à lancer un projet de deux ans au nord du Kenya, consacré à l'étude de l'art rupestre, auquel ont participé trente-cinq personnes appartenant à la population locale. "Voilà des gens qui n'avaient jamais pensé à l'archéologie, commente-t-elle. Ils ont beaucoup de connaissances que nous n'avons pas, et cela montre ce que peuvent faire les gens lorsqu'on ne les traite pas avec condescendance, qu'on ne les infantilise pas et qu'on leur fournit du matériel en leur transmettant un savoir-faire."

Le lien entre exploitation impérialiste du continent et recherche archéologique a été établi dès 1798, quand Napoléon a envahi l'Égypte, accompagné d'équipes de spécialistes français qui voulaient comprendre le passé du pays, mais allaient aussi en emporter d'énormes quantités d'objets.

Le Soudan sera une colonie britannique pendant près de soixante ans avant d'être dirigé par une série d'autocrates, souvent inféodés à des puissances étrangères. L'archéologie n'intéressait pas grand monde. Dans ce contexte, l'aide occidentale était importante pour préserver le peu d'activité qui subsistait.

Eglal El-Malik, directrice du département de conservation à la Société nationale soudanaise des antiquités et des musées, exprime sa reconnaissance envers les archéologues étrangers. "Ils n'ont jamais cessé de venir au Soudan, même pendant les périodes les plus sombres, souligne-t-elle.

Cela nous a beaucoup aidés. Ils ont largement contribué à soutenir notre travail et nous ont aidés à former de jeunes archéologues."

Une poignée d'archéologues soudanais se sont récemment rendus en Europe pour travailler sur des sites archéologiques, inversant la tendance historique. "Pourvu qu'un jour les archéologues africains voyagent régulièrement en Europe ou aux États-Unis", espère Eglal El-Malik. Cela plairait beaucoup à Sabrine Al-Sadiq, 24 ans, qui n'a jamais quitté le Soudan. "Je veux mieux connaître l'histoire de mon pays, mais aussi l'histoire en général, explique-t-elle. Pourquoi n'irions-nous pas étudier votre passé, en Occident, comme vous l'avez fait ici? Nous aurions peut-être des choses à vous apprendre."

De plus en plus de Soudanaises se rêvent archéologues. Mais la résistance reste grande dans la société.

Mais la nouvelle vague de jeunes archéologues au Soudan et dans d'autres pays africains se heurte à de nombreux obstacles. Pour les femmes, en particulier, ce choix de carrière rencontre la résistance des familles et des écoles. "Pendant trois ans, ma famille s'y est opposée, raconte Jamal, 22 ans. Il y avait toutes ces questions : 'Qu'est-ce que tu vas faire avec cette qualification? Comment vas-tu voyager seule?' Mais j'étais très déterminée."

Les hommes aussi sont victimes des préjugés et de l'ignorance. Joshua Kumbani, 31 ans, qui a mené des recherches de pointe en Afrique du Sud sur la composition musicale préhistorique, raconte qu'on lui a souvent ri au nez quand il disait qu'il voulait être archéologue. "Beaucoup ne peuvent pas comprendre pourquoi j'ai choisi ce métier, déplore Joshua Kumbani. Ils pensent que je travaille dans la terre sur de

"Pourquoi n'irions-nous pas étudier votre passé, en Occident, comme vous l'avez fait ici? Nous aurions peut-être des choses à vous apprendre."

Sabrine Al-Sadiq,
ÉTUDIANTE

vieilles choses. Certains m'accusent même de violer des sépultures. Je dois expliquer que ce n'est pas ce que font les archéologues."

[L'Afrique] manque cruellement de moyens. La pandémie de Covid-19 et l'actuelle crise économique paralysent les pouvoirs publics sur tout le continent. À Khartoum, les cours [d'archéologie] sont donnés dans un bâtiment vieux de 50 ans où il se produit sans cesse des coupures de courant, par une température de plus de 40 degrés. Même dans des pays relativement riches comme l'Afrique du Sud, les financements et les équipements sont souvent inadéquats. "Le grand défi est de changer d'échelle, note Alex Vines. Il y a tout un pan de l'héritage africain qui n'a pas encore fait l'objet de recherches et qui est maintenant menacé par le développement et la croissance démographique."

Eglal El-Malik milite en faveur du retour des objets pillés lors de la période coloniale, partout où cela est possible, et estime que l'apparition d'un contingent de jeunes archéologues est importante pour le Soudan. "Il est temps que notre histoire soit écrite du point de vue des Soudanais", lance-t-elle.

Pour Sabrine Al-Sadiq et ses camarades étudiantes à Khartoum, le travail de recherche et l'exploration du passé ne sont pas les seuls enjeux. Un coup d'État militaire survenu l'année dernière a fait voler en éclats l'espoir d'une transition rapide vers la démocratie après la chute en 2019 du dictateur Omar Al-Bachir, au pouvoir depuis 1989. Depuis, plus de 100 personnes sont mortes dans des manifestations contre le nouveau régime, très lié à plusieurs États répressifs du Golfe, ainsi qu'à la Russie. "Pour devenir un pays libre, nous avons besoin de nos propres archéologues", conclut Sabrine Al-Sadiq.

—Jason Burke et
Zeinab Mohammed Salih
Publié le 27 décembre 2022

Climatiques

Agir face au dérèglement climatique et s'adapter.
Chaque semaine, les pistes de la presse étrangère.



**Tous les jeudis, retrouvez
notre nouvelle newsletter.**

Face à l'urgence, *Courrier international*
vous propose un tour du monde des mille et une façons
d'agir pour le climat.

Inscrivez-vous sur
courrierinternational.com

Et si la nutrition médicale pouvait nous aider à retrouver l'appétit de la vie ?

Que l'on soit fragilisé par l'âge ou par la maladie, il y a des moments dans notre vie où notre santé est plus vulnérable. C'est là qu'une prise en charge nutritionnelle peut faire la différence pour contribuer au traitement thérapeutique et assurer le bon rétablissement des patients. Chez Danone, pionniers dans le domaine de la nutrition médicale depuis 125 années, nous contribuons à ce soutien en joignant le meilleur de notre expertise scientifique et nutritionnelle à celle des instituts de recherche, des profession-



nels de santé et des associations de patients, partout dans le monde. C'est ainsi que nous développons nos différentes gammes de nutrition médicale fondée sur des études cliniques afin de pouvoir répondre aux besoins nutritionnels quotidiens spécifiques des patients, contribuant à rendre, pour eux et leur entourage, chaque jour meilleur que le précédent.

*Ces produits sont des denrées alimentaires destinées à des fins médicales spéciales, pour les besoins nutritionnels des patients dénutris. À utiliser sous contrôle médical.
Une seule planète. Une seule santé.

Danone. Faire de tous les âges de la vie le plus bel âge.